



*Sous la direction de*

**JEAN GARRIGUES**

**TEXT O**

# La République des traîtres

*De 1958 à nos jours*

SOUS LA DIRECTION DE  
JEAN GARRIGUES

LA RÉPUBLIQUE  
DES TRAITRES

*De 1958 à nos jours*

TEXTO



Texte est une collection des éditions Tallandier

© Éditions Tallandier, 2018 et 2020 pour la présente édition  
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris  
[www.tallandier.com](http://www.tallandier.com)

EAN : 979-10-210-4380-0

*Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#) .*

# Sommaire

Couverture

Titre

Copyright

Introduction, par Jean Garrigues

De Gaulle : le Commandeur et ses Brutus, par Christine Clerc

Pompidou et la conjuration des barons, par Hervé Gattegno

Jacques Chirac ou les mille et une métamorphoses, par Christine Clerc

Un ami de trente ans, par Catherine Nay

Un éléphant, ça trompe énormément, par Christophe Barbier

Chirac-Sarkozy, le parrain trahi et l'héritier rebelle, par Renaud Dély

Balance ton traître ! Ségolène et François, par Sylvain Courage

Le Béarnais et les infidèles, par Jean Garrigues

Au FN, la trahison, une marque de fabrique, et de famille, par Renaud Dély

Qui a trahi François Hollande ?, par Michèle Cotta

Épilogue, par Jean Garrigues

Bibliographie indicative

Les auteurs

# Introduction

---

Jean Garrigues

Talleyrand, qui en avait fait une sorte d'art de vivre, disait que la trahison n'était qu'« une affaire de dates ».

La trahison politique est, en effet, de toutes les époques, de tous les régimes, inaugurée de manière spectaculaire par Brutus qui participa à l'assassinat de son père adoptif Jules César aux Ides de Mars. « Toi aussi, mon fils ! », se serait exclamé le dictateur en recevant le coup de poignard de celui qu'il avait comblé de faveurs. Cet épisode fameux de l'Antiquité romaine, décrit par l'historien Plutarque, fait la trame de l'une des nombreuses tragédies de Shakespeare consacrées à la trahison. Il a maintes fois servi de référence dans notre histoire contemporaine, en oubliant d'ailleurs que Brutus n'était pas le fils adoptif de César, contrairement à la légende. On l'a notamment évoqué en 2016 lorsque Emmanuel Macron, ministre de l'Économie et ancien collaborateur de François Hollande, s'est séparé de son mentor pour se lancer dans la course à la présidentielle. À cette occasion, un certain Édouard Philippe s'était amusé à explorer l'histoire dans une chronique publiée le 18 janvier 2017, rappelant que le candidat de La République en

marche ne ressemblait pas tant à Brutus qu'à... Macron, c'est-à-dire Naevius Sutorius Macro, conseiller de l'empereur Tibère, et qui finit par l'assassiner. La comparaison ne manquait pas de sel, sous la plume du futur Premier ministre du jeune président jupitérien.

La politique étant, par définition, la conquête du pouvoir, elle implique presque fatalement la trahison pour y parvenir. Parmi les grandes figures de traître de notre imaginaire collectif, celle de Ganelon, qui ourdit le piège dans lequel tomba l'arrière-garde de Charlemagne à Roncevaux, a traversé les siècles grâce à la *Chanson de Roland*. Mais peu de gens savent que le modèle de ce traître archétypique était un prélat du IX<sup>e</sup> siècle nommé Wenilon, archevêque de Sens, et qui trahit le roi Charles le Chauve en se ralliant à son frère Louis le Germanique. L'ambition politique, déjà à cette époque, menait à la trahison. La plupart des monarques d'Ancien Régime y ont été confrontés un jour ou l'autre, d'Hugues Capet à Louis XVI, et Napoléon n'échappa pas à la règle, lui qui fut trahi aussi bien sur le champ de bataille que sur le tapis vert de la diplomatie. Sous la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> République, la trahison politique était moins spectaculaire car le pouvoir exécutif était issu d'une majorité parlementaire, et les traîtres étaient en quelque sorte noyés dans la masse. Mais elle est devenue indispensable sous la V<sup>e</sup> République, où tout converge vers la conquête du pouvoir suprême, c'est-à-dire l'Élysée. Par conséquent, celui qui aspire à devenir président de la République est presque condamné à trahir un jour pour accéder à ce trône unique, tant convoité.

Dans ce grand jeu de la trahison, il n'y a pas de règles, pas d'amis qui tiennent et pas de quartiers. Mais puisque c'est un jeu cruel, il est passionnant d'en suivre le déroulement et les péripéties, sous la plume des plus fins observateurs de la vie politique. C'est le propos de ce livre, qui raconte, sans complaisance mais sans leçon

de morale, les épisodes les plus marquants de cette histoire de la trahison sous la V<sup>e</sup> République.



# De Gaulle : le Commandeur et ses Brutus

---

Christine Clerc

Assis côte à côte sur la banquette de moleskine de la brasserie Lipp devant un bock de bière et un cervelas, les deux rivaux s'affichent tout sourire comme de vieux complices. Le premier, silhouette solide de petit-fils de paysan à l'aise dans le beau linge, a l'œil matois plissé par la fumée de son éternelle cigarette au coin des lèvres. C'est le Premier ministre Georges Pompidou, cinquante-quatre ans. Le second, crâne déjà dégarni à trente-neuf ans, haute silhouette et profil d'oiseau, a l'air un peu étonné de se trouver là. C'est Valéry Giscard d'Estaing, l'ambitieux ministre des Finances. Lorsque, le 8 septembre 1965, en ouvrant *France Soir* <sup>1</sup>, les Français découvrent cette photo prise la veille au soir dans la célèbre brasserie de Saint-Germain-des-Prés, ils comprennent que de Gaulle a ordonné aux deux prétendants à sa succession de faire taire une rivalité importune à l'approche du scrutin présidentiel de décembre. Le lendemain même, d'ailleurs, le président de la République va tenir une conférence de presse. Se félicitant du « plein essor de la France, dont la monnaie est devenue l'une des

plus fortes du monde », il va jouer, sous les rires de l'assistance, à entretenir le suspense sur sa décision de se représenter ou non : « Vous le saurez, je vous le promets, avant deux mois d'ici ! »

De Gaulle va avoir soixante-quinze ans. Sa vue baisse. Sa silhouette s'est alourdie : une de ses nièces évoque sa démarche de « pachyderme », un éditorialiste d'opposition, Jean-Jacques Servan-Schreiber, patron de *L'Express*, parle du « vieillard obèse de l'Élysée »... Depuis son opération de la prostate, l'année précédente, le chef de l'État se fatigue plus vite. Mais sa mémoire est intacte et son esprit toujours aiguisé, même si ceux qui le connaissent depuis longtemps, comme Pompidou, le disent sujet à de brèves dépresses. Ça a été le cas en 1962, lorsque 62 % des Français seulement ont répondu « oui » à son référendum instaurant l'élection du président de la République au suffrage universel. Avoir « liquidé l'affaire algérienne » après huit ans de guerre, après avoir ramené 100 000 jeunes appelés à la maison, tenu tête aux généraux putschistes, et relancé l'activité économique – ce qui a permis d'absorber le flot de 2 millions de rapatriés –, cela comptait donc si peu aux yeux de ce peuple ingrat ? Mais sa tâche n'est pas terminée : de Gaulle tient encore à doter la France d'une force de dissuasion nucléaire qui garantisse son indépendance. Les États-Unis s'y opposent. Il pense être le seul capable de leur résister. Voilà pourquoi il se veut le maître du temps : c'est lui qui choisira le jour et l'heure de son départ. Et qui ouvrira la voie au successeur de son choix.

Pompidou ou Giscard ? Tous deux, auvergnats tenaces, peuvent prétendre à ce titre. Ils ne s'aiment guère : Pompidou ne supporte pas la condescendance de grand bourgeois de son cadet ; ce dernier n'est pas loin de juger son aîné un peu vulgaire et dépourvu de réelle compétence économique. Est-ce pour cette rivalité d'âge et

de classe, autant que pour leur talent, que de Gaulle les a choisis, leur a confié des responsabilités croissantes et les a imposés aux gaullistes qui croyaient pouvoir prétendre à l'exclusivité du pouvoir ? À nouveau, il va les mettre tous les deux à l'épreuve.

## **Pompidou, de la salle de classe à la voiture du Général**

Pompidou apparaît dans l'entourage du Général dès 1944. Alors professeur à Henri IV, cet agrégé de lettres n'est pas entré dans la Résistance. Mais il se résout mal, écrit-il à son camarade de Normale Sup René Brouillet, qui vient d'être nommé directeur de cabinet du chef du gouvernement provisoire, à « décliner rosa la rose ». Le voilà engagé comme « normalien sachant écrire ». « Enivré, confie-t-il, à l'idée de participer à l'action d'un surhomme », il n'en perd pas sa causticité : « Tout à coup, l'image se matérialisait d'un homme au physique étrange, trop grand avec une tête mal proportionnée à son corps [...]. Chacun, sur son passage, se figeait dans une sorte de garde-à-vous, mais en baissant les yeux pour ne pas voir celui qui ne devait pas être vu, parce qu'il n'appartenait pas au monde des humains<sup>2</sup> . » Au fil des ans, tandis que sa femme Claude se dit frappée de « la vénération religieuse » qu'il éprouve pour le Général, Georges Pompidou ne cesse, tout en acceptant avec dévouement les missions confiées par « l'ermite de Colombey », comme celle de trésorier de la fondation Anne-de-Gaulle, d'exercer son esprit critique : « L'orgueil, la volonté justificatrice et l'égoïsme, note-t-il dès 1953 à propos du grand homme, gâchent des dons immenses. » Mais le Général a étendu sa main sur lui. En 1947, retiré à Colombey-les-Deux-Églises, il lui fait

entrevoir un avenir politique : « Je veux vous dire combien profonde est mon estime pour vous. L'avenir ne nous appartient pas. Mais s'il s'y prête, sachez que je compte sur vous, avec une entière confiance... » Pompidou entre à la banque Rothschild et se grise un peu d'être introduit, avec sa femme, dans le Paris artistique et mondain à la mode. Cela agace son ancien patron. « Pomm'pidou ? lâche-t-il devant un proche, avec cette vacherie dont on le sait capable. Il a préféré gagner de l'argent chez les Rothschild ! »

En mai 1958, cependant, alors qu'il s'apprête à revenir au pouvoir, de Gaulle convoque à Colombey son ancien conseiller. Respectueusement mais fermement, le banquier le prévient : « Je dois vous dire, mon général, que je reprendrai ma liberté le jour où vous accéderez à la présidence de la République. » Pompidou est-il sincère ou cache-t-il une secrète ambition ? Il l'a promis à Claude, saisie de noirs pressentiments chaque fois qu'elle passe devant l'Élysée : jamais il ne se laissera prendre au piège du pouvoir politique. Mais le 8 janvier 1959, place de l'Étoile, le nouveau président de la République, ayant accompli le rituel de la flamme du soldat inconnu, fait signe à son chef de cabinet de monter à ses côtés dans la voiture qui va le ramener à l'Élysée. Sous le nez de Pierre Messmer, André Malraux et d'autres qui s'avançaient déjà. « Mon mari, rapportera Claude Pompidou, a eu un choc. » Certes, Pompidou connaît assez le Général pour deviner que ce geste provocant vise d'abord à signifier aux « barons » qu'il ne leur appartient pas. Mais comment ne pas y voir un signe ? « Ce jour-là, dira son fils Alain, mon père a commencé à penser à l'Élysée. »

Trois ans après avoir succédé à Michel Debré à Matignon, Pompidou y songe de plus en plus. Après des débuts d'orateur hésitant devant le Parlement et une grave erreur d'appréciation face à la grande grève des mineurs, il s'est imposé. « Il émanait de sa

personne, écrira le chef de l'opposition, François Mitterrand, une lourde puissance... » Dès 1964, Pompidou entame sa campagne : à Montboudif, son village natal, on le voit débarquer au volant d'une Peugeot noire pour aller à la pêche aux écrevisses avec des gars du coin et tenir réunion au café. À Paris, son équipe de conseillers s'apprête à faire tirer à 3 millions d'exemplaires un livre rédigé par le journaliste Merry Bromberger, *Le Destin secret de Georges Pompidou* .

## **Giscard, du château en Auvergne au fauteuil de Kennedy français**

Giscard se prépare aussi. Le ministre des Finances se sait trop jeune pour l'Élysée. Mais son modèle, J. F. Kennedy – dont il affiche, dans son bureau, la photo dédicacée dans un cadre d'argent –, était à peine plus âgé lorsqu'il devint président des États-Unis. D'ailleurs, toutes les fées ne se sont-elles pas penchées sur son berceau ? Énarque et polytechnicien, « Vally », comme le surnomme sa mère, May, se sait depuis l'enfance « appelé à un bel avenir ». Discret sur son grand-père, Jacques Bardoux, un sénateur proche de Pierre Laval, comme sur son père, Edmond Giscard, un homme d'affaires entiché d'aristocratie, il aime à rappeler que son arrière-grand-père, Agénor Bardoux, dont il a hérité la pendulette, fut ministre de l'« Instruction publique et des Beaux-Arts » sous la III<sup>e</sup> République et fréquenta Flaubert et Maupassant. Lui-même, qui s'affiche en représentant d'une droite éclairée, n'appartient, pas plus que Pompidou, à la famille gaulliste. Mais à dix-huit ans, engagé sous les ordres de De Lattre de Tassigny, il traverse le Rhin pour affronter, à bord d'un tank – destroyer américain –, les Panzerfaust. Cela lui

vaut de participer au défilé de la victoire à Paris avec sa croix de guerre, avant d'entamer une brillante carrière d'inspecteur des finances. De Gaulle revenu au pouvoir en 1958, un « compagnon » recommande pour le poste de secrétaire d'État au budget auprès du ministre Antoine Pinay ce « jeune homme de haute taille, aux épaules étroites mais aux dents très longues ». Voici « VGE » en piste. En Conseil des ministres, il séduit le chef de l'État par son aisance et la clarté avec laquelle il présente des notes techniques. Au cours de son infatigable tour de France, celui-ci passe en Auvergne. Il invite le jeune élu à monter dans sa voiture...

Quelques mois plus tard, alors que Giscard revient tout fier de Washington, où il a annoncé au président Kennedy que la France était en mesure de rembourser sa dette, de Gaulle le convoque : « Nous allons ouvrir des négociations avec le FLN algérien [...]. Les intérêts à défendre sont très importants, notamment le pétrole. Je vous ai désigné pour le faire. » Le jeune ambitieux, dont l'attachement à la cause de l'Algérie française est connu, en a le souffle coupé : « Je vous demande de m'excuser, mon général, mais je ne m'imagine pas siégeant en face de membres du FLN. » Résister à de Gaulle quand Debré lui-même, si profondément attaché à l'Algérie française, a accepté le sacrifice ! Giscard joue là son poste. Le Général, on le sait, n'aime pas qu'on lui résiste. Or, le secrétaire d'État n'est pas renvoyé, au contraire. En 1962, Pompidou succédant à Debré à Matignon, il se voit promu ministre. Dans son vaste bureau tendu de soie rouge dominant la cour du Louvre, il va passer, confiera-t-il, « la période la plus heureuse de [s]a vie ». On le juge arrogant ? Trop « technocrate » parce qu'il peut présenter le budget de la nation sans notes pendant plus d'une heure ? Son image est marquée, lui signifient de premières enquêtes d'opinion, par son plan de stabilisation destiné à réduire l'inflation ? Giscard se

fait photographier en pull-over dans son bureau, mais aussi à la chasse ou à ski... « Il démode, se réjouit son ami le prince Michel Poniatowski, tout le monde politique, à commencer par Pompidou. » L'écrivain gaulliste François Mauriac n'est pas loin de partager cet avis, qui décrit ainsi « notre Raminagrobis de Premier ministre, tout fourré, tout bénin, toutes griffes rentrées, face à ce jeune ministre des Finances qui incarne l'absolu de la réussite<sup>3</sup> ».

Mais comment se présenter contre son propre chef de gouvernement, alors que celui-ci a couvert, malgré ses réticences personnelles, sa politique de rigueur anti-inflationniste ? Quoi qu'ils pensent l'un de l'autre, les deux hommes sont condamnés à s'entendre. D'abord pour servir un président qu'ils jugent tous deux « vieillissant ». Ensuite pour gérer sa succession. Avant que le Général ne révèle sa décision de se représenter, le Premier ministre convie à déjeuner à Matignon son grand argentier : « Et s'il y avait un risque de candidature Pinay ou Debré ? Pourrais-je compter sur vous ? » Réponse hautaine de Giscard : « Mes gens vous soutiendront. » Ici se noue la trahison. Envisager ouvertement le retrait du Général, n'est-ce pas déjà un crime de lèse-majesté ?

Mais qui trahit qui ?

## **1967 : Giscard sort sa dague « Oui, mais... »**

Lorsque, le 4 novembre 1965, de Gaulle se déclare enfin prêt à poursuivre sa tâche (« Sinon, personne ne peut douter [...] que la France devra subir – mais cette fois, sans recours possible – une confusion de l'État plus désastreuse encore que celle qu'elle connut autrefois »), Pompidou est profondément blessé. Après le « mutisme

inconvenant » du président de la République, ce « Moi ou le chaos ! ». Comme s'il le jugeait incapable de gouverner la France sans lui ! Le Premier ministre, cependant, se voit reconduit dans ses fonctions. Mais Giscard, qui avait cru à un « pacte tacite » tissé avec le Général au cours de nombreux tête-à-tête au sujet de l'équilibre des finances, tombe de très haut : son cher ministère de la rue de Rivoli, de Gaulle va le confier à l'ancien Premier ministre Michel Debré, à l'écart du pouvoir depuis trois ans. Certes, le président de la République lui propose un « grand ministère » : l'Équipement, plus l'Agriculture. Mais le jeune prince des finances ne peut s'imaginer, s'il doit quitter son palais, que dans le rôle de chef du gouvernement. De Gaulle lui fait porter une belle lettre : « Au moment où vous quittez vos fonctions, je tiens à vous dire quelle estime je vous porte et quel prix j'attache à l'œuvre que vous avez accomplie depuis sept ans... »

Le compliment est flatteur. La blessure, d'autant plus vive. Giscard met en scène son départ : Adieu, mon bureau ! Adieu, ma commode en bois de Coromandel ! La gorge serrée, il conte à des journalistes la triste fin de l'ébéniste Guignard, symbole de « l'ingratitude » : après avoir servi Louis XVI, il servit la Révolution... et finit sur l'échafaud. Mais déjà, la victime de « l'ingratitude » gaullienne programme son retour en scène. Il renoue avec le directeur de *L'Express*, Jean-Jacques Servan-Schreiber, opposé à la fois à l'UDR gaulliste et à Pompidou, ce « conservateur ». Puis, il appelle les trente-trois députés Républicains indépendants à promouvoir « la nouvelle politique, plus ouverte et plus européenne qu'attend la jeunesse ».

Bientôt les législatives de mars 1967. Le 10 janvier, VGE tient une conférence de presse historique. Comme d'habitude, il a peaufiné la formule que retiendront les journalistes : « Oui, mais ».



« Le “oui, mais”, précise-t-il, c’est le soutien de la politique actuelle, mais accompagné du désir de proposer certaines orientations fondamentales pour l’avenir... » Premier coup de dague. Le second vient quelques mois plus tard, après que le Général a lancé son « Vive le Québec... libre ! » du balcon de l’hôtel de ville de Montréal. De la tour de son château d’Authon, Giscard dicte cette déclaration : « Nous éprouvons simultanément une aversion et une angoisse. [...] L’angoisse est celle de croire que l’exercice solitaire du pouvoir, s’il devenait la règle, ne prépare pas la France à assumer elle-même, dans le calme [...] l’orientation de son avenir... » « Exercice solitaire du pouvoir » ! Personne, dans la majorité, n’avait encore osé parler ainsi ! Dans la cour de l’école Sainte-Marie-de-Neuilly, ses camarades crient à Jacinte Giscard d’Estaing, sept ans : « Ton père, il a lâché de Gaulle ! » Debré fulmine. Pompidou hausse les épaules.

## **Pompidou répand le poison : « De Gaulle ? Il n’existe plus ! »**

De mois en mois, le Premier ministre a pris de l’assurance. Lui n’a pas été vraiment surpris par l’appel de De Gaulle à Montréal, pas plus qu’il n’avait été surpris, dix mois plus tôt, par le discours de Phnom Penh proclamant, en pleine guerre américaine au Vietnam, « le droit des peuples d’Indochine à disposer d’eux-mêmes ». Pompidou n’adhère pas à tous les « grands desseins » anti-américains du Général, pas plus qu’à son projet social de « participation ». « C’est un enfant, soupire-t-il, qui joue avec des allumettes en se cachant des adultes<sup>4</sup> . » Mais il sait qu’il lui faut attendre. De plus en plus empressés à sa cour, de grands patrons,

des écrivains, des artistes et quelques ministres amis, qu'il convie à des projections de cinéma et des soupers à Matignon avec Claude, lui confient-ils leurs inquiétudes sur l'âge du capitaine ? Pompidou lève les bras. Il se souvient de ce soir de premier tour de 1965 quand de Gaulle, accablé par son score de 44 % face à Mitterrand et au centriste Jean Lecanuet, voulut se retirer de la course. C'est alors lui, le candidat potentiel humilié, qui dut s'employer, au téléphone une partie de la nuit depuis Matignon, à rassurer l'ermite de Colombey, « sur ce ton d'extrême douceur qu'il sait prendre quand il joue son rôle de soigneur<sup>5</sup> ».

Mai 1968 va être l'épreuve décisive. Le 13 mai, pour le dixième anniversaire du retour du Général au pouvoir, près d'un million de manifestants, menés par Dany Cohn-Bendit et les leaders de la gauche, défilent de Bastille à Denfert-Rochereau en scandant : « Dix ans, ça suffit ! » Toute la nuit, de Gaulle tourne dans son bureau, désesparé. Dix fois, il l'a répété à ses ministres en tapant du poing sur la table : « On ne capitule pas devant l'émeute ! Après tout, l'histoire de France est pleine d'émeutes qui ont pris fin quand quelques émeutiers sont restés sur le carreau ! » Mais en vain. Au matin, il s'envole pour la Roumanie de Ceausescu. À son retour, en pleine nuit à Orly, le gouvernement l'attend au pied de la passerelle. « Alors, tempête-t-il, il suffit que de Gaulle s'en aille, et tout s'écroule ? Alors, Pompidou, vous avez laissé prendre la Sorbonne ? » Dans une tentative pathétique pour reprendre la main, le président de la République annonce, le 24 mai à la télévision, un référendum sur la participation. Pompidou, qui le regarde debout dans le bureau de son conseiller Édouard Balladur, « la tête baissée, l'œil mi-clos, une cigarette aux lèvres, ses mains, tenant un trousseau de clés, croisées derrière le dos », soupire : « Ça aurait pu être pire<sup>6</sup> ! » Mais non, ça n'aurait pas pu être pire ! Des milliers de

jeunes chantant : « De Gaulle, c'est fini ! », des barricades édifiées au Quartier latin avec des pavés arrachés et des arbres sciés, des policiers casqués chargeant, dans une épaisse fumée, les émeutiers. Et la « chienlit » qui gagne la province, paralyse les trains et les usines, bloque les stations d'essence et empêche même, parfois, les communications avec les préfets ! Épuisé, « le Vieux », comme on l'appelle maintenant jusque dans les coulisses du pouvoir (il aura soixante-dix-huit ans en novembre), laisse son Premier ministre monter en première ligne pour entamer des négociations avec la CGT et affronter, à l'Assemblée, le tribun Mitterrand qui tonne : « Allez-vous-en, M. Pompidou ! » Dans le cercle familial, un samedi à Colombey, de Gaulle enrage : « La réouverture de la Sorbonne [par Pompidou], ce n'était pas du De Gaulle, c'était du Pétain ! » Mais le spectacle de sa propre impuissance l'accable. Sait-il qu'à Paris, le Premier ministre a lâché au ministre de l'Intérieur Louis Joxe, qui insistait pour en référer au président : « Le Général est mort ! De Gaulle n'existe plus<sup>7</sup> » ?

À son vieux fidèle, le ministre des Finances Michel Debré, venu se plaindre un dimanche à l'Élysée d'avoir été écarté des négociations de Grenelle, le chef de l'État répond avec un geste fataliste : « Le Premier ministre a voulu négocier seul [...]. Je n'ai plus rien à faire là-dedans<sup>8</sup> ! » Le lendemain, lundi 27 mai, son propre fils, le capitaine Philippe de Gaulle, qui a rejoint à grand-peine l'Élysée dans la nuit, recueille de l'homme du 18 juin cet aveu : « Le gouvernement ne suit plus mes directives. Je n'ai plus barre sur personne. Pompidou laisse pourrir... » Alors Philippe, le plus doucement possible : « Papa, il faut bien voir qu'à court terme, votre règne est fini... »

L'homme fort, pour la majorité silencieuse excédée du désordre, c'est désormais Pompidou. Il va avoir cinquante-sept ans en juillet.

Balladur le décrit « massif, vif, solide et rapide, imposant son autorité avec une impression de force et même de jeunesse, en dépit de ses tempes blanches ».

Et Giscard ? Au Palais-Bourbon, où il assiste au duel Pompidou-Mitterrand, le chef de file des Républicains indépendants se garde bien de voter la censure avec la gauche. Mais il réclame « un autre fonctionnement de la démocratie ». Il a maintenant quarante-deux ans. Le bon âge, songe-t-il, pour devenir chef de gouvernement à la place de Pompidou si le calme revient. Et pour s'imposer comme le successeur du « vieil homme recru d'épreuves ». D'autant qu'il a su, tout en critiquant le gouvernement, habilement épargner de Gaulle.

## **Le dernier coup d'éclat du Général**

Mais celui-ci est encore capable de surprendre tout le monde. Le mercredi 29 mai au matin, il fait annoncer que le Conseil des ministres est annulé. À Georges Pompidou, qu'il ne rappelle qu'au moment de décoller en hélicoptère d'Issy-les-Moulineaux, il dit : « J'ai besoin de prendre du champ et de retrouver le sommeil... » Puis – ce qui ne fait qu'accroître l'inquiétude du Premier ministre : « Je suis vieux, vous êtes jeune, vous représentez l'avenir... je vous embrasse... »

Pendant plusieurs heures, le chef de l'État va disparaître des écrans radar, jetant le chef du gouvernement dans une solitude et une angoisse d'autant plus insupportables que la Constitution prévoit, en pareil cas, un intérim par le président du Sénat. On n'apprendra que l'après-midi, son hélicoptère ayant reparu dans le ciel français, que de Gaulle est allé s'assurer auprès du général Massu, qui commande à Baden-Baden les troupes d'outre-Rhin, de

leur soutien. Pompidou ne lui pardonnera jamais une « désinvolture » qui aurait pu avoir des conséquences dramatiques. Le Général, lui, ne se pardonnera pas sa faiblesse en présence de son Premier ministre : « Pour la première fois de ma vie, lui aurait-il avoué à son retour, j'ai eu une défaillance. Je ne suis pas fier de moi<sup>9</sup> . » Mais le 30 mai, il s'est repris : « Je ne me retirerai pas ! », clame-t-il à la radio dans un célèbre discours. Ce soir-là, de Gaulle en appelle à « l'immense armée de ceux qui [l]e soutiennent ». Et celle-ci lui répond : derrière Michel Debré, André Malraux et Maurice Schumann, près d'un million de partisans remontent les Champs-Élysées en scandant : « De Gaulle n'est pas seul ! »

Les élections législatives qui suivent sont un raz-de-marée. À nouveau, les courtisans se pressent à l'Élysée. On s'émerveille d'une vigueur physique et intellectuelle qui permet au Général de dire « non » à une dévaluation du franc. Redevenu le maître, il nomme un nouveau Premier ministre à sa main, Maurice Couve de Murville. Pompidou en est ulcéré. Désormais, il joue pour lui. Tout l'été, à La Baule, il répond à un abondant courrier de soutien et remercie les auteurs d'articles élogieux. Le premier d'entre eux est le fidèle gaulliste François Mauriac. Dans *L'Express*, le prix Nobel de littérature rend hommage à « l'homme d'État que les Français ont vu naître, se former, se développer [...] et puis gagner la partie dans le coup le plus dur qu'ait subi le régime, presque au bord de l'effondrement ». Pompidou, sauveur de De Gaulle ? Oui, affirme l'ancien Premier ministre devant son ancien ministre Alain Peyrefitte.

## **Affaire Markovic : le coupable silence de De Gaulle**

Que Pompidou puisse prétendre l'avoir sauvé, de Gaulle ne peut le supporter. Ses fidèles non plus. Est-ce un hasard ? À l'automne, Pompidou est à peine installé dans ses nouveaux bureaux du boulevard de Latour-Maubourg qu'éclate l'affaire Markovic : dans un dépotoir des Yvelines, on a découvert le corps d'un gigolo yougoslave familier d'Alain Delon. Selon *L'Express*, ce Markovic aurait croisé, dans des « soirées d'un genre spécial », des vedettes du spectacle, quelques élus... et « la femme d'un ministre ». L'ancien Premier ministre ne se doute de rien, quand un de ses anciens collaborateurs vient le trouver : « Personne n'ose vous le dire : cette femme, c'est votre femme. Dans les dîners en ville, dans les salles de rédaction, il n'est question que de cela. » « C'est un complot ! », rugit Pompidou. Il n'aura plus désormais que deux obsessions : protéger Claude, si fragile sous ses apparences de femme libre dont les robes courtes laissent voir les genoux ; et rétablir son honneur, sali par des « ignobles » dont il conservera dans son portefeuille la liste noire. Y figure, en tête, le Premier ministre Maurice Couve de Murville. Il jure de « l'étrangler de [s]es propres mains ». Quant à de Gaulle... pourquoi a-t-il laissé faire ?

Tout au long de ce drame, l'attitude du Général reste ambiguë. Un week-end, à Colombey, en regardant le journal télévisé, Yvonne s'exclame : « Comment peut-on laisser accuser une femme pareillement ? Ne peut-on arrêter toutes ces rumeurs ? » De Gaulle : « Voyons, Yvonne ! Vous me voyez aller à la télévision pour déclarer : "L'affaire Pompidou est un scandale ?" » Mais d'ajouter *in cauda venenum* à l'oreille de son fils Philippe : « À vouloir dîner dans le Tout-Paris comme aiment le faire les Pompidou, à y fréquenter trop de monde et de demi-monde, il ne faut pas s'étonner d'y rencontrer tout et n'importe qui... »

## Pompidou lance son « appel de Rome »

Pour Pompidou, ce silence plein de sous-entendus est une perfidie. Un soir de novembre, il demande à voir le président de la République. Arrivé secrètement par le parc de l'Élysée, il est à peine assis dans le bureau présidentiel qu'il articule d'une voix sourde : « Mon général, j'ai trois choses à vous dire : je connais assez ma femme pour savoir qu'il est impensable qu'elle soit mêlée si peu que ce soit à cette affaire. On cherchera peut-être à me "mettre dans le coup", nulle part on ne me trouvera. Je n'en dirais pas autant de tous vos ministres. Ni place Vendôme [...], ni à Matignon [...], ni à l'Élysée, il n'y a eu la moindre réaction d'homme d'honneur ! » Et de Gaulle, « faiblement<sup>10</sup> » : « Mais moi, je n'ai jamais cru à tout cela ! »

De fait, on s'apercevra vite qu'il s'agit d'un ignoble montage. L'affaire continue cependant d'alimenter les rumeurs et d'attiser la colère et le chagrin de Pompidou. Le 3 janvier 1969, sa lettre de vœux à de Gaulle est le cri d'un fils blessé : « Que dire de la campagne menée contre moi, à travers ma femme ? Comment fut-il possible que des hommes [...] qui connaissent mon ménage depuis des années aient pu réagir aussi faiblement, aussi honteusement, j'ose le dire, en présence des calomnies scandaleuses d'indicateurs de police de bas étage ? » La réponse du Général, le 5 janvier, ne l'apaise pas, bien au contraire : « Ce que vous m'écrivez au sujet de votre état d'âme ne peut manquer de me toucher. Mais je voudrais beaucoup que vous ne vous laissiez pas impressionner par les ragots... » Quelle froideur et finalement, quelle indifférence ! Cette fois-ci, Pompidou se sent-il libéré de son devoir de reconnaissance filiale ? Le 18 janvier 1969, en voyage à Rome avec Claude, il reçoit quelques journalistes à son hôtel. « Ce n'est, je crois, un mystère

pour personne, leur confie-t-il, que je serai candidat à une élection à la présidence de la République lorsqu'il y en aura une... » La presse titre sur « l'appel de Rome ». L'ancien Premier ministre feint d'en être stupéfait. Mais quelques semaines plus tard, interrogé à Genève par la télévision suisse, il enfonce le clou : « J'aurai peut-être, si Dieu le veut, un destin national »... De Gaulle, « l'homme du destin », le reçoit en plein cœur.

Il lui faut faire face, cependant, paraître régner encore, et dissiper les rumeurs de rupture, au moment où il s'apprête, pour la dernière fois, à demander un « oui » aux Français. Les de Gaulle convient donc à l'Élysée les Pompidou. Le dîner aura lieu le 12 mars et, pour éviter que l'atmosphère ne soit trop glaciale, les Debré en seront. Mais Claude Pompidou a la gorge nouée et Michel Debré a la grippe. « Ce fut lugubre », racontera-t-il à Jean Mauriac. Quant à Pompidou, il note : « Ni Mme de Gaulle, par réserve habituelle, je pense, ni le Général, par gêne, j'imagine, n'eurent un mot du cœur. » Après dîner, de Gaulle prend son rival à part. « Je lui répétais, relate encore Pompidou, que je n'avais rien dit à Rome et avais été trahi [...]. On se quitta de bonne heure. Les liens sentimentaux n'avaient pas été renoués. » Dans la voiture qui les ramène chez eux, Georges Pompidou murmure pour sa femme les vers de son poète préféré : « Sois sage ô ma douleur, et tiens-toi plus tranquille. »

De Gaulle et lui ne se reverront pas.

## **Giscard donne le coup de grâce**

Durant ces longs mois où s'est jouée la tragédie, Giscard n'a cessé d'avancer ses pions, tantôt en coulisse, tantôt sur le devant de la scène, en veillant à garder une conduite en apparence



impeccable. Le 30 mai 1968, aussitôt appris l'envol de De Gaulle pour une destination inconnue, il publiait cette déclaration : « Dans ce moment où tout craque [...] je souhaite pour ma part que le président de la République continue à assumer ses fonctions. » Et de décocher au rival Pompidou cette flèche : « Le gouvernement qui, malgré un sursis, n'a réussi ni à rétablir l'autorité de l'État, ni à remettre la France au travail, doit partir... »

Mais cinq mois plus tard, l'affaire Markovic ayant éclaté, l'ancien ministre des Finances fait savoir à l'ancien Premier ministre qu'il est « de cœur » avec lui.

Solidarité intéressée ? Pompidou est sans illusion. « Giscard est un faux frère, disait-il à Peyrefitte quelques mois plus tôt. Mais il n'ira pas jusqu'à scier la branche sur laquelle il veut grimper. » Cependant, l'histoire accélère. Le 2 février 1969, de Gaulle annonce à Quimper la tenue prochaine d'un référendum. Il s'agit de la région et du Sénat, sujets qui ne passionnent pas les Français. Ses proches, comme André Malraux, voient dans cette initiative le geste suicidaire d'un héros de tragédie. Giscard, lui, est agacé. Si le règne gaullien s'achève dès ce printemps, ce sera trop tôt pour lui : il stagne encore à 9 % des intentions de vote, loin derrière son rival Pompidou. Quel besoin de Gaulle a-t-il donc de dramatiser ainsi ? Pourquoi ne pas passer par la voie législative normale ? « La France est devant le référendum, écrit-il dans le quotidien de droite *L'Aurore*, comme quelqu'un qui a un oursin entre les doigts. » Le leader des Républicains indépendants prend ainsi le risque d'être désavoué. Mais il forge son image de chef réfléchi, capable de trancher avec audace. Le 14 avril 1969, de sa mairie de Chamalières, il annonce ainsi sa décision de ne pas voter « oui » au référendum du Général : « En ce qui me concerne, avec regret, mais avec certitude, je ne l'approuverai pas. » Les gaullistes se déchaînent contre « le fils à

papa ». Mais le dimanche 27 avril, le « non » l'emporte par 53 % des voix.

## « La France est veuve »

De Gaulle s'y attendait. Le vendredi, avant de partir pour Colombey, il a remis au secrétaire général de l'Élysée ce communiqué à publier le lundi matin : « Je cesse d'exercer mes fonctions de président de la République. » En arrivant à La Boisserie, il a lancé gaiement à la cuisinière : « Nous rentrons Charlotte ! Cette fois-ci, c'est pour de bon ! » Mais entre hommes, devant son gendre Alain de Boissieu, il laisse éclater son amertume : « Ces cochons de Français ! Ces porcs de bourgeois ! Seule la classe ouvrière se tient<sup>11</sup> ! »

Il s'éteindra dix-huit mois plus tard. Comme pour accomplir une de ses dernières volontés, Yvonne de Gaulle fera refermer son cercueil juste avant la visite des Pompidou à La Boisserie. Le 12 novembre 1970, alors que les obsèques ont lieu dans l'intimité à Colombey, une messe solennelle rassemble, à Notre-Dame de Paris quatre-vingts rois, empereurs et présidents venus des cinq continents. Dans le chœur, seul devant eux, se tient le nouveau président de la République française, Georges Pompidou, en grand deuil. « La France, déclare-t-il, est veuve. » Plus loin, on remarque, parmi les membres du gouvernement, la haute silhouette de Valéry Giscard d'Estaing. À la demande de Pompidou, qui espère ainsi le neutraliser, l'homme du « oui, mais » est redevenu ministre des Finances.

---

<sup>11</sup>

- 1 . Tiré alors à 1,5 million d'exemplaires.
- 2 . Georges Pompidou, *Pour rétablir une vérité* , Paris, Flammarion, 1982.
- 3 . François Mauriac, *Bloc-notes* , t. III, 1961-1964 , Paris, Seuil, 1993. Article paru dans *Le Figaro littéraire* , 21 septembre 1963.
- 4 . Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle* , t. II, Paris, Éditions de Fallois/Fayard, 1997.
- 5 . *Ibid.*
- 6 . Édouard Balladur, *L'Arbre de mai* , Paris, Atelier Marcel Jullian, 1979.
- 7 . Éric Roussel, *Georges Pompidou* , Paris, Jean-Claude Lattès, 1994.
- 8 . Michel Debré, *Entretiens avec le général de Gaulle* , Paris, Albin Michel, 1993.
- 9 . Georges Pompidou, *Pour rétablir une vérité* , *op. cit.*
- 10 . *Ibid.*
- 11 . Entretien avec l'auteur, octobre 1999.

# Pompidou et la conjuration des barons

---

Hervé Gattegno

« Les Français, et les Auvergnats en particulier, n’apprécient pas les traîtres. » Ce 19 avril 1969, Georges Pompidou est en visite à Saint-Flour et, visiblement, cette brève étape dans son Cantal natal n’atténue pas sa mauvaise humeur. Passe encore que sa fidélité à de Gaulle l’oblige à faire campagne pour ce référendum sur le Sénat et la régionalisation qu’il juge désastreux. Mais que les proches du Général qui anticipent la défaite cherchent d’avance à lui en faire porter le poids, il refuse de l’admettre. Une semaine plus tôt à Strasbourg, au congrès de l’UDR (ainsi s’appelle à l’époque le parti gaulliste), il pensait avoir clos le débat : « Je voterai “oui”, avait-il lancé, et je ne permets à personne de traduire mes pensées et mes arrière-pensées. » Pourtant, les insinuations ont continué. Dans les allées du pouvoir déclinant, dans la presse, dans le petit monde politique qu’il n’a jamais voulu fréquenter – il préfère de loin la compagnie des artistes –, on le décrit comme un tacticien égoïste, presque un renégat, prêt à contribuer à la chute de son maître de Gaulle pour capter l’héritage. Si le référendum est perdu, le Général

partira et plus rien ne pourra arrêter Pompidou, ruminant ses adversaires.

Dans ses bureaux du boulevard Latour-Maubourg, où il a trouvé refuge en quittant Matignon, les barons du régime sont venus l'implorer de faire allégeance une dernière fois. « Annoncez sans attendre que si le "non" l'emporte et que le Général démissionne, vous ne serez pas candidat à sa succession », l'ont supplié tour à tour Michel Debré, André Malraux et Jacques Foccart – la garde rapprochée. « Ce qu'il y a d'affreux dans cette affaire, c'est que les Français vont voter "non" pour vous avoir comme président », lui a soufflé le ministre Jean-Marcel Jeanneney. Pompidou les a tous éconduits. Il n'ignore pas, bien sûr, que le référendum sera un échec et que cette fois, de Gaulle est dans l'impasse. Mais il sait aussi que son sacrifice n'empêcherait plus rien et que ces ambassades – hypocrites ou non – sont les tentatives désespérées de ceux qui veulent lui barrer la route du pouvoir. C'est pourquoi, de son estrade de Saint-Flour, il lance, furieux et digne : « Après avoir passé vingt-cinq ans de ma vie auprès du général de Gaulle, il est inadmissible que je puisse trahir à des fins personnelles. Les Français, et les Auvergnats en particulier, n'apprécient pas les traîtres. » Le message est double : la déloyauté n'est pas son genre ; les manœuvres ne viennent pas d'où on le croit.

Soixante jours plus tard, il sera élu président de la République. Jamais cependant Pompidou n'oubliera ces mois terribles de l'automne 1968, durant lesquels son honneur et sa carrière furent en jeu ; ni l'épreuve politique et intime qui faillit l'anéantir et dont il sortit finalement transformé, libéré. Pour échapper à ses ennemis, repousser l'infamie et entrer à l'Élysée, l'homme de Montboudif aux rondeurs rassurantes et aux passions littéraires a dû se métamorphoser en stratège froid et méthodique. Ses origines

provinciales et son ambition le faisaient passer pour un personnage balzacien ; avec ses tourments et ses comptes à régler, voici qu'il semble sorti d'un roman de Dumas – il y a désormais du Monte Cristo en lui. « Rien ne sera pardonné », s'est-il juré devant ses proches. Entre les barons gaullistes et lui, il y aura toujours un cadavre.

Tout commence le 1<sup>er</sup> octobre 1968. Un corps est trouvé par hasard dans une décharge des Yvelines, sur la commune d'Élancourt. C'est celui d'un homme jeune et fort, emballé dans une housse de matelas. Ligoté et bâillonné, il a le crâne défoncé et, on l'apprendra plus tard, une balle dans la tête. Ses empreintes digitales permettent de l'identifier. Il s'agit de Stefan Markovic, un Yougoslave d'une trentaine d'années qui sert de factotum à Alain Delon – les journaux vont préférer le qualifier de « garde du corps », c'est plus romanesque. Il est connu de la police pour quelques braquages, fréquente les boîtes de nuit en vogue, les champs de courses et les tables de poker, parfois aussi des soirées échangistes où l'on croise des personnalités du Tout-Paris. Le fait divers se corse quand le juge d'instruction chargé de l'affaire au tribunal de Versailles, René Patard, reçoit du frère de la victime des lettres envoyées avant sa mort. Au cas où il lui arriverait malheur, Markovic y désigne par anticipation les responsables : Alain Delon lui-même et celui qu'il présente comme « son associé », le truand François Marcantoni, rescapé du fameux gang des tractions avant. L'acteur est interrogé par les enquêteurs – l'audition a lieu à Saint-Tropez, où il tourne le prochain film de Jacques Deray, *La Piscine* . Les ingrédients d'un bon *thriller* sont réunis.

Comment naît le scandale politique ? La rumeur, comme souvent, précède l'événement. Peu après la découverte du cadavre,

*Le Figaro* évoque dans un entrefilet les parties fines de Markovic, auxquelles auraient pris part un « ancien membre du gouvernement ou certains de ses proches ». Le nom de Pompidou se chuchote parmi les initiés, mais l'intéressé l'ignore. Écarté durant l'été par de Gaulle – qui l'a remplacé en nommant Premier ministre le terne Maurice Couve de Murville –, il est devenu simple député. Et s'il se prépare à exercer « tout mandat qui pourrait un jour lui être confié par la nation », comme le lui a écrit le Général, il se tient à l'écart du jeu politique. Il attend son heure. Mais les canaux d'information du pouvoir ne remontent plus jusqu'à lui et personne n'ose venir troubler sa quiétude avec d'aussi déplaisantes nouvelles.

Aussi, quand il dîne avec de Gaulle le 4 octobre et que celui-ci lui recommande : « Il faut vous préparer et il faut qu'on le voie<sup>1</sup> », Pompidou est-il loin de se douter de ce qui se trame dans son dos.

Quelques jours après surgit une deuxième lettre – celle qui va faire basculer l'affaire. Son auteur, Boris Akov, est lui aussi yougoslave. Emprisonné à Fresnes pour divers larcins, il écrit de sa cellule à Alain Delon. La missive est évidemment interceptée par un gardien et, comme elle mentionne le nom de Markovic, apportée au juge Patard. Le 30 octobre, un inspecteur est dépêché à la maison d'arrêt pour questionner Akov. Là, sans se faire prier, le prisonnier livre des confidences explosives. Il assure que son ami Stefan photographiait ses conquêtes dans les soirées libertines – ce qui laisse supposer que sa mort pourrait être liée à un chantage. Surtout, Akov prétend l'avoir accompagné à une orgie dans une villa des Yvelines, où « une grande femme blonde » lui aurait été présentée comme l'épouse de Georges Pompidou. Cette information-là n'est pas consignée sur le procès-verbal mais le juge et la hiérarchie policière sont aussitôt alertés. Sur le coup, personne ne trouve étrange qu'un détenu inconnu fasse si aisément irruption

dans une enquête criminelle et divulgue spontanément des détails à ce point compromettants. Le rebondissement n'est-il pas cousu de fil blanc ?

Au lieu de la méfiance, c'est l'empressement qui prévaut. Le cabinet du ministre de la Justice, René Capitant, envoie au tribunal un motard quérir une copie de la déposition. Le procureur de Versailles demande au juge Patard d'interroger lui-même Akov une seconde fois – « ordre venu d'en haut », lui dit-il. D'évidence, on espère ainsi voir les confidences du Yougoslave versées au dossier dans leur intégralité. La mèche est allumée pour que la bombe explose.

C'est à Colombey-les-Deux-Églises, où il se repose durant le week-end de la Toussaint, que de Gaulle est mis au courant de ces événements troublants. Le secrétaire général de l'Élysée, Bernard Tricot, a accouru en hélicoptère. Il apportait dans son cartable des documents préparés par la Chancellerie et le cabinet du ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, avec qui le garde des Sceaux, René Capitant, avait évoqué au téléphone le témoignage d'Akov – « en s'esclaffant », s'indignera Pompidou<sup>2</sup>. De retour à Paris, le Général convoque les deux ministres et le chef du gouvernement, Couve de Murville. À la manière de Ponce Pilate, il décide... de ne rien décider. L'Élysée restera en dehors de cela. Que la justice suive son cours, quoi qu'il en coûte, ordonne-t-il, mais Couve doit avertir Pompidou au plus tôt. Or l'intéressé se repose dans sa maison de Cajarc, loin de la capitale, et Couve de Murville traîne les pieds. Il invoque d'abord une grippe qui le clouerait au lit, puis son emploi du temps de (Premier) ministre. Les jours passent, Pompidou n'est toujours au courant de rien.

Le 4 novembre, Tricot livre les détails de ce qu'il appelle « une sale affaire » à Jacques Foccart, l'éminence grise du Général,



chargé des services secrets, de l'Afrique et des dossiers sensibles.

« Attention ! Il faut prévenir Georges, lance Foccart.

– Cela a été tout de suite la réaction du Général, mais il ne veut pas que cela vienne de cette maison, répond Tricot. Il veut que ce soit le Premier ministre qui prévienne son prédécesseur. Couve ne l'a pas encore fait ; je vais le relancer<sup>3</sup> . »

Sans qu'il ne sache rien des conciliabules qui se tiennent en haut lieu, c'est finalement un ancien collaborateur de Pompidou, Jean-Luc Javal, qui lui révèle ce que tout le monde lui cache. L'ex-Premier ministre est horrifié, humilié. Il convoque le directeur du cabinet de Marcellin. Celui-ci, en larmes, lui raconte l'affaire. Deux jours plus tard, alors qu'il déjeune chez Jacques Chaban-Delmas avec les barons gaullistes du premier cercle – Roger Frey, Olivier Guichard, Jacques Foccart, Henri Rey –, Pompidou s'emporte et accuse. « Mes amis, bien sûr, ne m'ont pas prévenu », cingle-t-il. Les convives fuient son regard. Il poursuit, menaçant : « Si c'est nécessaire, c'est moi qui vengerai l'honneur de ma femme [...]. Il y a des limites qu'il ne faut pas dépasser, c'est vraiment intolérable<sup>4</sup> . » À la fin du repas, Pompidou prie en aparté Foccart de passer le message à l'Élysée : il est blessé par le silence de ceux qu'il croyait ses amis, y compris le Général lui-même. Il exige une explication d'homme à homme.

S'il interprète la pusillanimité de De Gaulle comme une marque de défiance, Pompidou n'a pas totalement tort. Il ne se l'avoue pas encore, mais quelque chose s'est abîmé dans leur relation. Il n'y a plus entre eux la même entente. Pendant les « événements » du mois de mai (on ne parle pas encore de Mai 68), le vieux chef d'État a eu l'impression que son Premier ministre lui forçait la main ; ou pire, qu'il prenait l'ascendant. Le 29 mai, de Gaulle a disparu pendant plusieurs heures pour se réfugier à Baden-Baden auprès du

général Massu, chef des forces françaises en Allemagne. À son retour, il a bien vu que Pompidou jugeait mal cette désertion temporaire. « Pour la première fois de ma vie, j'ai eu une défaillance, lui a-t-il confessé. Je ne suis pas fier de moi<sup>5</sup> . » Et c'est encore Pompidou qui, pour en finir avec la crise, l'a persuadé qu'une dissolution de l'Assemblée valait mieux qu'un référendum en guise de coup de poker. Les élections législatives qui ont suivi ont donné lieu à un raz-de-marée gaulliste, mais dans l'opinion, le mérite principal en est revenu au Premier ministre, non au président. De Gaulle était l'homme du 18 juin, Pompidou resterait l'homme de Mai – pour le Général, c'était un outrage supplémentaire. C'est pourquoi il a décidé ensuite de le limoger, pour qu'il soit clair qu'il reprenait seul les commandes. Mais il l'a fait au terme d'un jeu de dupes de plusieurs semaines qui a laissé à Pompidou « dans la bouche, un goût de cendre<sup>6</sup> ».

Le résultat est là : à l'heure où le scandale Markovic menace son ancien protégé et, au-delà, l'héritage du gaullisme, de Gaulle ne songe pas à lever le petit doigt. À Foccart qui lui décrit le désarroi de Pompidou, « meurtri par les histoires qu'on raconte sur sa femme », de Gaulle répond, sans la moindre empathie : « Oui mais voyez-vous, elle, elle est un peu bécasse. Elle est entichée d'artistes qu'elle veut voir alors qu'elle ne connaît rien de Paris. Et tous ces gens sont très dangereux, car ils ont toujours autour d'eux une espèce de cour de gens douteux. Alors, il est facile de se laisser entraîner dans des réceptions lorsqu'on veut se donner un genre. Et puis là, il se passe des choses pas convenables, et puis il y a des gens qui font des photographies, et puis vous voyez... » Et de conclure, sévère : « Les Pompidou se lancent trop avec les artistes. Et cela donne un genre qu'il n'est pas fameux. Et puis c'est plein d'embûches et de dangers de toutes sortes<sup>7</sup> . » Foccart en est donc

témoin : aussi incroyable que cela puisse paraître, le Général doute bel et bien de la moralité du couple Pompidou. Et cette incertitude le conduit à penser, comme le juge Patard et la police, que Markovic en savait peut-être trop, et que le chantage pourrait être le mobile de son assassinat. Autrement dit : que Pompidou pouvait avoir intérêt à son élimination... Entre ces deux hommes qui ont gouverné la France dix années durant, l'estime a fait place à la suspicion.

Le face-à-face n'a lieu que le 20 novembre. Entre-temps, l'affaire s'est changée en un feuilleton sordide, qui occupe la une des journaux. On tient la chronique des recherches de la police, on disserte sur les hypothèses du juge. Y avait-il des photos ? Qui les a vues ? Qu'est devenu le cahier de Markovic ? Cachait-il de lourds secrets qu'il fallait taire ? Pompidou est reçu à l'Élysée en catimini, juste avant l'heure du déjeuner. Pour éviter qu'on ne l'aperçoive – il y a assez de rumeurs comme cela –, on lui envoie une voiture de la présidence et on le fait entrer par le parc. Une vexation de plus mais qu'importe, il veut régler ses comptes. Face à de Gaulle, il dira avoir lancé d'emblée : « Je connais assez ma femme pour savoir qu'il est impensable qu'elle se trouve mêlée si peu que ce soit à cette affaire. On cherchera peut-être à me "mettre dans le coup", nulle part on ne me trouvera. Je n'en dirai pas autant de tous vos ministres. » Puis le coup de grâce : « Ni place Vendôme, chez M. Capitant, ni à Matignon, chez M. Couve de Murville, ni à l'Élysée, il n'y a eu la moindre réaction d'homme d'honneur<sup>8</sup>. » Le général tente de se justifier : « Mais moi, je n'ai jamais cru à tout cela. J'ai demandé qu'on vous prévienne. » Pompidou fait semblant de le croire : « Je ne mets bien sûr pas en doute votre attitude personnelle, mon général. » Il promet de revenir avec les preuves de la machination et prend congé. « Sans exagérer, je puis dire que le Général, en me quittant, ne semblait pas très satisfait de lui-même. » Six mois après

la fuite à Baden-Baden, c'est la deuxième fois que de Gaulle lui paraît piteux. À ses yeux, la statue du Commandeur s'est effritée. Quant aux barons, ils ne perdent rien pour attendre. Dans les derniers jours de novembre, la journaliste Michèle Cotta, confidente de bien des familiers du pouvoir, rapporte dans ses *Cahiers* que les ragots se répandent dans Paris contre les Pompidou. « Ce qui est curieux, relève-t-elle, c'est de voir comment la découverte d'un cadavre sur une décharge a finalement entraîné une crise grave entre les gaullistes et l'ancien Premier ministre<sup>9</sup> . »

En réalité, la haine couve depuis bien longtemps, et cela non plus, Georges Pompidou ne l'a pas décelé tout de suite. Tout à son admiration pour de Gaulle, il n'a pas prêté attention aux envies ni aux rancunes que son ascension provoquait. En un quart de siècle, il est devenu le plus proche collaborateur du grand homme, son conseiller puis son confident, à la fois déférent et libre, dévoué mais indépendant, capable de devancer ses instructions comme de s'en affranchir à mesure que grandissait son expérience du pouvoir et des affaires publiques. Parmi tous ceux qui ont servi et vénéré de Gaulle depuis la guerre, c'est lui que le héros de la France libre a distingué, choisi, honoré de sa confiance ; lui, le discret Auvergnat qui n'est jamais passé par Londres, le petit prof de lettres dénué de fait d'armes dans la Résistance. Chez les dignitaires du gaullisme, tous ne l'ont pas digéré. Michel Debré, Pierre Messmer, Jacques Chaban-Delmas, Maurice Schumann, Roger Frey, André Malraux, Pierre Lefranc, René Capitant, Christian Fouchet, Albin Chalandon : tous ceux-là avaient d'autres états de service à faire valoir. Pompidou, lui, est entré au service du Général presque par hasard en 1944 pour rédiger des notes, mais il a su se faire remarquer. Après que de Gaulle quitte une première fois le pouvoir, en

janvier 1946, il garde le contact en devenant trésorier de la fondation Anne-de-Gaulle pour les enfants handicapés, une cause qui touche intimement le Général. Durant la « traversée du désert », il est admis dans le cercle de réflexion des gaullistes (son bureau avoisine ceux de Malraux et du philosophe Raymond Aron) mais pas dans la direction du RPF, le parti créé en 1947 pour préparer la reconquête. Les vestales du gaullisme le tiennent à distance – quand il deviendra Premier ministre, quinze ans plus tard, Capitant lâchera, plein de morgue : « Pompidou ? C'était mon secrétaire. »

Par la suite, son influence ne cesse de s'accroître et, à proportion, l'amertume de ses rivaux. Aux législatives de 1951, il participe au choix des candidats gaullistes – le genre de tâche qui ne vous vaut pas que des amis. Lui-même ne se présente pas ; « la politique me répugne », assure-t-il à qui veut l'entendre, et cela passe pour du dédain. Déjà, ses détracteurs l'accusent de préférer l'argent et la vie facile : ne s'est-il pas fait engager à la banque Rothschild ? Cela n'empêche pas le Général de l'appeler à ses côtés lors de son grand retour, en 1958, avec le titre de directeur de cabinet. De ce promontoire, il assiste à la naissance du nouveau régime. Et le 9 janvier 1959, quand de Gaulle est élu président de la V<sup>e</sup> République, c'est Pompidou qui prend place dans sa voiture pour descendre avec lui les Champs-Élysées. Même si Debré est Premier ministre, c'est bien lui, aux yeux de tous, le premier des gaullistes. Il y a de quoi faire écumer les orthodoxes.

D'autant que le jeune homme affiche sa liberté. Il aime la poésie, les bolides, ne cherche pas à faire carrière. À peine de Gaulle entré à l'Élysée, il s'en retourne chez Rothschild. Il l'avait prévenu : sa collaboration ne pourrait « en aucun cas déboucher sur une carrière politique, de ministre par exemple<sup>10</sup> ». Loin d'éprouver du soulagement à le voir s'éloigner, les barons s'indignent d'une telle

désinvolture. « Qu'il aille au diable ! », aurait lâché le Général, de dépit. La phrase, vite colportée parmi les fidèles, en a réjoui quelques-uns. Le dossier algérien, qui divise la France mais aussi les gaullistes, attise les méfiances. En 1961, Pompidou est l'émissaire officieux de l'Élysée en Suisse pour négocier avec les leaders indépendantistes les conditions d'un éventuel accord. Premier ministre l'année suivante, il est chargé de mettre en œuvre l'indépendance de l'Algérie. *A posteriori*, on le soupçonne d'avoir contribué au reniement du Général. Et quand il s'oppose à lui – jusqu'à brandir sa démission – pour empêcher l'exécution d'Edmond Jouhaud, l'un des quatre généraux putschistes d'Alger, ses contempteurs y voient moins une concession aux partisans de l'Algérie française qu'une affirmation de son propre pouvoir. Sans compter que ceux que l'on appelle les « gaullistes de gauche » voient en lui une caricature de bourgeois conservateur. Avec les meneurs de ce courant, René Capitant et Louis Vallon, deux grands résistants venus du socialisme, l'incompréhension est complète et l'agressivité, manifeste. Eux lui reprochent de freiner les réformes sociales du Général sous l'influence des milieux financiers. À l'inverse, Pompidou les tient au mieux pour des « utopistes », au pire pour des démagogues et des « coureurs de prébendes ».

En 1965, quand de Gaulle, fatigué, hésite à se représenter et qu'une volée de sondages place Pompidou aux avant-postes, ceux qui contestent sa légitimité ont un haut-le-cœur. N'importe qui plutôt que lui ! Mais le Général se ravise et l'emporte malgré une campagne ratée. C'est encore Pompidou, usant de son influence, qui l'a persuadé de paraître à la télévision entre les deux tours pour en appeler aux Français, quitte à oublier un peu son orgueil. De sorte que son maintien à la tête du gouvernement ne se discute pas. Les rancunes peuvent encore prospérer dans son sillage. « C'est

pendant ces presque sept ans à Matignon<sup>11</sup> que je découvris la classe politique, écrivit Claude Pompidou. Je fus vite édifiée ! Ce n'était que jalousies et mensonges, petites intrigues et querelles d'intérêts personnels. Je n'en fus tout d'abord que spectatrice. Je ne pouvais imaginer que j'allais en être victime. Le coup bas vint avec la calomnie qui nous atteignit à la fin de 1968 [...]. À travers moi, c'est mon mari que l'on cherchait à atteindre. Ceux qui ne pouvaient pardonner à mon mari d'avoir été "choisi" par le général de Gaulle essayèrent de le faire passer pour l'anti-de Gaulle<sup>12</sup>. »

Avant l'affaire Markovic, la rupture est consommée au moment de Mai 68. Alors que la plupart des éminences du régime recommandent à de Gaulle la fermeté avec les étudiants, Pompidou décide de rouvrir la Sorbonne, qui sera vite investie par les manifestants. Pendant que Messmer fait constituer des stocks d'armes et d'essence pour résister à une insurrection, lui est résolu à négocier. Ses rivaux y voient de la faiblesse, il fait le pari de l'habileté. Un ministre lui prédit la fureur du Général ? « Le Général n'existe plus ; de Gaulle est mort, il n'y a plus rien », répond-il, implacable – et marqué par l'épisode de Baden-Baden. Comme il devine que le propos sera rapporté à l'intéressé, Pompidou fonce à l'Élysée pour s'expliquer. « Si vous gagnez, tant mieux, la France gagne avec vous, lâche le Général. Si vous perdez, tant pis pour vous. »

Pompidou va gagner, mais ce sera quand même tant pis pour lui. Il quitte Matignon au début de l'été, reçoit une ovation à l'Assemblée, loue un petit appartement dans le quartier des Invalides, boulevard Latour-Maubourg, pour préparer la suite, en espérant qu'il y en aura une. Il est populaire devant les Français mais il a perdu les atouts du pouvoir et le soutien de celui qui l'exerce. À cet instant, il est plus

vulnérable que jamais. Pour ses ennemis, c'est l'occasion idéale pour frapper.

Tout cela, Georges Pompidou le comprend avec stupeur au moment où le piège menace de se refermer sur lui. Certes, il a acquis au fil des ans une solide expérience de la politique. Il n'est plus le normalien novice qui guettait fébrilement les mentions manuscrites du Général sur les mémos techniques qu'il lui adressait. Il a pris de l'épaisseur, de l'endurance aussi. Il en sait davantage sur les petites gens des élus, les mesquineries de ces « politiciens » dont de Gaulle a maintes fois juré en sa présence de « débarrasser le pays ». Que sa réussite ait fait des envieux dans la confrérie des barons ne lui a, bien sûr, pas échappé. En 1967, il a vu les gaullistes de gauche, ses adversaires les plus acharnés, s'activer en vain à sa disgrâce en l'accusant publiquement d'une « vaste opération » destinée à « la préparation furtive de l'après-gaullisme ». Capitant était allé jusqu'à mettre en garde de Gaulle contre « ses ambitions démesurées ». Écœuré, Pompidou s'était lamenté devant l'un de ses ministres : « Ils vont finir par m'avoir<sup>13</sup> ... » Cependant, il n'aurait pas imaginé que leur vindicte politique puisse aller jusqu'au complot.

À présent, les pièces du puzzle s'assemblent sous ses yeux. Une de ses collaboratrices, Marie-France Garaud, jeune magistrate aux dents longues qui dispose de relais à la Chancellerie, lui obtient les pièces principales du dossier judiciaire de l'affaire Markovic. Rien ne l'y accuse directement, pas plus que son épouse. En revanche, les indices d'une machination abondent. La police a fait montre d'un zèle troublant pour tenter de l'impliquer – Marcellin lui-même doit en convenir, penaud, quand Pompidou lui en fait le reproche. Nombre des connaissances du couple ont été questionnées, la moindre évocation du nom de Pompidou a donné lieu à moult vérifications, comme s'il était le suspect numéro un. Pour lui, aucun doute : la



déposition d'Akov, le Yougoslave de Fresnes, a été dictée par ceux qui voulaient lui nuire. « Comment ne s'est-on pas étonné qu'elle soit rédigée dans un français impeccable par un petit voyou illettré ? », peste Pompidou. Avant d'écrire à Delon, Akov a d'ailleurs reçu la visite officieuse d'un inspecteur dont il était l'indic, puis celle de son avocat, familier des réseaux barbouzards de l'OAS<sup>14</sup>. Et le commissaire chargé de l'enquête sur la mort de Markovic avait prévenu des journalistes qu'un détenu allait faire des « révélations ». Comment diable pouvait-il le savoir ? Par la suite, des policiers ont enquêté sur le train de vie des Pompidou à Saint-Tropez, d'autres ont interrogé le coiffeur de Claude Pompidou, des photos de Markovic en main au cas où on l'aurait aperçu avec elle... Ils sont repartis bredouilles, mais leurs recherches insistantes n'ont fait que relancer les rumeurs. Enfin, signe que cet activisme ne déplaît pas en haut lieu, le juge Patard a été déchargé de toutes ses autres affaires pour pouvoir se concentrer sur celle-ci.

Début décembre, un fait providentiel survient pour aider Pompidou dans sa quête de vérité. Capitant, atteint d'un cancer, doit quitter le ministère de la Justice pour quelques semaines. L'intérim est confié à Jean-Marcel Jeanneney. Celui-ci découvre avec effarement le dossier que tient la Chancellerie sur l'affaire Markovic et en fait part à Pompidou. Il est empli de notes anonymes destinées à orienter les recherches ; plusieurs sont adressées à Capitant en personne, qui les a soigneusement archivées. On y évoque les mœurs supposées des Pompidou, les personnes et les lieux qu'ils fréquentent. Certains comptes rendus laissent supposer qu'eux ou leurs proches ont été surveillés.

La somme de toutes ces découvertes, Pompidou en dresse l'inventaire devant de Gaulle lors d'un deuxième rendez-vous à l'Élysée. Après l'avoir écouté avec stupeur, le chef de l'État ordonne

à Tricot de convoquer Capitant. Néanmoins, il feint encore de minorer l'affaire. « En me quittant, écrira Pompidou, le Général me conseilla de traiter les racontars par le mépris, en me disant que la calomnie était dans le destin des hommes d'État. Je lui répondis que je l'aurais ainsi compris s'il ne s'était agi que de moi mais que, s'agissant de ma femme, la fureur ne pouvait pas ne pas prendre le pas sur le mépris<sup>15</sup>. »

Sa fureur, Pompidou la concentre sur les hauts personnages qui, par leurs manigances, leur duplicité ou leur inaction, ont contribué à l'odieuse conjuration. Couve de Murville, d'abord, qui s'est abstenu de l'alerter et n'a pas fait le moindre geste quand le scandale pouvait encore être étouffé dans l'œuf. « Je le tuerai de mes mains », jure Pompidou devant l'industriel Jean Prouvost, propriétaire d'Europe 1<sup>16</sup>. Ensuite, Bernard Tricot, dont il juge suspect l'empressement à relayer auprès de De Gaulle les calomnies qui le visent. Lui aussi classé parmi les gaullistes de gauche, il doit à Pompidou d'avoir obtenu le poste de secrétaire général de l'Élysée ; mais comme l'a écrit Alexandre Dumas, « il y a des services si grands qu'on ne peut les payer que par l'ingratitude ». Quant à Capitant, c'est lui que Pompidou tient pour le premier des comploteurs. « J'en veux à Capitant, qui a été informé des accusations et qui, au lieu de réagir sainement et de chercher à en savoir plus avant de rien déclencher, a fait procéder à un interrogatoire de l'accusateur, ce qui fait que maintenant, le nom de Claude figure sur le procès-verbal<sup>17</sup> », reproche-t-il. Pompidou garde en mémoire l'idée que le garde des Sceaux a ricané au téléphone avec Marcellin à propos de la déposition d'Akov – le collaborateur à qui Marcellin avait passé l'écouteur le lui a révélé. « C'est ignoble », a lâché Pompidou en l'apprenant.

Couve, Tricot, Capitant : ces trois noms figurent en bonne place dans un petit carnet noir que Pompidou garde dans sa poche, et où il a consigné ses découvertes et les conclusions qu'il en tire. Durant cette période douloureuse, où il croit son honneur et sa carrière brisés et s'alarme de la détresse de sa femme, il lui arrive de le brandir devant les amis qui lui restent fidèles ou les journalistes qu'il veut convaincre. D'autres noms y sont inscrits ; ceux de responsables policiers, notamment. Ses soupçons s'orientent en outre vers une faune dont il s'est toujours méfié : celle des services secrets et de leurs hommes de l'ombre, ces fameux réseaux barbouzards qui ont eu partie liée avec le gaullisme – à travers son service d'ordre à la réputation sulfureuse, le SAC – et qui ressemblent désormais à une armée sans tête ni raison, une compagnie de mercenaires et de soldats perdus.

L'avocat Pierre Lemarchand est de ceux-là. Radié du barreau pour son rôle dans l'affaire Ben Barka (du nom de l'opposant marocain enlevé en plein Paris en 1965 et tué par une équipe d'espions et de truands), ce gaulliste fervent et fort en gueule mène ses propres investigations sur le cas Markovic – mais à quelle fin ? Il pose des questions, suit l'enquête policière grâce à un ami infiltré à la PJ, se fait remarquer. Il prétend agir sur ordre de Roger Frey afin de « protéger Pompidou ». Scénario peu crédible : en 1967, c'est Pompidou en personne qui s'est opposé à son investiture aux législatives dans l'Yonne (la même année, il écartait d'ailleurs Roger Frey du ministère de l'Intérieur). En outre, Lemarchand est lié à l'avocat d'Akov, qui fut jadis son maître de stage. Aussi son dévouement prétendu à la cause de Pompidou inquiète-t-il davantage qu'il ne rassure.

Parallèlement, d'autres personnages troubles s'intéressent à Markovic. Durant l'automne 1968, des agents du SDECE<sup>18</sup> ont reçu un « tuyau » : un album de photos libertines prises par Markovic circulait dans Paris. La source, une jeune femme originaire d'Europe de l'Est baptisée du nom de code « Karamel », prétendait que Claude Pompidou apparaissait dans le lot. Son officier traitant (qui n'est autre que le futur préfet Jean-Charles Marchiani, dont les aventures ultérieures seront émaillées d'actions controversées) s'est rendu au siège de l'UDR et en a informé une ancienne collaboratrice de Pompidou, Anne-Marie Dupuy. Hélas, celle-ci ne lui a guère prêté attention. Aussi est-ce seulement après-coup que l'ex-Premier ministre entrevoit l'implication du SDECE dans la manipulation.

Plus précisément, l'opération d'intox semble trouver son origine dans l'un des services les plus mystérieux du SDECE : la base « Bison », chargée des affaires les plus sensibles. Placée sous la tutelle d'officiers proches de Foccart, cette antenne dont le QG est aux Invalides, non loin de Matignon et du ministère de la Défense, fonctionne comme un petit État dans l'État. On y croise des experts du renseignement comme des parachutistes et des commandos, d'anciens membres de l'OAS et des gaullistes de gauche. Parmi ces derniers, un ancien ambassadeur en Uruguay et le général Pierre Billotte, compagnon de la Libération devenu député-maire de Créteil, qui anime un petit groupe de militaires et de hauts fonctionnaires sympathisants de l'Union démocratique du travail (UDT), le mouvement créé par René Capitant et Louis Vallon. Tous se répandent sur les fameuses soirées auxquelles les Pompidou auraient participé – pas seulement elle, mais lui aussi. L'ancien ministre Jean de Lipkowski, gaulliste fidèle et intransigeant, s'indigne ainsi d'entendre Billotte lui décrire « d'une manière tout à fait choquante et scandaleuse<sup>19</sup> » les photos qu'il prétend avoir vues.

Ce clan d'irréductibles est-il allé jusqu'à les fabriquer ? On ne le saura jamais. Les images qui circulent alors dans les dîners en ville, les salles de presse et jusqu'au tribunal de Versailles, où le juge Patard tente désespérément d'en identifier les protagonistes, sont osées, mais aucune ne montre les Pompidou, sauf quelques montages si grossiers qu'ils ne peuvent abuser qui que ce soit. La source « Karamel » était-elle en réalité une manipulatrice ? Cela aussi reste une énigme puisque ses interrogatoires à la base Bison n'ont jamais été divulgués. Dans les couloirs des Invalides, il se murmurait à l'époque qu'elle était une nièce éloignée... de Jacques Foccart. Le plus secret des barons gaullistes, qui avait à la fois l'oreille du Général sur les sujets les plus délicats, la tutelle de fait sur le renseignement et la confiance de Pompidou, jouait peut-être double jeu. L'ancien Premier ministre l'a sans doute pensé : une fois à l'Élysée, il nommera à la tête du SDECE un nouveau directeur, Alexandre de Marenches, et lui donnera pour mission de purger le service de ses éléments douteux – on parlera alors de « défoccartisation<sup>20</sup> »...

Pour l'heure, il rumine sa vengeance. « Rien ne sera pardonné. » Tous les proches de Pompidou l'entendent encore répéter ces mots durant les premières semaines de 1969, quand de nouveaux épisodes du feuilleton judiciaire viennent troubler sa retraite provisoire. Le frère de Markovic, qui s'est constitué partie civile avec pour avocat Roland Dumas, proche du leader socialiste François Mitterrand, déclare soudain avoir dîné chez Alain Delon avec le couple Pompidou et le gangster François Marcantoni. Bien que truffé d'invéraisemblances – il dit par exemple avoir conversé en anglais avec l'ex-Premier ministre qui n'en parle pas un mot –, son témoignage est l'objet de mille et une vérifications policières. Le

16 janvier, Marcantoni est arrêté sur la Côte d'Azur. Un incroyable dispositif de sécurité est mobilisé pour ramener le prisonnier, avec avion militaire et tireurs d'élite sur les toits – le procureur invoque le précédent du meurtre de Lee Harvey Oswald, l'assassin de Kennedy, qui n'a jamais pu parler... Qui aurait intérêt à faire taire Marcantoni ? Forcément quelqu'un de très puissant, qui redouterait d'être compromis. La machine à scandale repart de plus belle. Pompidou enrage.

Le lendemain, il est en visite à Rome, où il doit rencontrer le pape Paul VI. Quelques journalistes le questionnent sur son avenir politique ; il leur adresse, en tirant sur son cigare, une réponse ciselée : « Ce n'est un mystère pour personne que je serai candidat à une élection présidentielle quand il y en aura une – mais je ne suis pas du tout pressé... » La dépêche de l'AFP qui retranscrit l'échange met le feu aux poudres. Alors que la campagne pour le référendum de De Gaulle tourne au calvaire, Pompidou ose se poser en successeur. À l'Élysée, le Général est furieux. Par une déclaration officielle, il réplique qu'il a l'intention d'exercer son mandat jusqu'à son terme. Pompidou, lui, ne fait même pas semblant d'être navré. On l'a trop malmené pour qu'il se sente encore redevable. Ce n'est plus en vassal qu'il s'exprime, mais en dauphin. Il jubile de voir les regards braqués sur lui – ceux de ses partisans comme ceux de ses concurrents. Le 13 février, à Genève, il en rajoute : « J'aurai peut-être, si Dieu le veut, un destin national. » Tout le monde comprend le message : désormais, son sort ne dépend plus de De Gaulle. Il incarne la relève.

Le 4 mars a lieu l'ultime tentative pour le discréditer. Les avocats de Marcantoni demandent en son nom une confrontation avec les Pompidou. La radio et la télévision publiques, prévenues dans les meilleurs délais, font tourner l'information. Pompidou répond par un

communiqué cinglant. Il dénonce « les rumeurs mensongères complaisamment répandues [...] à des fins étrangères à l'intérêt de la justice » et conclut : « M. Pompidou et son épouse ignorent tout des causes et des circonstances de ce fait divers. » À l'Élysée, le message est reçu cinq sur cinq – d'autant que le signataire a pris soin de se présenter comme « l'ancien Premier ministre du général de Gaulle ». Au Conseil des ministres suivants, Capitant doit lire une déclaration pour affirmer que la justice « ne se laissera pas égarer par des manœuvres dont le but est manifestement étranger à sa mission ». La messe est dite, la conjuration a échoué. Ni Georges Pompidou ni son épouse ne seront jamais convoqués par le juge.

Le 14 mars, un dernier dîner se tient à l'Élysée pour sceller une réconciliation de façade. Autour de la table, de Gaulle et son épouse, Debré, Tricot et le couple Pompidou. Foccart, grippé, s'est décommandé *in extremis*. L'atmosphère est lugubre. Ce soir-là, « les liens sentimentaux n'avaient pas été renoués », jugera avec le recul Pompidou<sup>21</sup>. De Gaulle et lui ne se reverront jamais.

Le 27 avril suivant, le Général acte la victoire du « non » au référendum et démissionne sur-le-champ. Georges Pompidou est élu président de la République le 15 juin 1969. Il nomme Jacques Chaban-Delmas Premier ministre mais son arrivée au pouvoir va coïncider avec l'éloignement, volontaire ou forcé, de plusieurs des grands barons gaullistes. Le meurtre de Stefan Markovic n'a jamais été élucidé. Le 12 janvier 1976, François Marcantoni, seul inculpé de l'affaire, a bénéficié d'un non-lieu. Il n'y a donc jamais eu de procès.

Pompidou est mort avant la fin de son mandat, le 2 avril 1974. Le petit carnet noir n'a jamais été retrouvé.

---

<sup>21</sup>

- 1 . Raymond Tournoux, *Journal secret* , Paris, Plon, 1975.
- 2 . Georges Pompidou, *Pour rétablir une vérité* , Paris, Flammarion, 1982, p. 255. Ce livre de souvenirs fut écrit avant son accession à la présidence de la République mais jamais publié de son vivant. Sa veuve et son fils décidèrent de le divulguer huit ans après sa mort.
- 3 . Jacques Foccart, *Le Général en mai. Journal de l'Élysée* , t. II, Paris, Fayard, p. 411.
- 4 . *Ibid* ., p. 413.
- 5 . Georges Pompidou, *Pour rétablir une vérité, op. cit.* , p. 197.
- 6 . *Ibid* ., p. 204.
- 7 . Jacques Foccart, *Le Général en mai* , *op. cit.* , p. 414-415.
- 8 . Georges Pompidou, *Pour rétablir une vérité* , *op. cit.* , p. 256.
- 9 . Michèle Cotta, *Cahiers secrets de la V<sup>e</sup> République* , t. I, Paris, Fayard, 2007, p. 146.
- 10 . Alain Pompidou, préface au recueil *Georges Pompidou. Lettres, notes et portraits* , Paris, Robert Laffont, 2012, p. 43.
- 11 . En réalité, six ans et trois mois, du 14 avril 1962 au 10 juillet 1968.
- 12 . Claude Pompidou, *L'Élan du cœur* , Paris, Plon, 1997.
- 13 . Cf. Philippe Alexandre, *Le Duel. De Gaulle-Pompidou* , Paris, Grasset, 1970, p. 197.
- 14 . Organisation armée secrète, mouvement terroriste créé en 1961 pour défendre la présence française en Algérie.
- 15 . Georges Pompidou, *Pour rétablir une vérité* , *op. cit.* , p. 259.
- 16 . Jean Ferniot, *Je recommencerais bien* , Paris, Grasset, 1991.
- 17 . Rapporté par Jacques Foccart, *Le Général en mai* , *op. cit.* , p. 416.
- 18 . Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, l'ancêtre de l'actuelle DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure).
- 19 . Cité par Frédéric Abadie et Jean-Pierre Corcelette in *Georges Pompidou. Le désir et le destin* , Paris, Balland, 1994, p. 280.
- 20 . Dans sa biographie non autorisée de Jacques Foccart, *L'Homme de l'ombre* (Paris, Fayard, 1990), Pierre Péan prête à Alexandre de Marenches cette confidence : « Quand Pompidou m'a fait venir, il m'a dit : "Débarrassez-moi de toutes les barbouzes et des histoires de barbouzerie, et notamment de cette grande barbouze de Foccart"... » Pompidou reconduira Foccart dans



ses fonctions à l'Élysée, mais uniquement pour s'occuper des affaires africaines et sans plus d'autorité sur les services secrets.

21 . Georges Pompidou, *Pour rétablir une vérité* , *op. cit.* , p. 268.

# Jacques Chirac ou les mille et une métamorphoses

---

Christine Clerc

On ne se demande même pas s'il est intelligent : il est si beau ! Il a vingt ans. Une photo le montre à Sciences Po, souriant, les bras ouverts, entouré de six jolies filles de « grandes familles » qui se serrent contre lui. « Il était... la vie ! se souvient l'une d'elles, tout émue encore à quatre-vingt-cinq ans. Si gentil, si chaleureux... » Et d'ajouter, à peine condescendante : « Ce n'était pas le nom le plus connu... mais il n'en souffrait pas... » Apparemment, il ne se pose pas de questions, le jeune Corrèzien Jacques Chirac monté à Paris lorsque son père, François, fils d'un instituteur radical-socialiste franc-maçon, a été promu directeur chez Dassault. Ni sur les codes sociaux de ce faubourg Saint-Germain quasi proustien des années 1950 où sa mère, Marie-Louise, a dû prendre des leçons de diction et apprendre à s'habiller avant de paraître à des réceptions mondaines. Ni sur les clivages politiques. Trois ans auparavant, lycéen à Louis-le-Grand et saisi d'un engouement quasi mystique pour la langue et la culture russes enseignées à domicile par un certain professeur Delanovitch, « Jacky », comme l'appelle sa mère,

signait l'Appel de Stockholm lancé contre les armes atomiques par un Comité mondial pour la paix... suscité par Staline. Puis, séduit par le discours d'un bouillonnant aîné, l'énarque Michel Rocard, fondateur du PSU, il se montrait tenté d'adhérer aux Jeunesses socialistes pour fustiger une gauche « mollettiste » de compromission et de pouvoir. Mais il s'embarquait à Dunkerque à bord d'un cargo pour l'Afrique et là, jeune loup de mer à casquette, pipe de tabac noir et mains calleuses, il découvrait l'air du large, la vie des ports, les filles, la liberté...

C'est ce côté « brigand bien aimé », dans un milieu où les garçons en costume gris-cravate sont si conformes, qui attire une timide étudiante de la rue des Saints-Pères, Bernadette Chodron de Courcel, interpellée par sa voix de stentor – « irrésistible ».

Mais déjà, son Jacques est reparti. Avant même de savoir s'il sortira de Sciences Po assez brillamment pour préparer l'ENA, le fou de Russie devenu fou d'Amérique (il lit le magazine *Life*, écoute des disques de jazz, porte blouson et pantalon large à la manière de Marlon Brando dont il adopte la démarche chaloupée) s'inscrit à la Summer School de la Harvard Business School et s'embarque au Havre pour traverser l'Atlantique. Direction New York et Boston, avant de gagner Dallas où il se fiancera avec une blonde Florence à voiture décapotable blanche.

Il va, il court, il vole. Le temps de rentrer à Paris pour faire l'ENA, puis d'effectuer son service militaire à Saumur (dont il sort major), le sous-lieutenant épouse Bernadette un matin à l'église Sainte-Clotilde devant la bonne société du VII<sup>e</sup> arrondissement et repart le lendemain à l'aube, appelé en Algérie. « Je file », dit-il à la jeune mariée. Elle comprend que, toute sa vie, c'est la phrase qu'elle entendra le plus souvent de lui. Chirac n'a pas vingt-quatre ans. Sur son pic de Souk-el-Arba, en plein désert avec trente-deux hommes

sous ses ordres – trente-deux soldats avec lesquels il partage tout et dont il soigne fraternellement les furoncles et les petites blessures –, le voilà « fana mili ». Il enrage contre les gouvernants de la IV<sup>e</sup> République qui défendent si mal l'Algérie française. C'est décidé : il fera carrière dans l'armée.

## **Sous l'aile des « conseillers de la nuit »**

Ainsi va Chirac le jeune, au gré des emballements et des influences, parfois contradictoires, qui le traversent. Est-ce pour cela – pour cette prodigieuse vitalité et cette apparente absence de réflexion – que ses protecteurs successifs, séduits par sa malléabilité autant que par sa capacité à prendre d'assaut les collines, le comparent tantôt à un animal – chien de chasse ou superbe étalon –, tantôt encore, comme le fera un jour, non sans tendresse, le président Georges Pompidou, à un bulldozer ? « C'est un lieutenant de cavalerie », dit aussi de lui Pierre Juillet, le mentor du jeune conseiller entré au cabinet de Pompidou Premier ministre : « Lorsqu'on lui donne un ordre, il sourit finement, il sort. Il revient : il a oublié l'ordre. » En butte aux manœuvres du couple d'éminences grises de l'Élysée que forme Pierre Juillet avec Marie-France Garaud, Jacques Chaban-Delmas, nommé Premier ministre de Pompidou, épingle ainsi leur élève Chirac : « C'est un émouchet sur le doigt ganté de madame Garaud. De temps en temps, Juillet tire l'anneau pour qu'il vole. Et tue. »

Nous voici en 1972. Élu cinq ans plus tôt, contre toute attente, député de Corrèze au terme d'une campagne de style très radical-socialiste sur ses terres familiales de gauche, Chirac a fait ses premières armes au gouvernement en mai 1968 comme secrétaire

d'État aux affaires sociales : en allant rencontrer secrètement le cégétiste Henri Krasucki dans une chambre de bonne à Pigalle pour entamer la négociation sur les augmentations de salaires. Son culot l'a fait remarquer par le président de Gaulle. Mais sa vraie fidélité, la première et peut-être la seule de sa vie, c'est à Pompidou qu'elle va. Un après-midi de 29 mai 1968, le Général s'étant envolé en pleine tourmente et sans prévenir pour Baden-Baden, le jeune ministre est appelé par le Premier ministre, demeuré seul aux commandes à Matignon. Il trouve un homme décomposé : en brûlant cigarette sur cigarette, Pompidou confie l'amertume qu'il ressent face à l'abandon et à l'ingratitude du vieux Général. Cinq mois plus tard, Pompidou ayant quitté ses fonctions, éclatera l'affaire Markovic. Ulcéré, Chirac n'hésitera pas, au risque de déplaire au nouveau chef de gouvernement Maurice Couve de Murville et même au Général, à monter en première ligne pour la défense du couple Georges et Claude Pompidou, et à bousculer ministres, députés et journalistes pour les sommer de faire « cesser sur-le-champ cette campagne de diffamation ». Puis, de Gaulle retiré à Colombey, il se dépensera comme cent pour faire élire son candidat à l'Élysée contre le centriste Alain Poher.

## **Première cible : Chaban**

Il va avoir quarante ans. Par son attachement filial au nouveau président de la République, Pompidou, Chirac a mérité le titre de « fidèle d'entre les fidèles ». Il va bientôt gagner celui de « traître à sa famille politique » : en sabotant l'image de Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre, et en ruinant ses chances de succéder à Pompidou à l'Élysée. Cela commence *piano, piano, terra, terra*

comme la calomnie, puis cela enfle au fil des mois... Chaque soir ou presque, le jeune ministre, bientôt promu de l'Agriculture, où il a fait merveille, à l'Intérieur, où l'on compte sur lui pour préparer les élections, retrouve à l'Élysée ses deux mentors.

Il est temps, ici, de présenter au lecteur ces personnages mystérieux qui n'accordent jamais d'entretien à la presse mais dont le Tout-Paris politique ne prononce le nom qu'avec une révérence mêlée d'effroi : râblé comme un paysan, Pierre Juillet, né en 1921 dans la Creuse où il possède un domaine agricole, est un fils de préfet devenu avocat. Nourri de Barrès et de Maurras, il s'est engagé dans la Résistance, dans le maquis de la Creuse, puis a été, avant de servir Pompidou, chef de cabinet d'André Malraux. Cela ne fait pas de lui, selon Chaban, un gaulliste, mais « un gaulliste d'extrême droite ». Aînée de deux ans de Chirac – qu'elle appelle « poussin » ! –, Marie-France Garaud est la fille d'un avoué de Poitiers. Elle aussi a exercé le métier d'avocat. Puis elle est entrée au cabinet du gaulliste Jean Foyer, un catholique très traditionnel nommé ministre de la Justice. Dans sa propriété du Poitou, elle élève, comme Juillet dans la Creuse, des moutons d'Écosse à tête noire. Œil étincelant, chignon strict mais bouche gourmande, l'ancienne élève de l'institution de la Providence a découvert, après les plaisirs de la chasse à courre, ceux, plus enivrants, du pouvoir. Comme elle ne déteste pas s'encanailler, elle s'est prise d'amitié complice pour le député Charles Pasqua. Jamais reçu à l'Élysée du temps de De Gaulle malgré son passé d'adolescent entré dans la Résistance en culottes courtes, ce chef de réseau corse, à l'accent pagnolesque et à la réputation sulfureuse de fondateur du SAC<sup>1</sup>, est devenu un habitué du Palais.

La petite bande, qui se prétendra gaulliste, constitue « l'aile droite » de Georges Pompidou – les secrétaires généraux successifs

du Palais, Michel Jobert puis Édouard Balladur, représentant plutôt, quant à eux, une aile libérale et modérée. Elle se retrouve régulièrement sous les lambris dorés à l'heure du whisky pour plaisanter et comploter. Sa cible favorite est l'hôte de Matignon, Jacques Chaban-Delmas. Parce qu'il peut se targuer d'avoir été général à trente ans et compagnon de la Libération, le quinquagénaire sportif, maire de Bordeaux et plusieurs fois ministre de la IV<sup>e</sup> dans des gouvernements radicaux-socialistes, en prend un peu à son aise, s'agace le couple Juillet-Garaud, avec le président de la République. Non que ses critiques d'un État « tentaculaire et inefficace » et ses propositions pour libérer les énergies et accorder davantage de liberté aux médias soient si éloignées du programme d'un Pompidou pragmatique, allié pour la victoire avec le centriste Jacques Duhamel. Mais le nouveau président, encore peu assuré de son autorité sur les authentiques héritiers du Général, se laisse aisément convaincre que son Premier ministre a commis une grave erreur politique en nommant un homme réputé de gauche, Pierre Desgraupes, à la tête de la première chaîne de TV, et qu'il lui a fait une mauvaise manière en omettant de lui soumettre le texte de son fameux discours de politique générale pour une « Nouvelle Société<sup>2</sup> ». D'ailleurs, insistent ceux que Jobert surnomme « les conseillers de la nuit », l'équipe Chaban, où l'on trouve des réformateurs proches du socialisme comme Jacques Delors et Simon Nora, penche trop à gauche. Quant à ses propositions... peut-être séduiront-elles quelques électeurs socialistes mais, tranche l'impérieuse Marie-France, « ça n'amè nera pas une voix à la majorité » ! Il faut donc préparer Chirac à remplacer Chaban. Le duo y travaille quand éclate l'affaire Château-Chirac : pour plaire à sa femme – ou pour imiter ses « parrains » qui possèdent tous deux des gentilhommières –, le jeune ministre a acheté en Corrèze un

château de granit rose : Bity. Celui-ci a été classé monument historique. *Le Canard enchaîné* révèle que son propriétaire, ayant la chance de pouvoir déduire de ses revenus les frais de restauration, ne paie pas plus d'impôts que Chaban, déjà la cible de l'hebdomadaire satirique. La cote de popularité du « bulldozer » de Pompidou chute. Chaban renvoyé, le président va le remplacer par un autre authentique gaulliste : Pierre Messmer. Chirac n'entrera pas à Matignon pour ses quarante ans. Mais il a appris à manœuvrer.

## **Premier coup de traître : « l'appel des 43 »**

Lorsque Pompidou s'éteint, le 2 avril 1974, c'est un orphelin secoué de sanglots que l'on voit à la messe de funérailles célébrée en l'église Saint-Louis-en-l'Isle. Mais le soir même, Chaban ayant annoncé, par une dépêche de l'AFP, qu'il est candidat à l'Élysée, Chirac surgit dans son bureau, pâle, vêtu de son pardessus noir et plein d'une fureur antique.

« Si vous êtes candidat, lance-t-il, Giscard se présentera aussi et vous serez laminé. Je vous préviens : à la fin des courses, vous ferez 15 %, Giscard, 30 %, et Mitterrand, 45 %. »

Et d'ajouter durement : « Vous êtes un mauvais candidat. Vous vous effriterez. Laissez donc Pierre Messmer y aller à votre place. »

Chirac croit-il vraiment aux chances du héros de Bir Hakeim ? Il fait son siège pour le pousser à être candidat. Mais, à la tête du gouvernement, Messmer n'a pas réussi à imposer son autorité. C'est la haute silhouette du ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing, quarante-huit ans, qui s'avance.

Le jeune ministre de l'Intérieur, dont le socialiste Mitterrand raille alors la façon de « parler comme une poule pond un œuf », est-il



fasciné par l'intelligence, la maîtrise des sujets économiques et même l'élocution de son collègue du gouvernement ? Ou bien est-il une fois de plus téléguidé par Juillet, qui a rencontré secrètement Giscard ? Le 13 avril, Chirac publie, avec trois autres membres du gouvernement<sup>3</sup> et trente-neuf députés, presque tous UDR<sup>4</sup>, un appel qui fait l'effet d'une bombe : « La disparition brutale de Georges Pompidou place la France devant un choix fondamental : élire un chef de l'État et donc opter pour un type de société. Or, la pluralité des candidatures de la part d'hommes qui, à des titres divers, ont participé à l'œuvre entreprise par le général de Gaulle et Georges Pompidou apparaît comme un phénomène [...] profondément regrettable. Les élus soussignés ont vivement souhaité une candidature d'union afin de faire échec à la coalition socialo-communiste... »

Cet « appel des 43 » restera durant des années pour Chirac comme le sang sur les mains de Lady Macbeth. Le soir même, Pasqua vient le lui dire place Beauvau : « Savez-vous ce qu'on dit de vous chez les gaullistes ? On se demande quelle va être votre prime de trahison ! » Dans les meetings de Chaban, les militants scandent : « Chirac, on aura ta peau ! » Le ministre le sait : les Renseignements généraux le lui rapportent. Mais l'on dirait que ces accusations glissent sur ses cheveux lisses, plaqués sur la nuque. Voter Chaban, argue-t-il, ce serait livrer l'héritage du Général aux « socialo-communistes ». Au reste, le maire de Bordeaux est en chute libre dans les sondages. Pasqua hoche la tête. Il songe déjà à l'après-présidentielle : « Il faudra un nouveau chef. Ce chef, vous pouvez le devenir... » Chirac pose sa cigarette. « Pour ma part, poursuit Pasqua, si vous maintenez le cap du gaullisme, je ferai tout ce qui sera en mon modeste pouvoir pour vous aider. »

Désormais, les deux hommes se tutoient. Ils ne sont pas encore rangés sous la même bannière : Pasqua fera campagne pour Chaban, Chirac, pour Giscard. Mais entre eux, un pacte est scellé.

Le dimanche 19 mai 1974, Chirac peut se féliciter de son choix : Valéry Giscard d'Estaing est élu, à quarante-huit ans, troisième président de la V<sup>e</sup> République – par 50,8 % des voix contre 49,19 % à François Mitterrand. Aussitôt, VGE propose à son allié de choc de devenir son Premier ministre. Chirac hésite : les gaullistes ne vont-ils pas l'accuser de toucher les deniers de sa trahison ? Seulement, si Giscard nomme plutôt son ami Michel Poniatowski, un républicain indépendant, l'UDR aura tout perdu : l'Élysée et Matignon. Ce raisonnement, le couple Juillet-Garaud, mais aussi Pasqua, le lui tient. Chirac s'installe donc à Matignon. Dès le lendemain, sans complexe, il mobilise toute l'énergie et la rouerie dont il est capable pour retourner les gaullistes. Le chabaniste Robert-André Vivien, député fort en gueule, le traite-t-il de « pétainiste » ? Quand il réussit à l'avoir au téléphone, il éclate de rire : « Maréchal, nous voilà ! » À coups de paroles fraternelles, de nominations à des postes convoités ou simplement de déjeuners, l'infatigable Premier ministre de Giscard retourne ainsi, un à un, plusieurs dizaines de parlementaires. Résignés à n'avoir plus de père, ils se raccrochent, comme à une bouée, à ce grand frère aventureux qui parle un langage robuste. D'ailleurs, à force de prononcer les mots sacrés et d'effectuer les gestes rituels, Chirac n'est-il pas en train de se muer... quasiment en chabaniste ? À la tribune du Palais-Bourbon, il discourt sur « l'inégalité des chances », appelle à une réforme fiscale pour plus de justice et à une régulation du marché mondial des matières premières. Il parvient presque à avaler – sinon à faire avaler aux gaullistes – l'entrée au gouvernement, voulue par Giscard, du fondateur de *L'Express*, Jean-Jacques Servan-

Schreiber, et de sa directrice, Françoise Giroud, qui combattirent de Gaulle pendant dix ans. Mais quand le président de la République envisage de surseoir aux essais nucléaires prévus à Mururoa, il s'y oppose au nom de la fidélité à de Gaulle. Les essais auront lieu. JJSS démissionnera. Après avoir encaissé sans broncher maintes petites humiliations de la part du maître de l'Élysée, Chirac remporte là une première victoire.

## **Un nouveau « 18 Brumaire »**

Il lui reste à s'imposer aux « barons » gaullistes. Le soir même où sa ministre de la Santé, Simone Veil, s'apprête à présenter au Sénat le projet de loi sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) qui déchire avec violence la droite, il s'invite à leur dîner rituel et attaque : « Si Guichard<sup>5</sup> devient le patron de l'UDR, je ne pèse plus rien face à Giscard... Le plus simple serait que j'en prenne la tête. » Quoi ? Lui ? Ce Chirac qui n'a aucun passé gaulliste et même pas sa carte du parti ? En contradiction formelle avec l'esprit des institutions créées par le Général, il prétend, chef du gouvernement, être en même temps le chef du parti ? Certes, il a su tisser une complicité avec les Corses les plus influents de l'UDR, à commencer par le secrétaire général Alexandre Sanguinetti. Mais le samedi suivant, quand celui-ci annonce devant le comité central réuni au salon L'Aiglon de l'Hôtel intercontinental sa démission, et que Chirac lui succède au micro, un tollé lui répond : « Pantalonnade ! Putsch ! » Les barons sont ulcérés. En fin de matinée, pourtant, quand ils se transportent à la porte Maillot où les attendent plusieurs centaines de militants, Chirac a gagné : par 57 voix contre 27 à son adversaire, un jeune élu chabaniste. En coulisses, Garaud et

Pasqua ont bien travaillé – à coups de pression, de promesses et, dit-on aussi, de bulletins en surnombre. En repartant par les escaliers roulants du Palais des Congrès, certains, comme Robert Boulin, peuvent bien enrager : « C'est un 18 Brumaire » ! Ce samedi 14 décembre 1974, Chirac est devenu leur chef. Il doit encore remobiliser un parti divisé et affaibli. Pour en faire son armée.

## **Deuxième cible : Giscard**

En juin 1975, il débarque à Nice, où Pasqua a organisé un premier « grand rassemblement populaire ». Sept mille militants, convoyés par autocars et trains spéciaux, découvrent, ébahis, une formidable kermesse : plusieurs restaurants sous des chapiteaux, une dizaine de boutiques, une salle de télévision avec écran géant et enfin, dans la grande salle de meeting ornée de flammes tricolores, une croix de Lorraine monumentale et deux portraits de cinq mètres de haut du général de Gaulle et de Georges Pompidou. À l'exception de Chaban-Delmas, toute la famille est là. Quand Chirac fait son entrée, les barons forment une haie. La foule scande : « Chi-rac, Chi-rac ! » Ce n'est qu'un début. « L'UDR compte 255 467 adhérents, clame Pasqua. Nous sommes la force principale de la majorité. Nous avons trouvé en Jacques Chirac le leader dont nous avons besoin et nous le suivrons ! »

Certes, quelques gaullistes poursuivent leur procès en illégitimité. C'est le cas du maire de Brive, Jean Charbonnel : « Chirac, c'est un populisme de droite. Ce n'est plus le gaullisme ! »

Mais François Mitterrand, qui observe la montée en puissance de son futur rival, ne s'y trompe pas. En juin 1976, il note dans son bloc-notes<sup>6</sup> : « Jacques Chirac, qui pense – et le dit – que je nourris

pour lui de l'aversion ou que je le mésestime (il se trompe), est au sein de la majorité le seul homme de sa génération à posséder un style. Non par le verbe, qu'il a court (c'est une école que de parler comme on tape à la machine), mais dans l'action, qu'il maîtrise avec une sûreté trop rare pour que je lui refuse les qualités de fond [...]. Je ne puis donc imaginer qu'il souffrira longtemps de rester dans la ouate [...]. De l'air ! De l'air ! [...] Le politique, le vrai, celui pour qui l'Histoire exige de grands horizons, ne respire qu'en altitude. »

Faudrait-il ajouter « et en ingratitude » ?

Ingrat, Chirac, et de surcroît menteur ? C'est ce qu'affirme Giscard, estomaqué de découvrir que son Premier ministre, invité au fort de Brégançon avec Bernadette pour un week-end de Pentecôte en famille, s'est plaint devant des journalistes d'avoir été placé à table sur une simple chaise comme le moniteur de ski, tandis que son hôte aurait présidé ce dîner de vacances sur un « trône ». Quelques jours plus tard, d'ailleurs, le Premier ministre va annoncer au président de la République sa décision de démissionner de Matignon : « Vous n'entendrez plus parler de moi. Je vais ouvrir une galerie de peinture et je ne participerai plus à la vie politique. »

La rupture est rendue officielle lors du Conseil des ministres du 25 août 1976 :

« Monsieur le Premier ministre, vous avez quelque chose à dire ?

– Monsieur le président, j'ai l'honneur de vous présenter ma démission du gouvernement... »

Dans la foulée, Chirac, toujours cornaqué par Marie-France Garaud qui lui fait répéter son texte, récite cette déclaration d'une voix tendue devant les caméras : « Je ne dispose pas des moyens que j'estime nécessaires pour assumer efficacement mes fonctions de Premier ministre et, dans ces conditions, j'ai décidé d'y mettre

fin... » C'est un coup de tonnerre. Une première dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République !

Enfin libéré d'une pointilleuse tutelle giscardienne qui le minait, Chirac entreprend une reconquête au galop. Le 5 décembre 1976, lui qui se décrivait devant Giscard en « retraité de la politique » est attendu, porte de Versailles, au Palais des Sports, par 40 000 militants. Pour le nouveau chef du Rassemblement pour la République (RPR) qui remplace l'UDR, Pasqua a organisé une cérémonie grandiose, digne d'un véritable sacre : 21 ambassadeurs invités dans les premiers rangs, 19 chaînes de télévision et 600 journalistes voient la foule immense scander : « Chi-rac ! Chi-rac ! »

La guerre au président « libéral avancé » et pro-européen est déclarée : « Mon appel, clame le chef du nouveau parti populiste qui se dit gaulliste, n'est que l'écho de l'éternel appel des nations qui ne veulent pas mourir ! »

Les mots sont ceux du couple Juillet-Garaud, la mise en scène est de Pasqua, mais la musique est celle du Chirac « fana mili » qui emballe les militants. Une épopée commence. De victoire surprise à la mairie de Paris, en mars 1977 contre le giscardien Michel d'Ornano, en victoire législative de mars 1978, contre une gauche qu'on croyait devenue majoritaire, le chef du RPR et ses compagnons vont vivre dans une ivresse permanente.

Et puis, le 26 novembre 1978, le sort se retourne. La voiture de Chirac dérape sur une route verglacée de Corrèze et s'écrase contre un arbre. Transporté à l'hôpital d'Ussel avec plusieurs fractures du fémur et des vertèbres puis transféré à Paris à l'hôpital Cochin où il est opéré, le président du RPR souffre horriblement, malgré de fortes doses d'analgésiques, lorsqu'il reçoit la visite de Pierre Juillet. Celui-ci lui apporte le texte d'un communiqué rédigé avec Marie-

France Garaud en vue des élections européennes : « Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'œuvre, avec sa voix paisible et rassurante. Français, ne l'écoutez pas ! C'est l'engourdissement qui précède la paix de la mort... » Chirac signe. L'appel de Cochin est diffusé à la radio. On croirait entendre l'homme du 18 juin dénoncer, depuis Londres, la collaboration pétainiste. Bernadette Chirac en est ulcérée : quelle violence, dans cette charge contre le président Giscard d'Estaing ! Dans les fermes de Corrèze comme à Paris, les électeurs lui confient leur désarroi, voire leur colère devant « cette guerre Chirac-Giscard qui mène la majorité à sa perte ».

## **À table avec le diable Mitterrand**

Mais tant pis pour « les pétochards et les couilles molles » : Chirac assume. Terriblement amaigri, le visage tordu par un rictus de douleur, il va se lancer, en claudiquant sur ses deux béquilles, dans la campagne européenne. Sur un ton d'autant plus cocardier et boursoufflé que son parti est déchiré par ses contradictions, le président du RPR harcèle le gouvernement de son successeur Raymond Barre, auquel appartiennent quelques gaullistes comme Alain Peyrefitte, et combat les partisans pro-européens de Giscard... tout en protestant de sa loyauté envers le président.

Le résultat est catastrophique. Le 10 juin 1979 au soir, quand Marie-France Garaud lui apporte les premières estimations, Chirac n'en croit pas ses yeux : la liste européenne giscardienne, conduite par Simone Veil, obtient 27,5 % des voix. Celle du PS, menée par François Mitterrand, 23,5 %. Celle du PC, avec Georges Marchais, 20,5 %. La sienne arrive bonne dernière, avec 16,5 % des suffrages.

À minuit, Bernadette s'étant retirée dans ses appartements privés après avoir lâché dans une colère froide : « Ce sera elle ou moi », Chirac demande d'une voix blanche à son éminence grise : « Venez me voir demain matin. Il faut que nous parlions. »

Mais Marie-France la guerrière n'est pas une femme que l'on renvoie. Dès 9 heures le lendemain, dans l'immense bureau du maire de Paris, elle prend les devants : « Je ne reviendrai plus, Jacques. » Avant de tourner les talons, elle lui décoche cette flèche ultime : « Il y a longtemps que j'ai compris que vous n'aviez pas l'étoffe d'un président. »

Chirac n'a plus qu'un objectif : faire mentir cet oracle. Quelques mois plus tard, il part de nouveau en campagne : pour la présidentielle. Trois meetings par jour, d'un bout à l'autre du pays. Il se grise à l'applaudimètre, se moque de Giscard et Mitterrand, qui n'ont « rien à dire », tandis que lui aurait « beaucoup de cartouches dans [s]a cartouchière », et déclenche l'hilarité des foules en fustigeant la « bureaucratie », tant giscardienne que socialiste.

Mais le dimanche 26 avril 1981 l'attend une nouvelle humiliante défaite : au soir du premier tour de la présidentielle, le chef du RPR, affaibli par la candidature du gaulliste « historique » Michel Debré et par celle de Marie-France Garaud, descendue dans l'arène pour lui prendre 1,38 % des voix, ne recueille que 17,9 % des suffrages ! C'est fini pour lui. On attend qu'il mène campagne au second tour pour Giscard. « À titre personnel », concède-t-il, il se rallie au président sortant. Mais tout dément cet engagement prononcé du bout des lèvres. À commencer par une circulaire envoyée aux « chers compagnons » par un ancien ministre gaulliste de gauche<sup>7</sup> pour les inciter à voter « contre M. Giscard d'Estaing, qui a voté "non" au référendum du Général ».



Impavide, le président sortant joue la comédie de l'union. Dans ses meetings, il fait applaudir le nom de Chirac et reprend les couplets chiraquiens sur les excès de la « bureaucratie ». Mais on lui a communiqué la consigne de Dechartre. Et il a eu la confirmation du récit du *Canard enchaîné*, selon lequel son ancien Premier ministre aurait dîné chez la socialiste Édith Cresson avec François Mitterrand en personne : pour conclure un pacte contre lui !

## **Adieu, amis ! Adieu, promesses !**

À l'évidence, Chirac mise sur la défaite de Giscard et sur l'alternance. Les Français, calcule-t-il, seront vite lassés d'un gouvernement socialiste qui échouera forcément à créer le million d'emplois promis... Et alors une grande vague ramènera vers lui les électeurs de droite. Vingt ans plus tard, dans un livre d'entretiens avec une jeune journaliste<sup>8</sup>, l'ancien président racontera comment François Mitterrand lui-même lui relata, un mois avant sa mort, la scène du fameux dîner des complices : « Quand nous sommes entrés dans la salle à manger, Chirac m'a dit : "Il faut nous débarrasser de Giscard." »

Le 10 mai 1981, c'est fait. Mais la droite est en miettes. Ne demeurent auprès de Chirac que quelques « grognards » : Charles Pasqua, toujours débordant d'imagination pour organiser banquets et meetings, et monter, au Sénat où il s'est fait élire, des commissions d'enquête devant lesquelles il fait défiler les dignitaires socialistes. Jacques Toubon, promu secrétaire général du RPR et ravi de voir en Chirac « la lumière qui vient ». Philippe Séguin, l'enfant tourmenté de Tunisie, l'orphelin inconsolable et le puissant tribun, capable de démolir des heures durant à l'Assemblée

nationale les projets de nationalisation socialistes, au point que Chirac s'écrie, hilare : « Tous aux abris ! » Alain Juppé, fin, ombrageux, énarque comme les deux autres, mais normalien en plus, belle « mécanique » à la Giscard et convaincu comme lui de sa supériorité, ce qui ne l'empêche pas de servir le maire de Paris. Ajoutons à cette équipe le nouvel ami de la famille, Édouard Balladur, que l'on voit de plus en plus chez les Chirac, et dont Bernadette apprécie la courtoisie et la modération : n'a-t-il pas, comme elle, tenté de dissuader Jacques de se déclarer candidat contre le président qui l'avait nommé Premier ministre ? L'ancien secrétaire général de l'Élysée, sur qui reposa l'État dans les derniers mois de Pompidou, s'ennuyait un peu à la présidence de la société du Mont-Blanc. Il a beaucoup réfléchi au « mal français » – la centralisation excessive, le blocage des prix... –, mais aussi à la nécessité d'élargir l'ancienne majorité.

L'un après l'autre – à l'exception de Toubon et de Juppé, qui s'en repentiront peut-être secrètement –, tous vont trahir Chirac. Au lendemain d'une nouvelle défaite chiraquienne à la présidentielle de 1988, Pasqua et Séguin, las de passer de Sedan en Waterloo et blessés de se voir délaissés au profit de Balladur, créeront leur propre mouvement, « Demain, la France », pour dénoncer « la dérive droitière » du RPR. Ce ne sera pas le seul complot cette année-là contre le vaincu. Le 1<sup>er</sup> juillet 1989 à Lyon, douze jeunes élus de droite et du centre montent à la tribune de la vaste halle Tony-Garnier pour déclarer : « On en a assez de perdre les élections à cause de nos chefs. » Il y a là, en chemise bleu ciel, autour de l'ambitieux maire de Lyon, Michel Noir, le toulousain Dominique Baudis et l'élus régional Charles Millon, encadrant l'ex-ministre de la Santé Michèle Barzach.

L'histoire retiendra surtout la trahison de l'« ami de trente ans », Balladur lorsque, nommé Premier ministre de Mitterrand en 1993 à la suite de législatives remportées par Chirac et ses troupes, il se convaincra d'être le plus digne successeur de Pompidou et se déclarera candidat à l'Élysée. Et celle de Nicolas Sarkozy qui, lassé de servir en Chirac un « *looser* », se ralliera à Balladur. Tant d'amis que vent contraire emporte... Mais voilà que, trahi par les siens, Chirac, le bel homme pressé que l'on avait cru cynique homme de pouvoir, mais que l'on avait vu si souvent aussi proche des enfants handicapés, des vieux malades et des paysans ou des ouvriers au langage rude, se convertit en humble défenseur de la France méprisée. Et dans ce nouveau rôle qui lui va si bien, après vingt-cinq années passées à essayer en vain de convaincre les Français de lui accorder leur confiance, il est élu, en 1995, président ! Ses anciens amis lui reviennent. Il s'en découvre de nouveaux.

Il lui reste à trahir ses promesses : en novembre 1994, le candidat Chirac lançait sa campagne présidentielle contre « la fracture sociale » et contre les plans de réduction des dépenses de santé de gouvernements successifs. Cinq mois après son entrée à l'Élysée, il va faire machine arrière et annoncer un plan de rigueur. On se souviendra alors qu'il avait dit : « Je vous étonnerai par ma démagogie ! »

---

1 . Créé en 1960, le SAC, Service d'action civique, est une association de gaullistes d'extrême droite, parfois qualifiée de « police parallèle » pour la défense du Général.

2 . Discours de politique générale du 16 septembre 1969.

3 . Olivier Stirn, Jean-Philippe Lecat, Jean Taittinger.

4 . Union pour la défense de la République, nom du parti gaulliste, succédant à l'UNR – Union pour la nouvelle République – créée en 1958.

- 5 . Olivier Guichard, engagé à vingt-quatre ans contre l'Allemagne, a été chef de cabinet du Général pendant sa traversée du désert, puis plusieurs fois ministre sous les présidences de De Gaulle, Pompidou et Giscard.
- 6 . François Mitterrand, *L'Abeille et l'Architecte* , Paris, Flammarion, 1978.
- 7 . Philippe Dechartre.
- 8 . Valéry Giscard d'Estaing, *Entretien* , Paris, Flammarion, coll. « Mémoire vivante », 2001.

# Un ami de trente ans

---

Catherine Nay

Au commencement, pour chacun des deux, fut Georges Pompidou.

Quand Édouard Balladur arrive à Matignon en 1964, ce maître des requêtes au Conseil d'État âgé de trente-quatre ans se dépeint comme un démocrate-chrétien. Georges Pompidou lui confie les questions sociales et la santé. Venant de la Cour des comptes, Jacques Chirac est arrivé deux ans plus tôt. Il a vingt-neuf ans. Ses territoires : les transports, l'aéronautique, la construction. Son ardeur au travail, sa disponibilité, sa vitalité, son efficacité en ont fait la vedette du cabinet.

Édouard Balladur et Jacques Chirac se croisent quand l'étude d'un dossier les réunit. Rien de plus. Ils ne s'attirent pas. Il existe entre eux comme un conflit de physiologie. L'un est doté d'une surabondance de vie, l'autre au contraire doit se ménager. Il donne le sentiment de toujours se tenir à l'écart. Peut-on parler de suffisance, d'orgueil, de timidité ? Les avis divergent.

Mai 1968 : pour Édouard Balladur et Jacques Chirac, voici venu le temps de la Résistance. Édouard Balladur prend figure de

numéro 2 du cabinet, coordonne, organise ce qui peut encore être organisé, reçoit beaucoup, écoute, console. Tous sont époustouflés par son sang-froid et son calme. Jacques Chirac, nommé secrétaire d'État à l'emploi après son élection en Corrèze en mars 1967, a repris garnison à Matignon. Lui court la plaine pour rencontrer les syndicats, ceux de la CGT qu'il connaît bien pour avoir signé avec eux le premier accord d'intéressement. Il tâte les résistances de l'adversaire, négocie dans des conditions rocambolesques. Les rôles sont bien répartis.

Mais voilà l'inattendu : le 11 juillet 1968, deux semaines après le triomphe électoral de la majorité gaulliste, Georges Pompidou est remercié par le général de Gaulle. Il vient de passer six ans et trois mois à Matignon (un record de longévité). Il est amer.

Ulcéré, Jacques Chirac songe à quitter le gouvernement que dirige désormais Maurice Couve de Murville. Georges Pompidou lui conseille au contraire d'y rester. Il souhaite garder quelques fidèles au gouvernement.

Édouard Balladur suit le patron dans sa retraite. Le mandat du Général doit prendre fin en 1972.

Qui aurait pu l'imaginer ? Moins d'un an plus tard, le 15 juin 1969, Georges Pompidou est élu président de la République avec 56 % des suffrages. Il va bientôt fêter ses cinquante-huit ans. Après l'échec de son référendum sur la réforme régionale et le Sénat, des sujets trop rébarbatifs pour les Français, le Général est retourné à Colombey pour toujours.

Le nouvel élu franchit la Seine avec tout son petit monde. À l'Élysée, Édouard Balladur s'installe aux côtés de Michel Jobert, avec le titre de secrétaire général adjoint. Pierre Juillet, le conseiller politique, sera chargé de mission. Telle une garniture de cheminée,

les tandems Jobert-Balladur et Juillet-Garaud encadrent le bureau présidentiel au premier étage. Et comme ils ne s'aiment guère, à l'Élysée, on les nommera vite « l'aile droite » (Juillet-Garaud) et « l'aile gauche » (Jobert-Balladur).

Le titulaire de Matignon a été vite choisi : Jacques Chaban-Delmas. L'amabilité de ce compagnon de la Libération et résistant est légendaire. Il sera le mécano idéal pour serrer les boulons de la troupe UDR traumatisée par le départ du Général.

Toujours aussi fidèle et assidu, Jacques Chirac vient chaque soir, comme au bon vieux temps de Matignon, faire un tour à l'Élysée. S'il passe plus de temps avec l'aile droite (Pierre Juillet nourrit pour lui de grandes ambitions), l'aile gauche reçoit aussi sa visite.

L'histoire qui commence est d'abord celle d'un drame : la maladie de Georges Pompidou. Elle se double d'un psychodrame politique qui, celui-là, commence presque aussitôt : l'élimination de Chaban. Les têtes qui vont armer les bras s'appellent Pierre Juillet et Marie-France Garaud. Jacques Chirac, avec d'autres, est chargé du travail de sape.

Pendant cinq années, Jacques Chirac et Édouard Balladur vont cheminer côte à côte sans vraiment se rencontrer. Le parcours du premier suit une ligne brisée : bon ministre technicien au Budget puis à l'Agriculture, il se montre un piètre ministre politique aux relations avec le Parlement et n'a pas le loisir de donner sa mesure au ministère de l'Intérieur.

Édouard Balladur conforte pendant quatre ans, aux côtés de Michel Jobert, un profil de grand commis de l'État, compétent et réservé. Mais en devenant secrétaire général de l'Élysée lorsque Michel Jobert se hisse au Quai d'Orsay, il devient, pour cause de maladie de Georges Pompidou, beaucoup plus : le Régent du royaume, démon trant vite qu'il a le tour de main pour mener les

hommes. Connaissant ses dossiers mieux que ceux qu'il reçoit, il en impose. « Édouard a eu cette année-là la révélation du pouvoir », dira plus tard Michel Jobert.

Georges Pompidou s'éteint le 2 avril 1974. Resté seul à l'Élysée, le secrétaire général n'entend jouer aucun rôle ni se mêler de la campagne. Les manœuvres du trio Juillet-Garaud-Chirac pour torpiller la candidature Chaban lui donnent des haut-le-cœur. Tout est en ordre. Il rend les clés de la maison. Alain Poher, le président du Sénat, va s'installer à l'Élysée.

Édouard Balladur vient de fêter ses quarante-cinq ans. Il disparaît de la scène politique, digne, tranquille, amer, mais en gardant conscience de sa supériorité définitive sur des hommes comme Jacques Chirac. C'est le moment de noter que les deux hommes n'ont à cette date jamais déjeuné en tête-à-tête.

Durant le septennat Giscard, l'histoire de la maison Chirac s'écrit comme un western. Gloire, fracas, rupture, règlement de comptes, échecs se succèdent à un rythme haletant. Entre ses 41<sup>e</sup> et 48<sup>e</sup> printemps, Jacques Chirac devient Premier ministre. Patron d'une UDR moribonde qu'il métamorphose, grâce au concours de Charles Pasqua, en un puissant RPR, il se fait élire maire de Paris. (C'est Marie-France Garaud qui lui en a soufflé l'idée et même intimé l'ordre.) Quel palmarès ! Mais cette médaille a un revers : s'il contribue à faire gagner la majorité aux législatives en mars 1978, c'est Valéry Giscard d'Estaing qui en empoche le bénéfice. Tête de liste aux européennes, en juin 1978, il fait un score calamiteux : 16,3 % des voix. Il se sépare de Pierre Juillet et Marie-France Garaud, tour à tour ses bons et mauvais génies. Défait à la présidentielle de 1981, il concourt à la chute de Giscard qu'il avait tant contribué à faire élire. Quel tempo !



En comparaison, l'histoire de la maison Balladur n'a rien du roman d'aventures. Le Régent était un homme solitaire ; il le demeure. Il s'est toujours méfié des politiques ; ceux-ci l'ignorent. Alors, bon gré mal gré, il change de vie, fait connaissance avec l'entreprise et s'y plaît. Avec le temps, l'amertume s'en est allée même si le taraude en secret la frustration d'un destin non accompli, le rêve qu'un grand coup de soleil dissipe les brumes tièdes de sa vie quotidienne.

À l'orée des années 1980, Jacques Chirac éprouve un grand besoin d'harmonie. Il entend changer une image tumultueuse qui suscite trop de craintes, et donner une architecture à son projet. Si l'histoire a un sens, Jacques et Édouard sont prêts à se retrouver.

Les destins basculent parfois de fort banales manières : en janvier 1979, Jacques Chirac, qui a été victime d'un grave accident de voiture sur les chemins verglacés de Corrèze deux mois plus tôt, est encore dans un centre de rééducation dans les Yvelines. Il souffre mille morts, se sent isolé. Madame Esnous (ex-secrétaire particulière de Georges Pompidou qui dirige son secrétariat particulier à la mairie de Paris) suggère à Édouard Balladur de lui rendre visite. Jacques Chirac apprécie ce geste. Ils ne s'étaient pas vus depuis l'élection de Giscard. Quelque temps plus tard, encore convalescent et marchant avec des béquilles, il l'invite à déjeuner et suggère : « Peut-être pourrions-nous nous voir plus souvent.

– Pourquoi pas ? Mais, vous le savez, Jacques, je n'aime que les tête-à-tête. »

Les dés viennent d'être jetés et ils vont rouler loin. Cela commence par quelques coups de téléphone, auxquels succèdent quelques visites. C'est toujours Édouard Balladur qui se déplace à la mairie de Paris. En 1980, le rythme des rencontres s'accélère : au moins cinquante déjeuners les réunissent. Se sentir de nouveau

sollicité après toutes ces années où il s'était cru oublié a pour Édouard Balladur une saveur indicible. D'autant que le demandeur, Jacques Chirac, l'épate pour tout ce qu'il est et que lui n'est pas : son côté chef de bande, sa gaieté, sa débordante affection pour tout un chacun.

De son côté, le chef du RPR trouve agrément à réfléchir en compagnie de cet homme à la conversation souple, au jugement lucide et civilisé. Il dit ce qu'il pense, ne cherche ni à plaire ni à s'imposer. Le confident idéal, en somme.

« Cher Édouard, vous ne voudriez pas me faire une note ? » Agréable surprise. Le lendemain, le travail est fait. La Pompidolie accueille ces retrouvailles avec joie. Bernadette Chirac est aux anges. Las, Édouard Balladur ne réussit pas à dissuader Jacques Chirac de se présenter à la présidentielle. « Cher Jacques, vous n'avez aucune chance d'être élu. Giscard sera battu et c'est à vous que l'on fera porter la responsabilité de l'échec. »

Mais Jacques Chirac préfère écouter Charles Pasqua qui a tout préparé : la logistique, les affiches... Le 26 avril 1981, Jacques Chirac obtient un petit 18 %, soit 10 points de moins que Valéry Giscard d'Estaing qui est battu. Jacques Chirac est devenu régicide, François Mitterrand entre à l'Élysée. Charles Pasqua s'en accommode. Il croit que le RPR prendra sa revanche aux législatives. Mais un mois plus tard, une vague rose déferle sur le pays. « Je n'ai pas beaucoup de considération pour leur sens politique », murmure Balladur. Mais ce désastre électoral va rapprocher Édouard et Jacques. Bientôt, le maire de Paris devient l'opposant préféré des Français. Aux municipales, les candidats chiraquiens raflent toute la mise à Paris. Les sondages prédisent une victoire de la droite aux législatives de 1986. Une question inédite se pose : faudra-t-il cohabiter ?

Les Français légitimistes sont de plus en plus nombreux à souhaiter qu'en cas de victoire de la droite, François Mitterrand se maintienne à l'Élysée. Raymond Barre s'installe dans le rôle de *Refuznik* et répète à qui veut l'entendre : « Si Mitterrand est désavoué, il devra partir. » Ça n'est pas l'avis d'Édouard Balladur qui voit déjà plus loin : « Au pouvoir nous montrerons ce que nous savons faire. Je vais écrire un papier sur la cohabitation, vous n'y voyez pas d'inconvénient, cher Jacques ?

– Mais non, cher Édouard, aucun. »

Dans cet article intitulé « Ambivalence des institutions » et qui est publié dans *Le Monde* avec l'accord du maire de Paris, Édouard Balladur adopte les théories de sa physiologie : en résumé, si chacun y mettait du sien et jouait la modération, tout pourrait aller pour le mieux dans le meilleur des mondes. Édouard Balladur a fait ses écritures. Elles connaissent un grand retentissement politique. Mais Jacques Chirac repousse avec énergie l'idée de rempiler à Matignon. « J'ai déjà donné, merci.

– Mais il n'y a pas d'autre solution, cher Jacques », lui serine Édouard à l'oreille chaque fois qu'il se cabre et rouspète.

Le lecteur peut mesurer ici l'emprise qu'Édouard exerce déjà sur le maire de Paris, lequel, en dépit de ses réticences, sera peu à peu conduit à revendiquer le poste de Premier ministre. Au cours de l'été 1985, les sondages annoncent que le RPR obtiendrait plus de sièges que l'UDF. Il doit se préparer. On aperçoit de plus en plus Édouard Balladur à ses côtés. Il a besoin d'une réflexion stratégique. Édouard est son homme de pensée. Tandis que le RPR et l'UDF rédigent une plateforme commune, Édouard travaille de son côté avec plusieurs hauts fonctionnaires. C'est avec eux qu'il élabore un vrai programme de droite libérale : privatisations, suppression de l'autorité administrative de licenciement, abolition du contrôle des

prix, suppression de l'impôt sur la fortune (toutes mesures condamnées par l'opinion).

Balladur, c'est clair, a repris goût aux affaires de l'État. « Je serai ministre des Finances si Jacques Chirac est nommé Premier ministre », confie-t-il à un ami. En 1986, la droite est majoritaire (de peu, 4 sièges !). La proportionnelle de Mitterrand a offert 35 sièges au Front national, une belle épine dans le flanc des vainqueurs. Jacques Chirac peut s'installer à Matignon et Édouard Balladur rue de Rivoli. Il est en charge de l'Économie, des Finances et des Privatisations, Jacques Chirac lui offre même – à sa demande pressante – le titre de ministre d'État. Bien joué !

Jacques Chirac et Édouard Balladur se sont réparti les rôles. Au ministre d'État la tenue des comptes et les doléances des ministres. Une sorte de Premier ministre sans Matignon. Lassé de l'intendance, Jacques Chirac entend mettre son nez dans ce qui appartenait jadis au domaine réservé du chef de l'État : la défense et la politique étrangère. Bref, être un président sans Élysée. La cohabitation l'y autorise. Flairant le danger, François Mitterrand avait prévenu dès juillet 1985 : « S'il y avait confiscation de la politique étrangère, ce serait un coup d'État. » Mais à peine arrivé à Matignon, Jacques Chirac se met à galoper sur les chasses présidentielles, s'impose dans les sommets internationaux ; c'est toutefois François Mitterrand qui est sur l'estrade. Très vite, ce Chirac qui multiplie les voyages à l'étranger exaspère Mitterrand qui va se venger en refusant de signer les ordonnances, retardant d'autant l'action du gouvernement. Critiquant ici, refusant là, il ne cessera pas de marquer sa différence, de faire la morale et la leçon. Mais c'est l'explosion étudiante qui lui donnera l'occasion de porter l'estocade.

La loi Devaquet est votée au Sénat fin octobre 1986, dans l'indifférence générale. Le radical Roger-Gérard Schwartzberg écrit dans *Le Monde* : « Une loi pour rien qui ne contient aucune disposition nouvelle sur l'autonomie financière des universités. » Et pourtant, un mois plus tard, les lycéens sont dans la rue. C'est que des tracts leur ont été distribués par SOS Racisme, l'Unef et les Jeunes communistes révolutionnaires. Ils évoquent l'augmentation des droits d'inscription (jusqu'à 450 francs) qui pourraient atteindre les 3 000, 10 000, voire 15 000 francs. La sélection par l'argent de la droite. Des contre-vérités, bien sûr. Encore fallait-il quelqu'un pour allumer la mèche. En liaison constante avec l'Élysée, le PS a pris l'affaire en main. Il a besoin de renouer avec sa base militante dont les enseignants sont les gros bataillons. Il organise pour le 23 novembre une manifestation contre « une loi qui risque d'entraîner la restriction du nombre d'étudiants ». C'est un succès : plus de 200 000 personnes. La veille, François Mitterrand célébrait à Auxerre le centenaire de la mort de Paul Bert, ministre de l'Enseignement public sous la III<sup>e</sup> République pendant deux mois à peine. Le temps de souhaiter que tout enfant, jusqu'à ceux du dernier hameau, puisse jouir de l'égalité des droits. Le maire de la ville, Jean-Pierre Soisson, avait reçu fin août un appel de l'Élysée lui annonçant – stupeur – que le président serait intéressé par cette célébration. C'est dire si l'affaire avait été bien préparée. En septembre, Julien Dray, président de SOS Racisme, croisant Pierre Mauroy dans les escaliers de l'Élysée, lui avait lancé, goguenard : « Les seules forces révolutionnaires qui peuvent faire masse, ce sont les lycéens. » L'ex-Premier ministre saisira en novembre la pertinence de la sentence !

Le 4 décembre, nouvelles manifestations. Le Quartier latin bouillonne. Les affrontements se multiplient entre les jeunes et les

forces de l'ordre. Dans la nuit, un étudiant français d'origine maghrébine, Malik Oussekiné, roué de coups par des voltigeurs motocyclistes de la police, succombe à ses blessures. C'est l'horreur. Les Français s'indignent, se lamentent, s'inquiètent. Le lendemain, François Mitterrand fait dire que si Jacques Chirac s'obstine à maintenir la loi, il prendra l'opinion à témoin.

Jacques Chirac recule, il retire le projet. À droite, certains prophétisent : nous venons de perdre la présidentielle de 1988. Ce n'est pas Mitterrand qui dirait le contraire : le 31 décembre 1986, à Brégançon, il pronostique, joyeux, devant ses amis : « Je crois que vous allez bientôt revenir au pouvoir. »

24 avril 1988. De fait, au soir du premier tour de l'élection présidentielle, Jacques Chirac est assommé. Les Français ne lui accordent même pas 20 % de leurs suffrages (19,65 %). Une misère comparée aux 34 % de François Mitterrand. Pour la seconde fois, ils viennent de l'écarter de l'Élysée. Il n'a séduit ni l'électorat centriste ni celui de Jean-Marie Le Pen, encore moins le peuple de gauche, et il ne fait même pas le plein des voix du RPR (estimées à 22 %).

Le choc est terrible. Physique d'abord, moral surtout. Le pire vient peut-être du regard des proches. La lueur d'espérance qui, la veille encore, y brillait se métamorphose en commisération et dépit. Une telle défaite s'apparente toujours à une petite mort car c'est l'ego qu'on assassine. Jacques Chirac ne s'attendait pas à un score si médiocre. À qui la faute ? Charles Pasqua et Édouard Balladur, qui se regardent en chien de faïence, ont chacun une réponse toute prête : « Forcément à l'homme Chirac et à la division de la droite », se dit le théoricien Balladur. « À Balladur qui a voulu la cohabitation, et à sa politique libérale », maugrée Charles Pasqua. Mais en leur for intérieur, ces deux-là se rejoignent dans une même certitude : Jacques n'y arrivera jamais.

L'intéressé se garde bien de toute introspection publique. Une petite mort s'est emparée de lui. Deux années durant, il sera pour ses proches un présent absent. Certes, il reprend en main la mairie de Paris et remporte, comme six ans plus tôt, le grand Chelem aux élections municipales de 1989. Mais il est au bord du renoncement.

Qui sème la défaite récolte la tempête. Le maire de Paris subodore que son autorité risque d'être contestée par les jeunes puisqu'il n'a pas réussi à les amener au pouvoir. Il est à cent lieues de penser que ses pires soucis vont lui venir de ses deux barons : Charles Pasqua et Édouard Balladur.

En manifestant trop peu de considération au premier et trop de déférence à l'autre, Jacques Chirac allait faire de Charles un adversaire et d'Édouard un rival. Tout commence le lundi 9 mai, lendemain de la défaite. Il a invité à déjeuner en tête-à-tête Charles Pasqua à l'Hôtel de Ville. L'ambiance est morose.

« J'ai décidé d'abandonner la présidence du RPR », annonce-t-il à son hôte qui rétorque : « Je te félicite, voilà des années que je te disais de le faire.

– J'ai une idée : on va y mettre Balladur, toi et Messmer serez tous deux vice-présidents. »

Des propos qui font à Charles Pasqua l'effet d'un direct à l'estomac. Le voilà incapable d'avaler une bouchée. « De quoi, de quoi ? » Non content d'avoir créé ce Balladur, de lui avoir offert le ministère le plus prestigieux, il voudrait, au lendemain d'un échec dont celui-ci est largement responsable, lui donner la tête du mouvement alors qu'il n'appartient pas au RPR ? Décidément, Chirac est fou se dit l'ex-ministre de l'Intérieur qui trouve pourtant la force de répliquer : « Ce n'est pas possible, il ne sera jamais élu par les militants. »

Il fait le fort, Pasqua, mais il est blessé. Quelque chose vient de se briser en lui : cette petite fibre fragile qui s'appelle l'amitié. Quel ingrat ! A-t-il oublié que c'était lui, Charles, qui, en 1974, époque où les compagnons ne l'appelaient que « le traître », avait ramé pour lui rallier l'UDR ? Lui qui avait mené à ses côtés toutes les batailles pour la création du RPR ? Peut-on parler de « dépit amoureux » ? Presque. De jalousie ? Sûrement, c'est humain. En cet été 1988, il a perdu son héros, Jacques Chirac, et s'est découvert en Édouard un ennemi.

Au lendemain de la défaite, Édouard connaît le même désenchantement. L'ex-ministre d'État s'interroge : que doit-il faire ? Quitter la politique ? Mais il doit bien se l'avouer, il y a pris goût ! Et puis le sort décide pour lui. François Mitterrand réélu ayant décidé de dissoudre, Édouard fait campagne dans le XV<sup>e</sup> arrondissement et retrouve son siège dès le premier tour. Cette victoire est bien la sienne. Un petit plaisir auquel s'ajoute un autre : « J'aimerais bien travailler avec vous », lui annonce Nicolas Sarkozy, qui vient lui aussi de se faire réélire à Neuilly.

Las, des rumeurs déplaisantes lui arrivent de toutes parts. La gauche attaque ses « noyaux durs des privatisations » et promet de les démanteler au nom de la morale. C'est son honneur que l'on suspecte. D'autres bruits malveillants arrivent du RPR : il serait responsable de l'échec de Chirac. Il n'aurait pas fait assez de social. Il n'aurait pas fallu cohabiter. Refrain connu. Il ne le supporte pas. Puisqu'on l'attaque, il va riposter. Personne ne le défend ? Il va s'en charger !

Sans délai, l'offensé organise sa défense. Avant même sa réélection, il s'est installé loin de la mairie de Paris, dans des bureaux bien à lui, au troisième étage d'un immeuble cossu du boulevard Saint-Germain. L'homme qui reçoit journalistes, chefs



d'entreprise et parlementaires affiche une rare simplicité. Sa courtoisie a quelque chose d'enjôleur. Non, plus rien à voir avec le « vice-roi du Pérou » – c'est ainsi qu'on l'appelait au RPR où on le moquait pour ses mines hautaines, sa suffisance qui reflétaient un contentement de soi. Dans *Le Monde*, le génial Plantu le dessinait en monarque promené par deux laquais dans une chaise à porteurs. Édouard se l'est juré : jamais plus on ne le caricaturera de la sorte, il en a trop souffert. Les visiteurs sont prévenus par une plaque apposée sur l'entrée de l'immeuble : « Association pour le libéralisme populaire ». Dès juillet, il a recruté un jeune homme au maintien de cavalier, un énarque passé par l'École navale. Il s'appelle Nicolas Bazire, il vient de fêter ses trente et un ans. Sa mission : organiser des colloques. Trois mois plus tard, ce sera le premier. Il y a du beau monde : Édouard reçoit le chancelier de l'Échiquier Nigel Lawson, disciple de Margaret Thatcher. Un beau plateau qui n'attire pas la foule. Qu'importe, la communication est claire : c'est gloire aux privatisations d'Édouard. Durant l'été 1988, tandis que les Français barbotent encore dans l'eau des mers et des piscines, lui s'est astreint à des devoirs de vacances. Une note de conjoncture économique et financière où, chiffres à l'appui, l'ex-ministre des Finances démontre qu'en tout domaine depuis 1986, la France a amélioré ses positions par rapport à ses partenaires étrangers (sous-entendu « grâce à moi »). La note est envoyée aux parlementaires, aux chefs d'entreprise les plus éminents et aux journalistes.

Puisque la cohabitation est en cause, il a décidé d'en faire l'autopsie sous forme d'un récit-interview avec Jean-Pierre Elkabbach. Cela donnera, en janvier 1989, le livre *Passion et longueur de temps*. Il s'agit presque d'un acte notarié de donation-partage : voici nos erreurs, celles qui sont à lui (Chirac), voici nos

succès, ceux qui sont à moi (Balladur). Il a prévenu dans la préface : « Si j'écris ce livre, ça n'est pas pour ressusciter le passé mais pour préparer l'avenir [...] car si l'œuvre a été interrompue, il faudra bien un jour la reprendre. » Les idées d'Édouard ont donc un bel avenir.

Si la cohabitation a échoué, c'est que la droite n'était pas assez unie, explique-t-il dans une tribune au *Figaro*. Pour lui, l'avenir, c'est l'alliance avec l'UDF dans une sorte de confédération, n'en déplaise à Charles Pasqua. En décembre 1988, il prône une liste unique aux élections européennes. Jacques Chirac approuve. Pasqua enrage. Édouard montre aussi le bout de son nez : « Si besoin est, la cohabitation, il faudrait la refaire », dit-il au *Figaro*.

C'est à la mi-1989, raconte Alain Juppé (qui a succédé à Jacques Toubon au secrétariat général du RPR), que Jacques Chirac m'a dit : « Édouard a pris goût à la politique. Il se verrait bien à Matignon, d'ailleurs il ferait un très bon Premier ministre. » Alain Juppé, qui connaît son Édouard, rétorque : « Avez-vous songé que s'il devient Premier ministre, il songera aussitôt à l'Élysée ? » Réponse de Chirac encore mal remis de son échec : « Quand on a le même idéal, il vaut mieux garder deux fers au feu. »

« Faites attention tout de même, méfiez-vous. » Juppé ne cessera de le mettre en garde, cinq ans durant.

Se méfier de quoi ? À l'époque, Jacques Chirac n'est sûr de rien, sauf d'une chose : il ne sera plus jamais Premier ministre. Ces deux épisodes lui ont laissé un goût trop amer. Alors, si le RPR est toujours le parti le plus important de l'opposition, autant favoriser un personnage de qualité. Édouard l'est à coup sûr. Comment pourrait-il douter de sa loyauté ? Et puis, s'amuse Chirac : « Il n'a pas la santé ! À 10 heures, il tombe de sommeil. Il a des migraines. Or dans une campagne, il faut aller chercher les électeurs avec les dents. »

Pour l'heure, Édouard n'a qu'un objectif : Matignon. Relever le défi, démontrer qu'avec lui, la cohabitation peut réussir. Il a envie d'être Premier ministre et rien d'autre. Et Jacques Chirac l'encourage. À l'Hôtel de Ville, on se passe le mot : « Tout doit être fait pour aider Édouard. »

Les deux hommes sont de nouveau comme deux doigts de la main, mais lorsqu'ils se retrouvent en tête-à-tête le dimanche, Édouard n'est plus l'ancien Régent de Pompidou qui vient discuter avec le patron du RPR. Ce sont désormais un ex-ministre d'État, qui a géré la France à sa guise pendant deux ans et imprimé sa marque en tirant une image valorisante, quoi qu'en dise la gauche, et un ancien Premier ministre battu pour la seconde fois à la présidentielle. Drôlement battu même. Voilà ce qui a changé.

Bien sûr, comme avant, Jacques et Édouard s'appellent tous les jours plusieurs fois et chaque matin à 7 h 30. C'est un rituel. Mais Édouard devient moins disponible. C'est qu'il doit travailler pour son propre compte. Édouard et Jacques ne se préparent plus pour arriver au pouvoir ensemble. Si, comme avant, Édouard veut bien relire les discours et les interviews du maire de Paris avant leur parution, il n'entend plus assister aux interminables séances de relecture avec scotch et agrafeuse. Ses passages deviennent plus brefs. Il manifeste à l'occasion quelque impatience : « Écoutez, Jacques, réfléchissez. » Quelquefois il boude carrément. Jacques Chirac doit lui écrire pour qu'il revienne. Il assiste aux réunions du bureau politique du RPR alors qu'il n'en est pas membre de droit, ce qui exaspère Pasqua et Juppé. Mais Chirac tient à la présence de cet électron libre.

« Ne rien faire pour vexer Édouard » est l'autre consigne du maire. Sacré Édouard ! La connivence reste à peu près ce qu'elle était : les Balladur invitent les Chirac à Deauville ; les Chirac invitent

les Balladur à l'Hôtel de Ville. Mais si le climat est toujours fraternel, les piques se font plus aiguës. Édouard, l'aîné, traite de plus en plus l'autre en cadet : « Jacques, vous ne voudriez pas aller fermer cette fenêtre ? » De temps à autre, Jacques soupire : « Ah ce qu'il est difficile ! », pour ne pas dire pire.

À l'Assemblée nationale, au moment du vote du budget, il est l'orateur incontournable du RPR, ce qui lui vaut des retombées médiatiques habituelles : interviews dans les journaux, les radios, les télévisions. En matière économique, il est un opposant qui s'oppose et propose. C'est en 1990 qu'il s'impose vraiment comme leader de rechange au RPR et homme de la deuxième cohabitation. On perçoit une rivalité naissante entre lui et Jacques Chirac. Parfois, il provoque un peu. À la question : « Jacques Chirac serait-il le meilleur présidentiable ? », il répond, suave : « Personne ne l'est de façon définitive et éternelle. » C'est pour ajouter aussitôt qu'il se réjouit de voir le président du RPR s'efforcer à tout moment de le prouver. En septembre de la même année, il participe à l'émission *7 sur 7* et proclame : « Je ne serai pas candidat à la présidentielle de 1995. » Mais le lendemain, surprise, incroyable mais vrai, Jacques Chirac le reprend : « Vous ne devriez pas dire ça Édouard. On verra bien. Les Français choisiront le meilleur. » Réponse d'Édouard : « Eh bien, je ne le dirai plus. » Et il ne le dira plus jamais, en effet.

Puisque les choses sont entendues entre Chirac et lui sur la future cohabitation, autant l'écrire noir sur blanc. Le 13 juin, il publie dans *Le Monde* un article dont l'intitulé a le mérite de la clarté : « Pour une nouvelle cohabitation, éviter en 93 les erreurs de 86. » Comme en 1983, Édouard a soumis son texte à Jacques Chirac qui l'a approuvé. Les militants comprennent qu'un pacte est scellé : l'un ira à Matignon, et l'autre à l'Élysée... deux ans plus tard.

Début 1991, Édouard Balladur entame une tournée en province. Partout, il est reçu comme le futur Premier ministre. Il doit se faire connaître à l'étranger. Jacques Chirac l'aide à préparer ses voyages. Pierre Lellouche, son conseiller diplomatique, organise sa rencontre avec George Bush à Washington, Michel Roussin, ses voyages en Afrique. Puisqu'il est perçu comme le meilleur présidentiable pour la droite, cela l'autorise, croit-il, à tout faire pour que Balladur aille à Matignon. Autour de Jacques Chirac, ils sont une pléiade à lui dire : « Méfiez-vous. » Alors, un jour, il finit par s'interroger devant Édouard : « Si notre victoire est, comme je la devine, écrasante, peut-être devrions-nous exiger que François Mitterrand démissionne. » Ce qui lui attire cette réponse interloquée : « Je veux bien tout ce que vous voulez, Jacques, mais il eût fallu en avertir nos électeurs un peu plus tôt. » Et Édouard Balladur de conclure : « Écoutez, Jacques, si vous avez envie d'aller à Matignon, vous devez y aller. Mais sachez que dans ce cas, je ne participerai pas au gouvernement. »

« Je l'ai entendu prononcer cela au moins dix fois », témoigne Alain Juppé.

« Vous le voyez bien, dès le départ, il a fait du chantage » dira plus tard le maire de Paris.

« Absolument pas. Je voulais seulement souligner qu'il eût été ridicule de reconstituer le gouvernement de 1986 et rien d'autre », répondra Édouard.

Mais si Jacques Chirac se pose des questions sur Édouard, Édouard se dit que ce Jacques est décidément imprévisible.

Le premier tour arrive enfin. Alléluia ! Il est à la hauteur des espérances. L'UPF recueille 44,12 % des voix et, en son sein, le RPR devance l'UDF. Tandis que résonnent dans les états-majors les

chants d'allégresse, Jacques Chirac, en déplacement dans le Pas-de-Calais, remonte au créneau.

« Il serait de l'intérêt de la France que Mitterrand démissionne et que nous ayons de nouvelles élections présidentielles. » Sous-entendu : je serai alors candidat avec de bonnes chances de l'emporter. « Là encore, il aurait dû le dire plus tôt », s'exaspère Édouard.

À la veille du second tour, un soupçon de vinaigre gâte la sauce de l'amitié. Cette fois, c'est Édouard qui rapporte l'anecdote : « Nous nous étions retrouvés dans son bureau à la mairie de Paris et Jacques m'avait demandé : "Puis-je compter sur votre soutien à la présidentielle ?" Je lui avais répondu : "Il sera proportionnel à celui que vous m'apporterez si je suis Premier ministre." Je l'avais trouvé trop changeant ces derniers temps. »

Arrive le second tour. La droite domine l'Assemblée : 480 députés sur 577. Les socialistes et leurs alliés qui détenaient 282 sièges n'en gardent que 67. Pour une alternance, c'est une alternance. Les chefs de la nouvelle majorité défilent, réjouis, sur les plateaux télévisés. Édouard, lui, ne se montre pas. Il ne fera aucune déclaration. Une meute de journalistes campe déjà à sa porte. Le lendemain, dès 9 heures, à la mairie de Paris, les habitués Juppé, Pasqua, Pons, Séguin et Balladur se réunissent autour de Jacques Chirac. Un moment heureux : « On pourrait peut-être parler du gouvernement », suggère Chirac. « Mais pourquoi en parler alors que le Premier ministre n'est pas encore désigné ? », dit Édouard. Un ange passe. Tous remarquent qu'il a déjà l'air ailleurs et s'esquive très vite. « Vous m'excusez, Jacques. » Ce même lundi, Hubert Védrine téléphone à Nicolas Bazire : « Le président n'a pas arrêté son choix, mais je voudrais de sa part poser quelques questions à monsieur Balladur. »

Rien n'est encore décidé, il faut attendre. À 19 heures, nouveau coup de fil de Védrine à Bazire : « Monsieur Balladur sera désigné à 20 heures par le président à la télévision et il recevra monsieur Balladur à l'Élysée à 21 heures. » « À la fin de l'entretien, raconte Balladur, le président Mitterrand m'a dit : "Je pense que vous m'apporterez la liste de votre gouvernement dans quelques jours. Vous avez jusqu'à vendredi." Je lui ai répondu : "Monsieur le président, vous l'aurez demain à 18 heures." Ce qui l'a beaucoup fait rire. "Vous n'y arriverez pas, j'en ai l'habitude, il faut plusieurs jours." »

Le lendemain à 18 heures, Édouard Balladur apporte au président de la République la liste de son gouvernement. Le travail était bouclé depuis plusieurs jours. Mais Jacques Chirac a découvert que 1993 ne serait pas 1986 quand ils avaient, main dans la main, composé la liste de son gouvernement. Une fois désigné à Matignon, le nouveau Premier ministre n'entend pas se dépouiller de ses prérogatives. Le pouvoir ne se partage pas. Ce gouvernement doit être clairement le sien. Bien sûr, dans la journée, Jacques Chirac lui a fait quelques suggestions : par exemple, qu'il embarque Jacques Toubon et Lucette Michaux-Chevry. Il juge au passage que Juppé est peut-être un peu trop jeune pour tenir le poste des Affaires étrangères. Mais à chaque appel, il trouve Édouard bien lointain. À 17 heures, la liste est bouclée : majoritaire à l'Assemblée, le RPR se retrouve minoritaire au gouvernement. 16 UDF pour 13 RPR. Si les gaullistes ont le ministère de l'Intérieur (Pasqua), le Budget (Sarkozy), les Affaires étrangères (Juppé), l'UDF hérite des Finances (Alphandéry), de la Défense (Léotard), de la Justice (Méhaignerie), Simone Veil vient d'accepter la Santé et la Ville. Voilà bien un symbole d'ouverture. « J'ai compris après coup qu'avec un

tel gouvernement Édouard préparait son avenir de présidentiable », expliquera Charles Pasqua. On ne parlera plus d'État RPR.

Au moment où le Premier ministre part pour l'Élysée, Jacques Friedmann quitte Matignon pour la mairie de Paris où il doit informer Jacques Chirac. Un coup rude pour lui. Ce gouvernement porte si peu sa marque. Il est blessé, car en plus, Édouard le dépouille un peu : ses plus proches amis ou collaborateurs entrent au gouvernement : Alain Juppé, Michel Roussin, Roger Romani, Jacques Toubon, Dominique Perben et, bien sûr, Nicolas Sarkozy, parti lui depuis longtemps.

Deux jours plus tard, Jacques Chirac réunit à l'hôtel Lutetia les nouveaux députés qui l'accueillent triomphalement. Édouard Balladur l'accompagne, mais les députés ne le connaissent pas encore. Jacques Chirac, se tournant vers lui, le présente en ces termes : « Le Premier ministre est le chef de la majorité, il est votre chef. » Rien ne change, tout pour Édouard !

Le 8 avril, à la tribune de l'Assemblée nationale, Édouard Balladur prononce son discours d'investiture. Son projet : « Le nouvel exemple français ». Il est longuement ovationné par la droite.

Le 28 avril, se tient à l'hôtel Nikko le premier Conseil national du RPR. À la tribune, Jacques Chirac est entouré de tous les ministres encore roses de plaisir. Aux députés et sénateurs, il demande de ne pas s'endormir : « À peine avez-vous posé le baluchon de la dernière campagne, je vous convie à le reprendre pour nous préparer à remporter ensemble, dans deux ans, la victoire majeure. » Le lendemain, Jean-Louis Debré déclare au *Figaro* : « Je crois que la force d'Édouard Balladur est de ne pas être candidat à la présidentielle et de conduire une action de redressement. » Et encore, sur Radio O'FM, il évoque le ticket Balladur-Chirac pour la présidentielle. Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, Édouard



Balladur le prend à part pour lui dire : « Si vous parlez de la présidentielle, j'aimerais que vous ne m'y associiez pas. »

Quel joli mois de mai pour Édouard ! Les Français lui offrent un grand moment d'extase : 75 % d'opinions favorables. Il les séduit parce qu'il incarne des valeurs qui rassurent : la famille, la modération des sentiments, l'effort, l'honnêteté, le respect des institutions, le dialogue social. Quand la Sofres interroge : « Quel serait le meilleur président ? », Balladur recueille 54 % d'opinions favorables, contre 38 % à Jacques Chirac. De quoi donner des idées en effet !

Entre Jacques Chirac et Édouard Balladur, les choses se gâtent assez vite. D'abord parce que le premier téléphone à tout bout de champ sur l'interministériel et l'empêche de travailler. Les ministres, eux aussi, se plaignent de ses interventions à répétition.

La suite est plus grave. Philippe Séguin, le président de l'Assemblée nationale, tire un coup de bazooka sur Matignon. À l'occasion d'un colloque, il qualifie de « Munich social » la politique des gouvernements passés et présents en matière d'emploi. Le mot fait mouche. La presse y décèle une manœuvre : Séguin concocterait une politique de rechange pour Chirac en cas d'échec de la politique Balladur. Lui-même répète que le gouvernement travaille seulement pour une période de transition.

Alors Édouard s'en persuade, et pas forcément à tort : Jacques Chirac ne le soutient pas vraiment. La preuve : il ne désavoue pas Philippe Séguin. « Chirac fragilise mon action », déplore-t-il, peut-être secrètement ravi de ce grave manquement qui le délivre du pacte non écrit. Le « Munich social » a signé la rupture entre lui et Chirac, rapportent les témoins de l'époque.

Aux universités d'été des jeunes du RPR à Strasbourg, tous scandent : « Chirac président ». Dans cette ambiance de kermesse,

l'intéressé affirme sa solidarité sans faille et sans réserve à Balladur (absent) : « Un ami de trente ans, je le connais mieux que personne. » Mais ces protestations d'amitié ne calment pas le courroux d'Édouard. Jacques Chirac s'étonne que ce dernier, lorsqu'il veut le joindre – de plus en plus rarement – le fasse appeler par sa secrétaire. En septembre, aux Journées parlementaires de La Rochelle, les députés gaullistes qui se retrouvent pour la première fois ont déjà – tristes ou philosophes – entériné la donne : il y a désormais deux présidentiables au RPR.

Mais c'est seulement quelques jours avant Noël que Jacques Chirac acceptera l'idée qu'Édouard et lui sont désormais concurrents. Le 20 décembre, François Léotard et Simone Veil se déclarent favorables à la candidature d'Édouard Balladur. « Il serait un formidable président de la République », juge la ministre de la Santé. « J'attends avec impatience qu'il se déclare », dit en substance le ministre de la Défense. À Noël, les dernières illusions s'envolent. Jacques téléphone à Chamonix pour souhaiter une bonne année au Premier ministre. Il est 10 heures du matin. Au bout du fil, madame Balladur : « Édouard est à la messe, il vous rappellera. »

Édouard n'a jamais rappelé.

Comme souvent, seul l'imprévisible est prévisible. Lorsque Jacques Chirac annonce le 4 novembre 1994 au quotidien régional *La Voix du Nord* qu'il sera candidat à l'élection présidentielle, les sondages ne le placent pas dans une position favorable.

Pour Édouard Balladur, l'année 1994 est moins faste que la précédente. Son projet de CIP (contrat d'insertion professionnelle) pour les jeunes a été compris par eux comme un Smic au rabais, ce qui suscite leur colère et plusieurs semaines de manifestations. Le Premier ministre doit se résoudre à retirer le texte en mars.

Les choses se gâtent avec Mitterrand. Son état de santé continue de se dégrader. Il vient de se faire opérer de son cancer.

Et Édouard Balladur donne au *Figaro* une interview dans laquelle il propose une nouvelle organisation de l'Europe, avec des cercles de compétences et de compositions variables. Mais voilà que le journal, malgré ses « objurgations », intitule l'interview : « Notre politique étrangère ».

Mitterrand y voit une provocation attentatoire à ses prérogatives. Il va se venger : lors des cérémonies du 50<sup>e</sup> anniversaire de la Libération de Paris, il donnera un caractère spectaculaire à ses égards envers le maire de Paris. Les deux hommes resteront enfermés dans son bureau pendant plus d'une heure. Pendant ce temps, Édouard Balladur attendra sur le parvis, où les caméras saisiront qu'il est de fort méchante humeur. François Mitterrand veut-il faire comprendre qu'il appuie la candidature du rival avec lequel il avait eu pourtant des relations beaucoup plus conflictuelles ?

Qu'importe, à la fin de l'année, Édouard Balladur est toujours devant Jacques Chirac dans les sondages.

Et voilà l'événement dont il pense pouvoir tirer grand profit : pendant les fêtes de Noël, 200 passagers d'un Airbus d'Air France sont pris en otage à Alger, avant le décollage. Édouard Balladur juge impératif de faire rentrer l'avion en France. Les autorités algériennes s'y opposent, renâclent. Mais après plusieurs coups de fil et tractations, elles laissent partir l'avion qui atterrit à Marseille au petit matin. Le Premier ministre ordonne l'assaut qui sera mené par le GIGN dans l'après-midi. Avec un résultat miraculeux ! Aucun passager n'est blessé, les quatre terroristes sont éliminés. La presse est dithyrambique. À en croire Édouard, c'est ce qui l'a déterminé à se porter candidat.

Au début de l'année, les sondages ne donnent pas cher de Jacques Chirac. Alain Juppé confiait sous le manteau : « S'il y a quelqu'un qui peut aller dire à Chirac de renoncer, ce ne peut être que moi. » Le 19 janvier, depuis son bureau de Matignon, Édouard Balladur annonce aux Français dans le journal de 13 heures qu'il sera le candidat de « la réconciliation nationale ». L'allocution est courte – 8 minutes –, solennelle, et le ton compassé, comme s'il se préparait à une corvée. En réalité, il entend exercer ses prérogatives jusqu'au bout. Matignon prévient qu'il ne s'agit en aucun cas du lancement de sa campagne. Bizarre !

Et puis voilà que l'opinion commence à changer en février, avec ce que l'on a appelé l'affaire Schuller-Maréchal. Une sombre histoire d'écoutes téléphoniques et de fausses factures dans laquelle sont impliqués le beau-père du juge Halphen, chargé du dossier des HLM de la région parisienne, Patrick Balkany, Didier Schuller, conseiller général des Hauts-de-Seine, et Charles Pasqua. Le propos n'est pas ici de faire le récit de cette affaire rocambolesque mais d'en relever les conséquences. « Ce coup monté a porté atteinte à ma réputation morale et fait perdre en l'espace de 15 jours une dizaine de points. Je suis passé de 25 à 15 % », écrit Édouard Balladur en 2017<sup>1</sup>.

La campagne, comme cela arrive souvent, vient de prendre un vilain tour. Que depuis des semaines balladuriens et chiraquiens s'affrontent à petits coups de phrases perfides était en somme, sinon de bonne guerre, du moins tolérable. Mais voilà qu'on parle de gros sous afin de salir autant qu'il se peut le camp d'en face. Le 8 mars, *Le Canard enchaîné* révèle que le revenu net imposable d'Édouard Balladur s'est élevé à 7 millions de francs de 1991 à 1993. Les Français découvrent que le favori des sondages a beaucoup de biens, en tout cas davantage que Jacques Chirac. Interrogé sur la chaîne LCI par Guillaume Durand, Édouard Balladur a une mine et

un comportement de grand blessé. Être contraint de parler d'argent, le sien, est pour lui un exercice d'une impudeur effrayante. Il évoque son patrimoine mais précise que la fortune vient de sa femme.

Alors, huit jours plus tard, *Le Canard enchaîné* révèle que l'administration fiscale se passionne pour les finances chiraquiennes. Monsieur et madame Chirac ont tiré profit d'une vente de terrain au Port autonome de Paris. Le couple a payé en 1993 des impôts record. Le terrain était une propriété de la famille de Bernadette. Les chiraquiens sont convaincus que Nicolas Sarkozy, ministre du Budget, est à la manœuvre. Ces déchirements nuisent-ils davantage à Édouard qu'à Jacques ? Le fait est que lorsqu'un favori se met à décrocher, il arrive que la chute s'accélère, surtout s'il ne mène pas campagne minute après minute, et avec détermination. Et cela, Jacques Chirac sait le faire. Édouard, lui, manque d'expérience.

L'espoir change donc de camp et l'imprévisible arrive : au premier tour, Jacques Chirac, avec 20,84 % des voix, devance de peu Édouard Balladur, 18,58 %. Le numéro 1 est Lionel Jospin qui totalise 23 % des suffrages.

Adieu rêve Élyséen. Édouard ne peut que s'incliner et appeler ses électeurs à voter pour Jacques.

Depuis, les deux hommes ne se sont revus qu'une fois, lors d'un déjeuner, où ils auraient parlé de tout sauf de politique ! Jacques n'a jamais jeté la rancune à la rivière.

---

1 . Édouard Balladur, Alain Duhamel, *Grandeur, déclin et destin de la V<sup>e</sup> République. Un dialogue*, Paris, Éditions de l'Observatoire, 2017.

# Un éléphant, ça trompe énormément

---

Christophe Barbier

## **Le Florentin florentinisé ?**

La citation est tant utilisée qu'elle en est usée, émoussée : « Sur le chemin de la trahison, il n'y a que le fleuve de la honte à traverser. » Le dernier en date à l'avoir dégainée est Laurent Wauquiez, tentant de frapper au vol ceux qui venaient de quitter le « charnier natal » des Républicains pour gagner le nid douillet de la majorité macroniste. Elle est attribuée à François Mitterrand, sans qu'aucune source solide ne corrobore une telle origine. Comme tout propos apocryphe, ce trait puise sa crédibilité non dans une référence établie, mais dans le caractère supposé de l'auteur affiché : en matière d'esprit aussi, on ne prête qu'aux riches. On croit volontiers qu'un mot est de Sacha Guitry parce qu'il égratigne les femmes, et qu'il est signé Napoléon s'il a du souffle. Ainsi, dénoncer la trahison – pour la définir – sied à Mitterrand plus qu'à nombre d'autres politiques. Jacques Chirac, abandonné par Édouard

Balladur, Charles Pasqua ou Nicolas Sarkozy après avoir poignardé lui-même Jacques Chaban-Delmas puis Valéry Giscard d'Estaing, n'est, lui, qu'un traître trahi, c'est-à-dire un politicien. Mitterrand s'estime trop supérieur pour trahir. En effet, trahir, c'est avouer qu'on est moins intelligent que l'adversaire – cas de figure assez rare dans la carrière de Mitterrand. Surtout, dans la conquête ou l'exercice du pouvoir, on ne trahit vraiment qu'un ami. Or Mitterrand n'avait qu'une poignée d'amis, et leur foi respective était indestructible, durcie au feu de l'affaire de l'Observatoire en 1959.

Certes, il ne rechigne devant aucune ruse et excelle en contorsion idéologique, glissant d'une droite aux fragrances murrassiennes jusqu'à l'alliance avec les communistes. Mais il ne trahit guère ses convictions, puisqu'il en a fort peu, hors sa certitude d'être le dirigeant qu'il faut à la France – et sa foi dans l'Europe. Mitterrand, c'est évident, a déçu, voire trompé ses électeurs, mais cet adultère électoral est absous par le double succès de 1981 et de 1988. Les enfants d'un homme de pouvoir, ce ne sont pas ses promesses tenues, ce sont ses victoires. Enfin, en politique comme dans l'art de la guerre, le « changement d'alliances » ne suffit pas pour établir la trahison tant il relève de l'évidence tactique.

Ni Iago ni Ganelon, Mitterrand n'est pas une figure du traître. A-t-il été pour autant, à rebours, beaucoup trahi ? Imposant, lucide et impitoyable, il sait rompre avant d'être abandonné, disgracier avant d'être joué. Le Florentin peut-il vraiment être florentinisé ? Contre la trahison, François Mitterrand use longtemps d'un antidote : la méfiance. Ainsi, alors qu'il n'est que le président de la FGDS, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, il organise une rencontre entre les communistes, menés par Georges Marchais, et la SFIO de Guy Mollet. La veille de ce sommet, Mitterrand reçoit un appel étrange de la part d'un riche avocat parisien, communiste, qui

lui dit que Marchais veut le voir. Rendez-vous est organisé chez cet homme de loi, dans une chambre en haut de son immeuble. Mitterrand s'y rend, mais il constate que Marchais n'a rien d'important à lui dire et se contente de débiter des banalités. Méfiant, il appelle Mollet et l'informe de ce tête-à-tête. Le lendemain, Georges Marchais ouvre la réunion par ces mots : « Comme je le disais hier soir à Mitterrand... » Ce rendez-vous était donc bien un piège pour le discréditer aux yeux des socialistes, que sa méfiance avait désamorcé. Ainsi que le résume Jacques Attali, « on ne peut pas trahir un paranoïaque ».

Il est néanmoins trois moments de son destin politique où une conjuration de socialistes se forme contre Mitterrand, l'encercle, l'accule. La première fois, à Metz en 1979, il la détruit dans un congrès du PS mené en stratège hors pair. La deuxième fois, à Rennes en 1990, il ne la vainc ni ne la maîtrise, mais elle l'épargne, tout en l'ignorant presque, ce qui est peut-être plus humiliant : agir sans Mitterrand, n'est-ce pas plus le trahir encore qu'agir contre lui ? La troisième fois, à La Rochelle en 1994, elle le bouscule, le piétine dans sa réputation, son parcours, son destin ; ce n'est pas le président Mitterrand qui est attaqué, c'est sa statue qui est déboulonnée avant d'être achevée, c'est le chef victorieux qui est dépouillé de ses lauriers par ses anciens soldats, c'est l'homme qui est frappé.

## **1979 : le congrès de Metz, ou l'Austerlitz de Mitterrand**

Le congrès de Metz commence le 19 mars 1978. Ce jour-là, la gauche perd les législatives, alors que la victoire longtemps lui fut



promise. Mais le Programme commun a volé en éclats, socialistes et communistes se sont déchirés et l'idée même du socialisme cesse de faire son chemin pour s'ensabler. Ce dimanche soir, à chaud, un dirigeant de quarante-sept ans assume la défaite et s'interroge : « La gauche vient de manquer un nouveau rendez-vous avec l'histoire. Est-ce une fatalité ? Est-il impossible, définitivement, qu'elle gouverne ce pays ? Je dis non ! » La sédition est évidente : c'est un procès en bonne et due forme de la stratégie suivie par le premier secrétaire élu à Épinay en juin 1971, François Mitterrand. Lequel ne s'y trompe pas : « Ce type veut le pouvoir. Eh bien, il aura la guerre ! », glisse-t-il à ses amis réunis ce même soir en son domicile, comme le raconte Franz-Olivier Giesbert dans *Une vie*<sup>1</sup>. La guerre commence le 5 juin, quand Mitterrand va déjeuner avec Rocard en sa ville de Conflans-Sainte-Honorine et lui donne une leçon d'histoire de la gauche – le cadet résiste.

Pour Jacques Attali, qui l'a fait entrer dans l'équipe du candidat à la présidentielle en 1974, Michel Rocard se comporte en vrai traître. Déjà, après la défaite face à Valéry Giscard d'Estaing, alors que des Assises du socialisme officialisent l'alliance du PSU de Rocard et du PS de Mitterrand, Rocard s'installe en premier opposant à Mitterrand ; opposant politique, car il veut arracher le PS à la doxa marxiste, et opposant « biologique », qui défie par sa jeunesse le vieux chef, plus âgé que lui de quatorze ans. Dès 1978, il apparaît à chacun que le congrès de Metz, prévu en avril suivant, verra une remise en question de la prééminence de Mitterrand, la première depuis 1971, et sera donc le lancement de la campagne présidentielle de 1981.

Le congrès de Metz commence le 16 juin 1978, quand Gaston Defferre, ennemi résolu de Rocard, réunit François Mitterrand et Pierre Mauroy, aux liens distendus, dans sa ferme provençale de

Saint-Antonin-sur-Bayon. Numéros 1 et 2 du PS, ils sont au bord de la rupture, car le maire de Lille s'est rapproché de celui de Conflans. Ce jour-là, Mitterrand circonvient le vieil enseignant par son brio intellectuel... mais le blesse cruellement quelques jours plus tard, en laissant sa jeune garde publier un texte dénonçant « toute tentative révisionniste ». Alors qu'il s'agissait de détacher en douceur Mauroy de Rocard, cette initiative vise à l'en arracher par la menace. Ainsi contourné, le maire de Lille décide de jouer sa carte : il va tenter de prendre la tête du PS. À lui le parti, à Rocard la présidentielle. À la fin de l'année 1978, les sondages confirment l'ascension du « moderne » Michel contre l'archaïque François – l'opinion semble bénir le complot...

Le congrès de Metz commence le 10 février 1979, lors d'un brûlant comité directeur du PS. Une semaine plus tôt, le 2 février, Pierre Mauroy confie à la journaliste Michèle Cotta sa stratégie et ses calculs. Selon lui, la motion présentée par Jean-Pierre Chevènement peut espérer emporter 22 % des mandats de délégués au congrès, tandis que lui-même escompte en rafler 28 % au vu des fédérations qu'il contrôle. Avec une motion Mitterrand aux alentours de 30 % et un camp rocardien estimé à 20 %, cela le place en position de favori. Si Mitterrand sauve sa première place, le maire de Lille plaidera la synthèse et raflera des postes pour ses proches. Mais s'il devance le premier secrétaire en titre, Mauroy est prêt à proposer une alliance à Rocard pour pousser Mitterrand vers la retraite. Le vainqueur d'Épinay est donc bel et bien confronté à deux trahisons : celle de Rocard, qui rêve de l'Élysée, et celle de Mauroy, qui vise le parti. Dans la nuit du 10 au 11 février, un dîner tardif réunit à la même table mauroyistes et rocardiens : la conjuration prend forme...

« Mitterrand ne comprend pas ce qui se passe, explique Jacques Attali. Il est peiné. Pierre Mauroy est en fait instrumentalisé par des rocardiens infiltrés dans ses équipes, notamment par Jean Peyrelevade, véritable traître de comédie. Ils réussissent à convaincre Mauroy que Mitterrand a fait son temps et lui promettent le poste de premier secrétaire, une sorte de revanche pour lui après 1971. Il est vrai que Mitterrand essaye toujours de berner son monde en disant qu'il va arrêter, qu'il ne sera pas candidat en 1981. Après l'échec du Programme commun à la fin de 1977 et la défaite aux législatives de mars 1978, la messe semble dite : pour beaucoup, Mitterrand est fini<sup>2</sup>. » François Mitterrand comprend sans doute mieux que ne l'imagine son conseiller les ressorts et surtout les limites du complot. Présentant chacun leur motion, soucieux de soigner le projet et son idéologie plus que de s'affiler les fédérations et leurs délégués, Rocard et Mauroy se dispersent : ils pensaient prendre Mitterrand en tenaille, ils tirent à hue et à dia. Ils encerclent, Mitterrand attaque.

Le congrès de Metz commence, véritablement cette fois, le vendredi 6 avril 1979. D'emblée, le premier secrétaire sortant refuse toute idée de synthèse factice : ce sera une lutte à mort. Contre Michel Rocard, il lance à la tribune sa nouvelle génération, avec deux trentenaires, Jacques Attali et Laurent Fabius. Le premier, qui plus jamais ne s'exprimera dans un congrès du PS, montre que du côté du mitterrandisme aussi, il y a de la modernité, et même du futurisme, un souci de l'avenir lointain. Le second, cheveu long sur la nuque et rare sur le front, élégant dans son costume de drap gris, incarne la jeunesse combinée à la radicalité, alors que les rocardiens ont multiplié les allusions à l'âge du capitaine et à l'obsolescence de son idéologie « du troisième âge ». Laurent Fabius, d'une éloquence très agressive, répond à la pique en

expliquant qu'il accepte cette appellation si « le premier âge est celui de Jaurès, le deuxième âge celui de Blum et le troisième âge celui de François Mitterrand ». Puis il combat une analyse de Rocard – « Entre le plan et le marché, il n'y a rien » – par une formule destructrice : « Entre le plan et le marché, il y a le socialisme. » Du moins l'histoire retient-elle cet échange, car la réalité semble avoir été différente : « Il n'y a que deux méthodes, le plan et le rationnement », a dit Rocard ; et Fabius de contrer : « On nous dit qu'entre le rationnement et le marché, il n'y a rien. Si, il y a le socialisme. » Par-delà la formule, l'analyse choque. « C'est honteux », cingle Jacques Delors en quittant la salle. « Cela n'est pas réaliste et ne correspond pas à ce que Mitterrand veut faire du parti », estime Jacques Attali. Mais il constate que ce dernier jubile, car l'attaque fait mal à Rocard. Par ailleurs, Mitterrand se reconnaît dans ce jeune trentenaire, aussi éloigné que lui, par son origine, son éducation et sa culture, des barbus marxisants qui grouillent dans le congrès...

La motion de Mitterrand emporte plus de 40 % des mandats, Rocard dépasse à peine 20 % et Mauroy est en dessous de 14 %, derrière Jean-Pierre Chevènement, lequel assure à Mitterrand, avec Gaston Defferre, sa majorité. Le congrès de Metz, c'est l'Austerlitz de Mitterrand. Il laisse ses adversaires occuper les hauteurs, les devants de la scène, comme Napoléon abandonna à Koutouzov la colline de Pratzen. Puis il enfonce leurs lignes et les pousse vers les marais des « synthèses » et des calculs, où ils se noient. La capitulation de Rocard est totale, il va même jusqu'à hypothéquer son avenir en lançant : « Si vous êtes candidat, cher François Mitterrand, je ne le serai pas. » Mais cette reddition est une ruse, le dernier coup du scorpion : si Mitterrand se déclare vite, il s'usera et se ringardisera d'ici à la présidentielle de 1981. Le premier

secrétaire le devine et s'empresse de déclarer à la radio, lui qui a tenté sa chance en 1965 et 1974 : « Il y a beaucoup de chances que je ne sois pas candidat. »

Car le congrès de Metz signe la prééminence de l'objectif présidentiel sur la vie des partis. Ceux qui voulaient réinventer le socialisme à long terme perdent face à ceux qui veulent seulement prolonger jusqu'en mai 1981 la stratégie arrêtée à Épinay en 1971, qui fut presque victorieuse déjà en 1974, élection précipitée par la mort de Georges Pompidou. Le court terme réaliste l'emporte sur le long terme idéaliste, la tactique sur l'utopie. La promesse demeure la révolution, mais le but, c'est le pouvoir. Le 19 octobre 1980, porté par les sondages, Michel Rocard annonce sa candidature à l'Élysée depuis sa mairie de Conflans. Intervention fade et ratée. La veille, quand il a prévenu Mitterrand de son initiative, il s'est entendu répondre : « Faites ce que vous voulez. C'est votre affaire. Pour ma part, je parlerai bientôt. » Michel Rocard hésite : cela signifie-t-il qu'il est candidat ? qu'il renonce ? Avoir précipité sa déclaration, hors des instances du parti, est une nouvelle petite trahison envers son patron. Jacques Attali organise un tête-à-tête entre les deux hommes, rue de Bièvre, dans le pigeonnier qui sert de bureau à Mitterrand quand il est chez lui. « Il va m'annoncer qu'il se retire ! », triomphe Rocard en entrant. Puis à la sortie, radieux, il confie à Attali : « Il est formidable, il a tout compris, il n'est pas candidat, c'est génial ! » Surpris, car il pense sans en être certain que Mitterrand va se présenter, Jacques Attali monte à son tour dans le nid d'aigle de son mentor. Des livres sont étalés, épars, un peu partout sur le sol. Une simple plaque de verre posée sur des tréteaux sert de bureau. « Vous allez m'en vouloir, mais je crois que j'ai fait une bêtise avec votre ami Rocard. » Il appelle toujours ainsi son rival devant son conseiller, qui l'a convaincu de pactiser avec lui avant 1974. « Au

bout de quelques phrases, comme je ne comprenais plus rien à ce qu'il me disait, j'ai pris une feuille de papier, je l'ai roulée en boule et j'ai commencé à jouer avec elle sur la table. Je ne sais pas pourquoi, mais je me suis mis bêtement à la pousser avec ma règle. Soudain, sans le faire exprès, j'ai fait tomber la boule, elle a roulé un peu plus loin... Eh bien votre ami Rocard s'est mis à quatre pattes pour la ramasser et me l'a rendue<sup>3</sup> . »

Le 5 novembre 1980 sort en librairie  *Ici et maintenant*  . Le 8, en comité directeur du PS, Louis Mermaz lit une courte lettre du premier secrétaire, qui présente sa candidature à la présidentielle de 1981. Le 25 janvier suivant, il est officiellement investi par le PS. Et le 10 mai...

## **1990 : le congrès de Rennes, ou quand les dauphins se font requins**

Comme celui de Metz, comme tous les congrès du PS, celui de Rennes commence bien avant sa date d'ouverture officielle, le 15 mars 1990. Dès le lendemain des législatives perdues, en mars 1986, l'autorité de François Mitterrand est contestée par ceux que l'on appelle désormais les « éléphants ». Lors d'un déjeuner à l'Élysée, ils s'opposent à l'évidence du choix du Premier ministre de cohabitation. Non seulement Jacques Chirac s'impose par le résultat des urnes, mais l'installer à Matignon est la seule chance pour François Mitterrand, en escomptant l'user pendant deux ans, de gagner la prochaine présidentielle. C'est bien là ce qui motive en profondeur les socialistes rebelles : empêcher Mitterrand de se rétablir, de se renforcer, pour qu'il cède la place. Le président passe

outre, il nomme Chirac et l'affaiblit chaque jour un peu plus, jusqu'à l'écraser, le 8 mai 1988, avec plus de 54 % des suffrages.

Mais l'alerte de 1986 se confirme, et les socialistes ne veulent plus laisser Mitterrand maître des choix qui engagent le parti, qui engagent leur avenir. Le premier de ces choix ne surprend personne et découle naturellement de la campagne, menée au nom de la « France unie » : Michel Rocard dirigera le gouvernement. Le deuxième étonne mais ne choque pas : Pierre Mauroy présidera l'Assemblée nationale, une fois passées la dissolution et les élections. Mais la troisième décision coince : le chef de l'État veut installer Laurent Fabius à la tête du parti socialiste. Le 9 mai, Lionel Jospin ne réplique rien au président qui l'en informe – en même temps qu'il lui annonce sa propre nomination comme ministre de l'Éducation nationale. Cependant le lendemain, Mauroy, face à Mitterrand, décline le perchoir et réclame Solferino... avant de céder. Mais la visite du président réélu au siège du parti, quelques minutes plus tard, est électrique : la désignation de Laurent Fabius, rendue publique, soulève une grande animosité dans les couloirs. Le 11 mai, Mauroy se présente contre Fabius, et écrit à Mitterrand que ses propres compagnons « des premiers jours » le poussent à le faire. Ce 11 mai, le président déjeune donc avec Henri Emmanuelli et des anciens de la Convention des institutions républicaines, qu'il avait créée en 1964 : Pierre Joxe, Louis Mermaz, Louis Mexandeau... Hors Joxe, tous s'opposent à Fabius et à cette désignation « monarchique ». Conscient qu'il a été réélu sans programme, le président veut brusquer les événements, sans prévenir personne, alors qu'il pourrait nommer Rocard et attendre les législatives pour distribuer les postes au Parlement et décider du sort du parti. Mitterrand lance d'abord : « Si vous êtes contre Fabius, c'est que vous êtes avec Rocard ! » Mais l'on n'est plus à Metz, et il

recule devant la fronde : « Ce n'est pas mon affaire, mais celle du parti socialiste », glisse-t-il à ses convives à la fin du repas. « J'aimerais bien que ce soit Fabius mais n'irai pas jusqu'à mettre mon veto à Mauroy », dit-il ensuite à Jacques Attali.

Ce ne sont là que quelques journées des dupes, racontées en détail par Pierre Favier et Michel Martin-Roland dans le tome III de *La Décennie Mitterrand*<sup>4</sup>, mais elles donnent le ton des années à venir. Au lendemain d'un triomphe historique sur lequel personne n'aurait parié deux ans plus tôt, le président n'impose plus rien aux siens. N'ayant pas d'agenda solide pour son second septennat, Mitterrand va subir les événements jusqu'en 1995. Ils seront sublimes en géopolitique, mesquins en politique nationale et douloureux pour sa vie personnelle. Pour la première fois depuis Épinay, la majorité du parti explose. La présidentielle de 1995 est déjà dans tous les esprits, et Lionel Jospin annonce son soutien à Mauroy parce qu'il ne veut pas « d'un premier secrétaire animé d'ambitions électorales personnelles ». Le 13 – un vendredi... –, Fabius est battu par 54 voix contre 63. Mitterrand est déjugé...

Le congrès de Rennes, en 1990, n'est que la revanche de cet affrontement de 1988. Les déchirures ne sont pas refermées, ni les différends apaisés ; le rapport de force a à peine bougé. Les motions Jospin et Fabius sont à égalité quasi parfaite, juste en dessous de 29 %, Michel Rocard étant à 24 %. Tout ne sera qu'alliances provisoires et trahisons d'opérette dans la capitale bretonne. Au « TSF », « Tout sauf Fabius », succède une entente éphémère entre Fabius et Rocard. Le Premier ministre est tenté surtout de s'entendre avec Jospin, au risque de voir les ministres fabiusiens quitter son gouvernement et lui-même être chassé de Matignon par le président. Quant à Mitterrand, il considère que maintenir Mauroy à la tête du PS, c'est conforter Rocard dans ses ambitions élyséennes,



mais il veut avant tout empêcher un axe Rocard-Jospin qui détruirait Fabius et provoquerait une véritable crise de régime entre le parti majoritaire et l'Élysée.

« Je leur ai tout donné et ils détruisent tout ! L'orgueil de Jospin, la suffisance de Fabius, la mesquinerie de Rocard... » : dès le 8 octobre 1989, découvrant les motions embarquées dans la bataille du congrès, Mitterrand n'est pas avare de son mépris, selon les citations de *Verbatim* . « Il ne comprenait pas l'affrontement entre Fabius et Jospin, parce qu'il voyait dans le premier quelqu'un de son niveau, et dans le second un simple chaouche », complète Jacques Attali. En janvier 1990, il pense que les éléphants sont devenus « des escargots », qu'il faut laisser « dégorger » avant qu'ils ne se résignent ou se rallient à Fabius. Mais au début de mars, il a compris que Fabius va perdre. Le 21 mars, une fois Mauroy reconduit, il laisse éclater sa colère devant Jacques Attali : « Il fallait élire Fabius. C'était la seule façon de rénover ce parti. Ils ne l'ont pas voulu. Ils vont perdre les élections. Je m'en fiche. Je ne peux les sauver malgré eux. » Visionnaire, à trois ans du désastre législatif de 1993... Le 4 avril, il confie à des journalistes son bilan du congrès de Rennes, frappant de lucidité : « Au PS, ils ne se parlent plus. Il n'y a plus qu'une union sacrée : autour de ma succession. Tous la préparent. C'est désormais leur seul ciment. Après Rennes, les socialistes n'ont plus obéi à personne, ni à Mauroy, ni à moi. » Mitterrand voit tout ce qui va se passer, mais il sous-estime la violence de ce qui attend sa famille politique et sa propre personne.

L'avenir se niche parfois avec ironie dans les replis du présent. Le 19 mars 1990, au lendemain du funeste congrès de Rennes, alors qu'aucune solution n'a été trouvée et qu'il multiplie les coups de téléphone d'apaisement et d'influence, François Mitterrand s'interrompt pour un déjeuner, qu'il n'a pas voulu remettre malgré

l'actualité, en compagnie de deux de ses anciens conseillers, députés depuis 1988. Il s'agit de Ségolène Royal, qui sera candidate à la présidence de la République en 2007, et de François Hollande, qui sera chef de l'État de 2012 à 2017...

## **1994 : l'affaire Bousquet, ou la curée des anti-mitterrandiens**

La lumière est brûlante sur le nouveau port de La Rochelle. Les fils des voiliers amarrés cliquettent dans l'abri en attendant la marée. Quelques socialistes encore jeunes s'avancent en souriant, bronzés et audacieux, vers les journalistes. Ce 2 septembre 1994, l'université d'été du parti socialiste garde un pied en vacances et pousse de l'autre la porte d'une saison politique historique : la fin du second septennat de François Mitterrand, le début de la campagne pour la présidentielle de 1995 – et chacun, au PS, attend que Jacques Delors se porte candidat. Journée des dupes, la première d'un long agenda de tromperies, qui passera par le congrès de Liévin, en novembre, et par l'organisation de la primaire réservée aux militants, le 3 février 1995. Mais le 2 septembre 1994, quand on le regarde dans le rétroviseur désempu de l'histoire, est le début concomitant, l'une n'allant pas sans l'autre, de l'aventure élyséenne de Lionel Jospin et de l'agonie politique de François Mitterrand. Le premier lance son ascension grâce au déclin du second. Cela s'appelle tuer le père.

Depuis quelques heures, médias et élus ne parlent que de lui : Pierre Péan. Et de l'ouvrage qu'il s'appête à publier chez Fayard, *Une jeunesse française*, longue enquête consacrée aux premiers engagements idéologiques de François Mitterrand, entre 1934 et

1947. Les « bonnes feuilles » circulent, on se passionne pour le passage du futur dirigeant socialiste au sein de la haute administration de Vichy, période emplies d'ombres qui embrasse 1942 et 1943, pour la poignée de mains échangée avec le maréchal Pétain, pour la francisque dont on a honoré ce jeune fonctionnaire dévoué aux prisonniers de guerre, et surtout pour sa longue amitié, plus tard, avec René Bousquet, secrétaire général de la police du gouvernement de Collaboration et grand organisateur de la rafle du Vel' d'Hiv en juillet 1942.

Le travail de Pierre Péan est de longue haleine. Plusieurs années plus tôt, il a demandé un rendez-vous au président, avec un argument transmis par un proche collaborateur : « Il dit que vous avez passé dix-huit mois au service de Vichy, et non cinq semaines comme vous l'affirmez depuis toujours. » Face à la requête, Mitterrand ne cille pas et décide de recevoir le journaliste... La machine est en marche.

Cet après-midi de fin d'été 1994, Pierre Moscovici s'avance devant les caméras de France 2 et porte la première et plus terrible estocade, exprimant sa révolte « en tant que socialiste, en tant que Français, en tant que juif ». La foudre déchire le ciel bleu. Aussitôt, la petite rade de La Rochelle entre en ébullition et la régates des ambitions cède la place à une terrible bataille navale entre les défenseurs du président de la République et ceux qui exercent ce que Lionel Jospin appellera en février 1995, pour lancer sa campagne de candidat à l'Élysée, « le droit d'inventaire ».

Moscovici n'a pas improvisé son attaque. Déjà, en 1992, année du cinquantenaire de la rafle du Vel' d'Hiv, il s'est ému du dépôt d'une gerbe, chaque 11 novembre, sur la tombe du maréchal Pétain, à l'île d'Yeu, au nom du président de la République ; devant la polémique, Mitterrand décide de ne plus faire fleurir ensuite que

l'ossuaire de Douaumont. Le vieux socialiste sait qu'il n'a pas, en la personne de ce fringant technocrate, un thuriféraire. Le 30 juin 1994, il le croise sur le toit terrasse de l'Institut du monde arabe : ce jour-là, Lionel Jospin y célèbre son mariage avec Sylviane Agacinski. Alors que le futur Premier ministre, dont il est l'un des partisans sans être encore son intime, le présente au président, Moscovici entend Mitterrand cingler : « Je sais qui est monsieur Moscovici. Tous ces jeunes talents, nous n'avons rien à attendre d'eux. » « Mosco », du haut de ses trente-six ans, réplique. « Jospin m'a dit plus tard que je ressemblais à "un jeune bouc se défendant avec ses petites cornes contre un boa". »

Dans le train qui le mène à La Rochelle en 1994, Pierre Moscovici dévore le livre de Pierre Péan. « Je n'y apprend pas grand-chose, confie-t-il. Surtout pas l'affaire de la francisque, que je connaissais depuis les années soixante-dix. Soudain, une série de phrases éveillent en moi quelque chose d'intime : Mitterrand avoue avoir éprouvé de la sympathie pour René Bousquet, il regrette de ne pas avoir pu le voir depuis le début de l'affaire, en 1986, et précise que cette rupture de leurs relations n'est pas à considérer comme une condamnation morale, mais comme une simple impossibilité due aux circonstances et à sa position de président de la République vis-à-vis d'un homme auquel la Justice demande des explications. Il y a aussi des pages sur l'enterrement de Jean-Paul Martin<sup>5</sup>. » Collabo zélé, Martin, qui dirige le cabinet de Bousquet en 1942, devient directeur adjoint de celui de Mitterrand au ministère de l'Intérieur en 1954. Lors de ses obsèques, en décembre 1986, François Mitterrand fait enlever le drapeau noir qui recouvre le cercueil pour le remplacer par un drapeau tricolore... « Mon père, Serge, était dans un camp de travail en Roumanie pendant la Seconde Guerre mondiale, tandis que ma mère, qui a sans doute porté l'étoile

jaune, a été cachée par des Justes en Lozère. Ces révélations et ce mot de “sympathie” me bouleversent. Secoué, je me confie à des journalistes dans la voiture-bar et, déjà, je m’énerve. Roland Sicard, de France 2, me demande si je suis prêt à répéter mes propos devant une caméra. J’accepte, et nous réalisons l’interview à La Rochelle. Cela met le feu aux poudres. »

Les socialistes se séparent rapidement en deux camps. Pierre Moscovici peut compter sur le soutien immédiat de Jean-Christophe Cambadélis (« Nous sommes à cette époque deux frères d’armes »), de Jean-Marie Le Guen ou encore de Manuel Valls. Dominique Strauss-Kahn, qui n’est pas encore le mentor incontesté de cette jeune équipe, exprime aussi son accord. Proches idéologiquement, tous sont entraînés alors dans une dispersion politique. En effet, quelques semaines plus tôt, l’aventure Rocard a volé en éclats. Ayant conquis la direction du parti à la hussarde, au détriment de Laurent Fabius, au lendemain des législatives désastreuses de 1993, l’ancien Premier ministre s’est fracassé en juin 1994 sur le mur des élections européennes, victime du succès de la liste qu’a menée Bernard Tapie, fort de l’assentiment, et même de l’approbation active, de François Mitterrand. C’est le congrès de Metz, en fait, qui s’achève lors des européennes de 1994, quinze ans plus tard... Michel Rocard, qui se place en congé de parti en espérant sauver d’ultimes espoirs de candidature présidentielle, ne se relèvera pas du désastre de juin. Le parti socialiste doit se donner un nouveau premier secrétaire dès le 19 juin : deux jospinistes s’affrontent, Henri Emmanuelli et Dominique Strauss-Kahn – ce dernier a le vote de Pierre Moscovici, mais il est largement battu. À la fracture fabiusiens contre jospinistes s’ajoutent donc la divergence entre pro-DSK et soutiens d’Emmanuelli, puis le violent litige qui, à l’automne, sépare les défenseurs et les accusateurs de Mitterrand.

« Beaucoup de proches de Pierre Mauroy me soutiennent, tel Jean Le Garrec, se souvient Pierre Moscovici. En revanche, Paul Quilès (fabiusien) et Jean Glavany (mitterrandiste) sont d'emblée furieux et demandent mon exclusion du parti socialiste. Louis Mexandeau a cette phrase qui se passe de commentaire : "On peut comprendre pour Moscovici, pas pour les autres..." » La Mitterrandie se mobilise pour porter secours au vieux monarque dont on attaque la réputation. François Hollande et surtout Ségolène Royal prêtent main-forte. Pierre Moscovici découvrira plus tard, sous la plume de Laure Adler, que Mitterrand parlait alors de Jean-Marie Le Guen et de lui comme du « déshonneur du parti socialiste ». La stratégie des pro-Mitterrand est simple, elle est mise en forme par le très discret et très influent patron de la fédération du Pas-de-Calais, Daniel Percheron. On sait depuis Georges Clemenceau, protestant en janvier 1891 contre *Thermidor*, la pièce de Victorien Sardou, que « la Révolution est un bloc » ; de même, exprime Percheron, la République, le socialisme et François Mitterrand sont des blocs. Ce dernier doit donc être pris en bloc, il n'y a pas à faire d'inventaire. Argumentation anachronique, archaïque et fragile, qui ne tient pas face aux exigences de vérité historique.

La situation du président socialiste s'aggrave le 9 septembre 1994. *Le Monde* publie ce jour-là un article signé par ses spécialistes de la santé, qui s'interroge sur l'état physiologique de François Mitterrand et sur sa capacité à aller au bout de son mandat, au printemps suivant. Nourrie par les proches d'Édouard Balladur, alors Premier ministre de cohabitation et candidat aussi putatif que potentiel à la présidence de la République, l'enquête profite aussi des divisions de la gauche et de la curée anti-Mitterrand. Le 12 septembre, le président, acculé, est obligé d'accorder une longue interview télévisée à Jean-Pierre Elkabbach. Manœuvre à la

Volpone exécutée avec un teint de cire et des regards de bête traquée, qui ne cède rien mais cherche à apitoyer plus qu'à convaincre. Justifiant sa longue fréquentation de Bousquet par l'acquittement obtenu à la Libération, il fait mine de ne pas comprendre les soudaines exigences de justice rétroactive qui traversent l'opinion ; ou, pire, les comprend et les désapprouve. Le même homme, le 17 mai 1995, prenant son ultime petit déjeuner à l'Élysée avec Jean d'Ormesson, lui glisse la phrase terrible que l'écrivain écrira quatre ans plus tard dans *Le Rapport Gabriel* <sup>6</sup> , après l'avoir confiée à un journaliste dès octobre 1996 : « Vous constatez là, me dit-il, l'influence puissante et nocive du lobby juif en France. »

Quelles que soient les positions, personne n'est dupe : c'est la présidentielle de mai 1995 qui se joue dans cette polémique, et puisque la gauche a peu de chances de l'emporter après quatorze ans de présence de François Mitterrand à l'Élysée, c'est l'emprise sur le parti socialiste qui est le véritable objectif. En fait, l'élection présidentielle va trancher la querelle que le congrès de Rennes n'a pas su régler, et que le chaos politique traversé depuis les législatives désastreuses de 1993 a aggravée. Un homme, réduit à néant ou presque par son échec à la députation seize mois plus tôt, effectue son retour grâce à l'affaire Bousquet : il s'agit du simple conseiller général de Cintegabelle, en Haute-Garonne, Lionel Jospin...

Cette résurrection se déroule en deux temps. Le premier est la rédaction d'une « contribution » au prochain congrès du parti, prévu en novembre 1994 à Liévin, dans le Pas-de-Calais. Publiée dans l'indifférence générale, noyée au milieu des écrits militants, elle n'a aucune portée politique évidente, puisqu'il ne s'agit pas d'une motion soumise au vote des membres du parti pour peser dans les

instances et les orientations du PS. Pourtant, elle contient la plupart des idées que Lionel Jospin développera dans sa campagne pour la primaire, six mois plus tard, puis lors de la présidentielle, et qu'il appliquera au pouvoir quand les législatives provoquées par la dissolution du 21 avril 1997 le propulseront à Matignon.

Le second temps du retour de Jospin dans la course, c'est « l'affaire ». Quand Pierre Moscovici lance la polémique, il s'est un peu éloigné de Lionel Jospin. Trésorier de Michel Rocard quand ce dernier a pris la tête du PS, il soutient ensuite le battu, DSK, dans la guéguerre de succession qui divise les jospinistes – et à laquelle Jospin lui-même ne se mêle pas. « Nous nous parlons, je suis son ami, mais je ne suis pas alors dans le cœur du réacteur jospiniste », confirme Pierre Moscovici. « Je ne pourrai plus travailler avec ce type », glisse-t-il même au congrès de Liévin le 19 novembre 1994, pendant que son ancien mentor s'exprime à la tribune, dans l'indifférence générale – moins de trois mois plus tard, il devient le trésorier de sa campagne présidentielle... À la fin de l'été, alors que l'assaut est donné par nombre de ses disciples contre le président socialiste, Jospin se tait d'abord. « Il est embarrassé, explique Moscovici. Il m'approuve sur le fond, mais l'angle d'attaque le gêne. Il ne veut pas apparaître en éclaireur sur ce qu'il appellera le "droit d'inventaire", mais il est au fond d'accord avec moi. Il laisse passer une semaine, il pèse le pour et le contre, il voit que ça l'arrange et que ça l'embarrasse à la fois<sup>7</sup>. »

Le 10 septembre 1994, Lionel Jospin se livre au *Point*. Recevant le journaliste à son domicile de la rue du Regard, à deux pas de Saint-Germain-des-Prés, il s'assoit sur son canapé, devant une sculpture en terre cuite d'une grande finesse signée Jeanclos, puis étale devant lui de nombreux feuillets couverts de notes. Il entame l'interview d'un étrange préalable : « Je vous demande de ne pas



faire état de mon appartenance à la confession protestante. » Démarche incongrue, mais limpide : il ne veut pas, en affichant une identité religieuse, se mêler du débat autour de l'antisémitisme, il ne veut pas sembler jouer les supplétifs de tous ceux qui s'émeuvent, au nom de leur judaïsme, du passé de Mitterrand. Sa position sera politique, uniquement politique. Puis il délivre, ciselée mot à mot, la phrase par laquelle il va quitter celui qu'il a servi tant d'années durant, celui dont il a été le *sabra* dans la conquête du pouvoir, celui qui lui a transmis la direction du PS en 1981 et qui a fait de lui le numéro 2 du gouvernement en 1988 : « On voudrait rêver d'un itinéraire plus simple et plus clair pour celui qui fut le leader de la gauche française des années 1970 et 1980 [...]. Ce que je ne peux comprendre, c'est le maintien, jusque dans les années 1980, de liens avec des personnages comme Bousquet. » Par la seconde phrase, il rejoint la ligne Moscovici et rompt avec la théorie du « bloc » développée par les mitterrandistes ; par la première, il indique que le président n'est pas le leader de la gauche pour les années 1990, et donc que la place est libre. Le père est tué, blessé au moins – il sera achevé par le « droit d'inventaire » quelques mois plus tard.

Lionel Jospin a trahi François Mitterrand. Et il a eu raison. Sa seule chance d'exister, de réaliser un score lors de la présidentielle et de poser les bases d'un nouveau PS, d'une nouvelle gauche, c'est de prendre ses distances avec François Mitterrand, d'incarner la rupture. Quelques jours plus tard, le 12 septembre, Jean-Pierre Elkabbach dépeint le phénomène devant le président déclinant, en direct à la télévision : « Et qu'est-ce que vous dites à ceux qui parlent aujourd'hui de rompre avec le mitterrandisme, de la nécessité de rupture avec le mitterrandisme ? "Il faut démitterrandiser" : on ne le dit pas encore, mais cela ne va pas

tarder. » Mitterrand répond sans répondre, comme il sait si bien le faire : « Oui, on dira tout et son contraire. C'est une stratégie. On pense à mon autorité sur le parti socialiste et sur le monde socialiste, et sur des centaines de milliers, peut-être des millions, de braves gens, qui, s'ils n'ont plus voté socialiste, m'aiment bien – pardonnez-moi de le dire, même si cela vous paraît présomptueux –, à l'égard desquels j'estime avoir des devoirs, dont ce devoir d'explication que vous me facilitez ce soir. Ces gens-là, cela les ferait rire si on leur disait que je n'étais pas socialiste. » Mitterrand est peut-être encore socialiste – s'il l'a jamais été ; le parti socialiste n'est plus mitterrandien.

Mitterrand cherche à s'échapper des rets de l'affaire Bousquet. L'interview face à Elkabbach est un échec, et les critiques persistent, de plus en plus prégnantes sur l'opinion. La curée a commencé. C'est une autre parade, géniale, qui permet à Mitterrand de s'en sortir, *in extremis* mais pas indemne : le 10 novembre 1994, *Paris Match*, avec l'assentiment du chef de l'État, publie les premières photos de Mazarine avec son père, à la sortie d'un restaurant. En quelques jours, l'opinion ne voit plus en lui que le papa gâteau, l'homme privé, à la fois malade et aimant, mourant et aux multiples vies. Commence alors sa tournée des adieux, épargnée par les coups de la vie politique. Et quand il déclame à la tribune du Parlement européen, le 17 janvier 1995, que « le nationalisme, c'est la guerre », les socialistes, unanimes, l'applaudissent.

Les dirigeants du PS continuent leur parcours en ignorant désormais celui qui les a menés au pouvoir, mais en l'épargnant autant que possible. Fidèles ou félons, ils le retrouvent au matin du 8 janvier 1996, quand la France entière apprend sa mort. L'hommage de Lionel Jospin, à nouveau premier secrétaire du PS, est moins chaleureux que celui de Jacques Chirac, qui devient alors

pleinement président. Le rassemblement à la Bastille est un peu emprunté, et parmi ceux qui rendent hommage à Mitterrand à la tribune, beaucoup l'ont critiqué dix-huit mois plus tôt. Le souvenir de 1994 trouble le deuil de 1996, jette un voile d'hypocrisie sur les larmes. Mais cela n'a plus d'importance. François Mitterrand est entré dans la mort, où les traîtres et les trahis sont à égalité.

- 
- 1 . Paris, Seuil, 1996.
  - 2 . Entretien avec l'auteur.
  - 3 . Entretien avec l'auteur.
  - 4 . Paris, Seuil, 1997.
  - 5 . Entretien avec l'auteur.
  - 6 . Paris, Gallimard, 1999.
  - 7 . Entretien avec l'auteur.

# Chirac-Sarkozy, le parrain trahi et l'héritier rebelle

---

Renaud Dély

« Je sais désormais à quoi m'en tenir. » Telle est la formule sans appel avec laquelle, au soir de sa vie, Jacques Chirac clôt trois décennies de compagnonnage tumultueux avec Nicolas Sarkozy.

Chirac-Sarkozy, c'est l'une de ces aventures humaines dont raffole la droite française, une histoire de coups bas et de tapes dans le dos, de ruptures et de réconciliations, de petites mesquineries et de grands pardons, bref, la tumultueuse saga d'une filiation qui a viré à la trahison. Les deux hommes se sont croisés pour la première fois en 1975, à Nice, lors des assises de l'UDR organisées cette année-là sur la Côte d'Azur. Ils se sont quittés trente-deux ans plus tard, en mai 2007, sur le gravier de l'Élysée, lorsque l'héritier putatif devenu renégat succéda au pouvoir suprême à son aîné. Certes, parvenu au terme de son second mandat, Jacques Chirac appela officiellement à voter pour Nicolas Sarkozy. Mais avant de finir par s'y résoudre, le président sortant tenta par tous les moyens de susciter une candidature alternative à droite tant il cauchemardait à l'idée de devoir transmettre son sceptre élyséen à

celui qui l'avait si souvent défié, provoqué, contesté, et même trompé.

Longtemps, très longtemps, il rêva de céder la place à son fils préféré, « le meilleur d'entre nous », comme il le qualifia un jour de grande bonté, Alain Juppé. Mais le maire de Bordeaux fut sacrifié sur l'autel de l'affaire des emplois fictifs de la ville de Paris et empêché de tenter sa chance par une infamante condamnation judiciaire prononcée en 2004. À défaut, Jacques Chirac misa alors de toutes ses forces sur l'envol de son ex-secrétaire général de l'Élysée devenu son dernier Premier ministre, Dominique de Villepin. Au printemps 2005, il promut à Matignon le fougueux orateur qui avait porté haut le non de la France à la guerre en Irak au cœur de l'enceinte onusienne deux ans plus tôt, et il n'eut pas grand effort à faire pour le convaincre de son destin présidentiel.

Mais à force de ruades et de charges aussi héroïques que vaines, Dominique de Villepin fut englouti par la révolte de la jeunesse étudiante contre son projet de CPE et versa dans le fossé de l'impopularité. Dès lors, la mort dans l'âme, Jacques Chirac a dû se résoudre à soutenir du bout des lèvres la candidature de Nicolas Sarkozy, seul prétendant capable de garder l'Élysée dans son camp politique. Et le maire de Neuilly triompha de Ségolène Royal avec 53 % des suffrages.

Alors, ce 15 mai 2007, au moment de ces retrouvailles publiques avec cet homme qu'il avait tant couvé avant d'être trahi, le président sortant s'est bien sûr appliqué à faire bonne figure. Devant les caméras et le pays tout entier, le parrain et l'héritier rebelle ont fait assaut d'amabilités et de gestes affectueux. Ils ont oublié un instant blessures et rancœurs pour afficher une fausse complicité. Jacques Chirac a raconté dans ses *Mémoires* cette ultime entrevue publique : « Après notre passation de pouvoir, Nicolas Sarkozy me

raccompagnera jusqu'à ma voiture, dans la cour de l'Élysée, et je repartirai aussi tranquillement, si j'ose dire, que je suis arrivé douze ans auparavant. Ce départ, je ne l'ai pas ressenti comme une déchirure, ni comme un événement exceptionnel. Il m'est apparu simplement dans la nature des choses. Il y a une vie après le pouvoir<sup>1</sup> . »

Mais était-il au fond si apaisé que cela, Jacques Chirac, au moment de quitter la scène politique ? Avait-il vraiment « jeté la rancune à la rivière », pour reprendre la formule que Valéry Giscard d'Estaing avait prononcée vingt ans plus tôt, sans convaincre davantage, pour assurer qu'il ne tenait pas rigueur à Jacques Chirac de la trahison que le maire de Paris lui avait infligée en 1981 ? Il est permis d'en douter à la lecture d'un autre passage des *Mémoires* de l'ancien président de la République. Car Jacques Chirac a aussi raconté en quelques lignes sobres, humbles, mais lourdes de sens, les sentiments qu'il éprouva, quelques jours plus tôt, au soir du triomphe de Nicolas Sarkozy, en entendant la première allocution publique du nouvel élu.

« Le 6 mai 2007, Nicolas Sarkozy est élu président de la République. Nous sommes réunis à l'Élysée ce soir-là avec Bernadette, mon petit-fils Martin, ainsi que l'ensemble de mes collaborateurs, pour entendre la première déclaration du futur chef de l'État. Chacun de nous écoute avec la plus grande attention chaque phrase, chaque mot qu'il prononce, guettant secrètement le moment où il citera sans doute le nom de celui auquel il s'apprête à succéder, ou même le remerciera du soutien qu'il lui a apporté. Mais ce moment ne viendra jamais. Pour ma part, je m'abstiens de manifester la moindre réaction. Mais au fond de moi, je suis touché, et je sais désormais à quoi m'en tenir<sup>2</sup> . »

À peine entré à l'Élysée, Nicolas Sarkozy s'appliqua à marquer la rupture avec son prédécesseur. Le style, l'énergie, le ton bravache et les annonces spectaculaires, tout fut pensé par le nouvel élu pour incarner aux yeux de l'opinion un profond changement avec son aîné. Après la langueur voire l'immobilisme dans lequel le second mandat de Jacques Chirac finit par s'enliser, vint le temps des foucades et des coups de menton.

Au fond, même devenu président, l' impatient Sarkozy ne changea guère. L'homme pressé ressemblait encore trait pour trait à ce jeune homme ambitieux qui, trente-deux ans plus tôt, s'était pris de passion pour un autre homme pressé, un certain... Jacques Chirac.

## **« Tu es doué pour la politique »**

Leur première rencontre remonte donc au mois de juin 1975, à Nice. Elle tient presque du coup de foudre réciproque. Jacques Chirac a quarante-trois ans et il est Premier ministre ; Nicolas Sarkozy, tout juste vingt ans, est l'un des animateurs du mouvement de jeunes de l'UDR. Les assises du parti sont réunies pour deux jours au palais des congrès de la ville. Le dimanche 15 juin au matin, le jeune Nicolas Sarkozy doit prononcer une brève allocution qu'il a soigneusement préparée au cours de la nuit précédente. Tremblant, intimidé, mais déjà surexcité par la soif de gloire et l'attrait des *sunlights*, il patiente quelques minutes derrière la tribune. Jacques Chirac déboule à grandes enjambées. Le jeune Sarkozy l'observe, subjugué par son énergie et son charisme. Chirac doit distribuer la parole aux intervenants qui se succèdent. Il sort une petite fiche

cartonnée de sa poche et se tourne vers le jeune homme :  
« Sarkozy, c'est toi ?

– Oui.

– Écoute, moi, je te donne la parole deux minutes, au bout de deux minutes, je te coupe le micro. T'as compris, mon petit ? » Le jeune homme acquiesce et Jacques Chirac lance à la foule : « La parole est à Nicolas Sarkozy. » L'intéressé s'avance à la tribune et prononce ses premiers mots en public, aveuglé par les projecteurs. Il dépasse allègrement son temps de parole, squatte le micro pendant près d'un quart d'heure et lâche au passage sa première apostrophe restée célèbre : « Être gaulliste, c'est être révolutionnaire ! »

Jacques Chirac déguste, en connaisseur, le numéro du jeune homme. Il est étonné par son culot. Il contemple, ébahi, le tableau que lui offre la tribune et croit percevoir comme un portrait de Dorian Gray. Le miroir lui renvoie l'image d'un double, une sorte de petit frère qui serait aussi un jumeau. Il croit se revoir près de dix ans plus tôt lorsque, jeune loup aux dents longues et déjà aiguës, il avait été envoyé par Georges Pompidou avec quelques-uns de ses semblables à l'assaut de terres rurales corréziennes détenues par la gauche.

« En juillet 1975, pour la première fois, Jacques Chirac m'a reçu en tête-à-tête. Il m'a dit : "Tu es doué pour la politique. Viens avec moi"<sup>3</sup> », a raconté Sarkozy pour résumer la rencontre. Une version corroborée par le récit de Jacques Chirac : « Je l'avais remarqué à l'occasion d'un de nos meetings, au milieu des années soixante-dix. Ayant demandé à prendre la parole pendant quelques minutes, en tant que délégué départemental des jeunes gaullistes des Hauts-de-Seine, il s'était exprimé avec brio pendant plus d'un quart d'heure. Il avait à peine vingt ans et faisait preuve d'un tempérament politique prometteur. Je lui demandai de venir travailler à mes côtés, ce qu'il



fit aussitôt, prenant part efficacement à toutes mes campagnes, avec cette volonté qui ne l'a pas quitté, de se rendre indispensable, d'être toujours là, nerveux, empressé, avide d'agir et se distinguant par un sens indéniable de la communication<sup>4</sup>. »

Dès lors, ce nouveau couple politique va connaître une véritable idylle sans nuages dix-huit ans durant. C'est que la hiérarchie entre les deux hommes est alors clairement établie : pas l'ombre d'une rivalité embryonnaire, ni même d'un simple malentendu n'est envisageable. Le cadet se consacre nuit et jour, sans jamais mesurer sa peine, à la carrière de son aîné. « Ce qui nous intéresse, c'est d'aider Jacques Chirac à assumer pleinement le destin qui est le sien et qui est grand », assure-t-il par exemple en 1978, lors d'un de ses premiers passages télévisés.

Dès 1980, Nicolas Sarkozy s'impose à la tête du comité de soutien des jeunes RPR à la candidature présidentielle du maire de Paris. En avril 1981, Jacques Chirac est éliminé dès le premier tour, mais il a séduit et progressé au fil d'une campagne énergique et il récolte un score honorable de 17 % des suffrages. Surtout, son travail de sape a eu raison de Valéry Giscard d'Estaing. Le maire de Paris a largement contribué à la défaite du président sortant et facilité la victoire de François Mitterrand. Dès lors, le président du RPR s'impose en principal leader de l'opposition. Convaincu du destin élyséen de son héros, Nicolas Sarkozy se dévoue plus encore à son ascension. Jacques Chirac se barricade dans sa forteresse de l'hôtel de ville de Paris dont il fait une place forte pour partir à la conquête du palais présidentiel. Tel un de ces mamelouks qui dormaient sur le seuil de la chambre de Napoléon, le jeune Sarkozy s'en va camper aux portes de la capitale en arrachant, en 1983, la mairie de Neuilly (Hauts-de-Seine) au nez et à la barbe d'un autre lieutenant de la Chiraquie, Charles Pasqua. Patron du RPR,

Jacques Chirac a laissé faire. Il est même bluffé par le toupet du jeune homme. Même énergie, même audace, même pragmatisme qui confine au cynisme, et surtout, même capacité à éliminer sans état d'âme ses propres compagnons devenus rivaux pour mieux tailler sa route, les deux ambitieux se ressemblent en tous points, le benjamin s'applique à singer son aîné.

En 1988, au terme de deux années pénibles d'une cohabitation avec François Mitterrand qui a tourné à la torture, Jacques Chirac s'incline une seconde fois à la présidentielle. Certes, il a atteint le second tour, mais il est humilié par Mitterrand largement réélu avec plus de 54 % de voix. « Les Français n'aiment pas mon mari », grince Bernadette Chirac. Le patron du RPR est lesté d'une sévère image de *looser*. Nombre de barons de la droite prennent leurs distances. Pas Nicolas Sarkozy. Au contraire, le nouveau député des Hauts-de-Seine se rapproche un peu plus du patron du RPR. Aux côtés d'un Jacques Chirac un temps déprimé, il se rend un peu plus indispensable. À trente-trois ans tout juste, Nicolas Sarkozy devient la caution jeune du maire de Paris qui en accuse déjà cinquante-six. L'année suivante, au printemps 1989, il l'aide à torpiller l'expédition des « rénovateurs de la droite », ces douze jeunes élus qui tentent de dynamiter les états-majors du RPR et de l'UDF pour monter leur propre liste aux élections européennes. En février 1990, lors des assises du RPR, il soutient encore Jacques Chirac pour repousser les assauts du duo Pasqua-Séguin qui fait cause commune pour contester son *leadership* au nom de la résurrection d'un gaullisme social et souverainiste. En 1992, enfin, lorsque le RPR se scinde en deux camps, entre partisans et adversaires du traité de Maastricht, Nicolas Sarkozy se range sans hésiter derrière Jacques Chirac pour mener une campagne résolue en faveur de l'approbation du référendum sur le traité européen.

Mais l'intimité entre Nicolas Sarkozy et son mentor ne se limite pas au seul cercle politique. Le jeune homme prometteur est régulièrement invité à dîner chez les Chirac. Bernadette tombe à son tour sous le charme. Et Jacques Chirac lui confie la charge de celle qui lui est la plus chère, sa fille Claude. En 1990, le maire de Paris intègre sa fille cadette à son cabinet. Il lui confie d'abord la charge de ses déplacements. Puis il l'incite à s'initier à la communication pour l'aider à peaufiner son image. La jeune femme n'y connaît rien ? Peu importe. Jacques Chirac lui adjoint deux précepteurs pour lui apprendre les ficelles du métier, son ami le publicitaire Jean-Michel Goudard, et surtout, donc, l'étoile montante du RPR, ce fils qu'il n'a pas eu mais qui aurait pu avoir les traits de ce jeune homme sautillant, Nicolas Sarkozy. Le maire de Neuilly s'acquitte de sa tâche avec un zèle et une application qui forcent le respect. De sept ans son aîné, il prend la jeune femme sous son aile et devint son Pygmalion. Claude et Nicolas ne se quittent plus. Leur proximité est telle que, dans les couloirs du siège du RPR, rue de Lille, comme dans ceux de l'hôtel de ville de Paris, les mauvaises langues jasant et leur prêtent une liaison. La rumeur perdurera si longtemps que Claude Chirac se sentira obligée de démentir officiellement, près de vingt ans plus tard, en affirmant : « Je n'ai jamais été la maîtresse de Nicolas Sarkozy<sup>5</sup> . »

Entre le père et son disciple, en revanche, la longue lune de miel n'en finit pas. Dix-huit ans d'une longue complicité, politique, intime, et quasi familiale, dix-huit ans d'un dévouement admirable du jeune pour l'aîné, du petit pour le grand, dix-huit ans d'harmonie qui s'effondrent par la faute de l'irruption... d'un autre homme. L'héritier se trouve un nouveau maître, plus fort, plus séduisant, plus prometteur, Édouard Balladur. Sans état d'âme ni hésitation, Nicolas Sarkozy lâche aussi sec son « père » en politique, Jacques Chirac,

pour rallier le panache de ce nouveau héros qui semble promis à la victoire suprême à la présidentielle de 1995.

## « Chirac est mort »

La rupture est officialisée un jour de novembre 1993. Cela fait alors plusieurs semaines que Nicolas Sarkozy sèche les réunions de la cellule présidentielle de Jacques Chirac qui, installée au 174 boulevard Saint-Germain, est censée mettre le maire de Paris en orbite pour l'élection présidentielle de 1995. Il ne le rappelle plus non plus lorsque le maire de Paris cherche à le joindre. Jacques Chirac s'en inquiète.

Le 24 octobre, interrogé dans la presse sur le recul qu'il prend par rapport à la cellule présidentielle du candidat Chirac, Nicolas Sarkozy explique qu'il entend appliquer à la lettre la consigne du Premier ministre Édouard Balladur, c'est-à-dire se consacrer exclusivement à la gestion du pays sans se soucier de l'échéance présidentielle de 1995.

Un mois plus tard, à l'issue d'une réunion du bureau politique du RPR, rue de Lille, il sollicite un entretien en tête-à-tête avec Jacques Chirac qui en a rapporté le contenu : « "J'ai l'intention [...] de soutenir Balladur s'il est candidat à l'élection présidentielle.

– C'est très bien, lui dis-je, mais pourquoi viens-tu me dire cela ?

– Je suis un politique, me répond-il, je fais de la politique et il est évident que Balladur sera élu. Donc j'ai décidé de le soutenir." Je ne cherche pas à l'en dissuader, poursuit Jacques Chirac, lui recommandant tout au plus de ne pas mettre "tous les œufs dans le même panier". Je lui confirme, avant de nous séparer, que je serai candidat quoi qu'il arrive<sup>6</sup> . »

Jacques Chirac encaisse le choc. « Cette première défection ne me laisse pas indifférent. Nicolas Sarkozy est à mes yeux bien plus qu'un simple collaborateur », confie-t-il, soulignant à quel point, depuis leur première rencontre jusqu'à cette rupture de 1993, « la ferveur et l'enthousiasme de Nicolas Sarkozy ne [lui] feront pas défaut, même s'il s'agace parfois, désireux d'exister par lui-même, de ne pouvoir exercer sur [lui] une influence exclusive<sup>7</sup> ».

Voilà en tout cas que la menace Balladur prend forme.

Car huit mois plus tôt, Jacques Chirac a laissé son « ami de trente ans » s'installer à Matignon au lendemain de la victoire écrasante du RPR et de l'UDF aux législatives de mars 1993. Un pacte de loyauté est supposé les unir : « À Édouard la conduite du gouvernement durant deux ans, à Jacques une nouvelle candidature à l'Élysée en 1995 ! » Seulement Édouard Balladur a tôt fait de se prendre au jeu. Il jouit d'un état de grâce durable. Et se laisse enivrer par sa popularité. Tout, ou presque, lui réussit. La machine gouvernementale tourne à plein régime. Et le Premier ministre s'appuie sur un duo de jeunes Nicolas ambitieux, Bazire, son directeur de cabinet, et Sarkozy, qu'il a fait porte-parole du gouvernement et ministre du Budget. Sarkozy tombe sous le charme onctueux du balladurisme. La sérénité du Premier ministre lui semble tellement apaisante après près de deux décennies d'agitation et de fébrilité chiraquienne, son professionnalisme l'épate, lui qui s'est souvent agacé de l'amateurisme et des tête-à-queue de son ex-mentor corrézien.

Foin d'état d'âme, Nicolas Sarkozy passe donc d'une famille à l'autre, de son parrain naturel à un « père » adoptif, sans hésitation. L'enfant chéri de la Chiraquie, si brillant, si pressé, rallie Édouard Balladur au nom de l'efficacité. Il est convaincu que, cette fois, il choisit le bon cheval. Il n'est d'ailleurs qu'un pionnier, le premier de

cordée de la diaspora chiraquienne qui lâche son chef historique pour rallier le panache grisonnant et la voix chevrotante du nouveau favori de la course élyséenne. Charles Pasqua, François Fillon, Patrick Devedjian, Dominique Perben et tant d'autres suivront.

Dès lors, la filiation se transforme en trahison et l'amitié en haine, viscérale, implacable. Tout au long de la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy est, comme toujours, l'un des plus zélés serviteurs de son nouveau champion. Là aussi, il cherche à se rendre indispensable. Il rêve, déjà, d'être nommé à Matignon en cas de victoire d'Édouard Balladur. Il ne ménage donc pas sa peine pour servir son héros... et enfoncer celui qu'il chérissait encore hier. « L'électroencéphalogramme chiraquien est plat. Ce n'est plus l'Hôtel de Ville, c'est l'antichambre de la mort », balance-t-il entre autres joyeusetés ajoutant, toujours plus cynique et méprisant : « Chirac est mort, il manque juste les trois dernières pelletées de terre<sup>8</sup> . »

Le règlement de comptes à droite vire au combat de boue. Le clan Chirac accuse même Nicolas Sarkozy, à l'époque ministre du Budget, d'avoir déterré un document, publié dans *Le Monde* du 21 mars 1995, selon lequel Bernadette Chirac aurait réalisé deux ans plus tôt une plus-value de près de 1,5 million de francs lors de la vente par la famille Chodron de Courcel, à laquelle elle appartient, le 20 janvier 1993, de 103 hectares de terrains situés à Vigneux-sur-Seine (Essonne) pour un total de 63,5 millions de francs. L'acheteur, la Société d'aménagement de Port-Courcel créée pour la circonstance, aurait revendu l'après-midi même sa nouvelle acquisition au Port autonome de Paris (PAP, établissement public sous la tutelle de l'État), cette fois au prix de... 83 millions de francs. Et la plus-value empochée par Bernadette Chirac aurait correspondu à la quote-part de la vente réalisée par les trente-trois membres de

l'indivision Chodron de Courcel. L'affaire se dégonfle rapidement, mais la famille Chirac restera à jamais convaincue que cette boule puante avait pour auteur Nicolas Sarkozy !

À mesure que la campagne avance, Édouard Balladur se révèle un bien piètre candidat, manquant d'audace et d'énergie, tandis que Jacques Chirac regagne du terrain en entonnant de tonitruants accents de gauche pour pourfendre la « fracture sociale ».

Et le 23 avril 1995, Édouard Balladur est finalement éliminé dès le premier tour. Le chef du gouvernement n'obtient que 18,6 % des voix contre 20,8 % pour Jacques Chirac et 23 % pour Lionel Jospin qui se positionne en tête à la surprise générale. Deux semaines plus tard, le 7 mai 1995, à sa troisième tentative, Jacques Chirac entre enfin à l'Élysée après avoir recueilli 52,6 % des suffrages.

## **« Trop de zones d'ombre »**

Adieu veaux, vaches, cochons et... Matignon. Pour Nicolas Sarkozy, tout s'écroule. Le traître est hué, conspué, humilié par les troupes du RPR, et enfin banni. Voici venu le temps des « mines de sel », comme dit Chirac. Le maire de Neuilly entame une traversée du désert. Deux ans durant, il disparaît de la scène politique nationale. La dissolution ratée de l'Assemblée nationale en 1997 lui redonne de l'air, comme à tous les balladuriens pestiférés. Ils retrouvent un semblant d'écho au sein d'une droite traumatisée par cet échec inattendu. Alain Juppé doit céder en même temps Matignon et la tête du RPR. Le parti s'émancipe un peu de la tutelle du président qu'il juge coupable d'une folle erreur stratégique les ayant mené à l'abattoir au fond des urnes, par la faute du secrétaire général de l'Élysée, Dominique de Villepin. Philippe Séguin

s'empare des rênes du parti et appelle à ses côtés Nicolas Sarkozy comme secrétaire général du mouvement.

Une fois encore, le maire de Neuilly s'active, s'agite, se mobilise. Philippe Séguin, lui, traîne ses bleus à l'âme, se plaint des coups bas venus de l'Élysée, et finit par claquer la porte un jour de coup de sang, un de plus, en pleine campagne des élections européennes de 1999. Nicolas Sarkozy le remplace au pied levé en tête de liste et... subit une raclée historique. Le 13 juin 1999, la liste RPR-DL ne recueille que 12 % des suffrages. Écrasée par le PS conduit par François Hollande (22 %), elle est même supplantée par le tandem Pasqua-Villiers qui obtient 13 % des voix. Le 14 septembre 1999, Jacques Chirac reçoit Nicolas Sarkozy à l'Élysée. Il le convainc de renoncer à se présenter à la présidence du RPR, vacante depuis la démission de Philippe Séguin.

Le chef de l'État l'incite à se préserver pour mieux préparer la suite, à savoir l'après-présidentielle de 2002. Nicolas Sarkozy croit percevoir la promesse d'un bel avenir politique et il se plie à l'injonction présidentielle. « J'ai choisi de faire confiance à Jacques Chirac... », glisse-t-il en quittant l'Élysée. Il arbore un petit sourire en coin. Comme si au fond de lui, il ne croyait pas vraiment lui-même aux fausses promesses qu'il écoute de la bouche de son aîné.

Deux ans et demi plus tard, Jacques Chirac est réélu à l'Élysée par la grâce du miracle du 21 avril 2002 qui a vu Jean-Marie Le Pen devancer de 200 000 voix Lionel Jospin au premier tour. Et il écarte aussi sec... l'idée de nommer Nicolas Sarkozy à Matignon. Le maire de Neuilly avait pourtant su se rendre indispensable durant la campagne présidentielle. Il avait commencé à broser sa légende auprès des médias, il s'était poussé du col au point de tenter de faire croire que c'était grâce à son aide que Jacques Chirac avait réussi à



rempiler pour un second bail élyséen, et cette offensive n'avait pas échappé au président fraîchement réélu pour un second mandat.

Au printemps 2002, « Nicolas Sarkozy paraît le mieux préparé à occuper cette fonction, confesse le chef de l'État, ne serait-ce que parce qu'il en est lui-même convaincu au point, comme je l'apprendrai incidemment, d'avoir déjà entrepris de composer son cabinet ministériel. Je ne mésestime pas ses qualités : sa force de travail, son énergie, son sens tactique, ses talents médiatiques, qui font de lui, à mes yeux, l'un des hommes politiques les plus doués de sa génération. Son expérience gouvernementale, son dynamisme, son insatiable appétit d'action plaident aussi en sa faveur<sup>9</sup> . »

Mais rien n'y fait. Le président ne peut se résoudre à en faire son Premier ministre et à lui confier la charge du gouvernement qui, selon l'article 20 de la Constitution, « détermine et conduit la politique de la nation ». Tout bonnement parce qu'il n'a pas confiance.

« Le fait est que j'ai besoin d'un Premier ministre avec lequel je me sente en complète harmonie et sur lequel je puisse m'appuyer en toute confiance, écrit-il dans ses *Mémoires* . La confiance ne se décrète pas mais c'est une nécessité impérative. Or il subsiste trop de zones d'ombre et de malentendus entre Nicolas Sarkozy et moi pour que ces conditions soient pleinement remplies<sup>10</sup> . »

Alors Jacques Chirac tente bien de justifier sa décision par des considérations politiques en appuyant sur les divergences politiques qui opposeraient les deux hommes. « J'ajoute, et c'est le plus important, poursuit-il, que nous ne partageons probablement pas la même vision de la France [...]. Il est atlantiste, je ne le suis pas. Il est beaucoup plus libéral que moi sur le plan économique. Il est pour la discrimination positive et j'y suis radicalement opposé. » Sans

doute. Il n'empêche que c'est bien la défiance que lui inspire Nicolas Sarkozy depuis la trahison balladurienne qui a fait renoncer le président réélu à le nommer à Matignon. Le maire de Neuilly en rêvait. Il avait travaillé d'arrache-pied pour être digne d'une telle promotion et... pour éliminer tout rival à droite. Et Jacques Chirac avait pris soin d'entretenir l'ambiguïté tout au long de la campagne présidentielle, lui laissant miroiter une éventuelle nomination pour mieux s'attacher ses services.

Mais le « risque », confie le président, eût été de se « trouver très vite confronté à un chef de gouvernement prompt à affirmer son autonomie, voire à [me] disputer [mes] propres prérogatives, sans s'interdire de briguer [ma] succession ». C'est donc bien une affaire d'ambitions rivales, de tempéraments inconciliables, une opposition de styles, un divorce entre deux hommes que tout unissait et qui ne se supportent plus qui ferme les portes de Matignon à Nicolas Sarkozy, et qui ne les lui ouvrira pas davantage en 2004 puis en 2005, lorsque Jacques Chirac envisagera puis se résoudra à changer de Premier ministre.

## **« Je décide, il exécute »**

En mai 2002, pour ce qui s'annonce comme le dernier chapitre de sa longue vie politique, le chef de l'État choisit donc de soigner son confort. Il bombarde à Matignon le président de la région Poitou-Charentes, Jean-Pierre Raffarin. Un notable sans charisme, un hobereau de province fade, si fade, aux yeux du virevoltant Sarkozy qui tente de noyer son dépit en surnommant ce rival qui lui est passé sous le nez... « Raffa-rien » ! En lot de consolation, Jacques Chirac le nomme tout de même au ministère de l'Intérieur où le nouveau

locataire de Beauvau gagne vite à force d'activisme tous azimuts le surnom de « speedy Sarko ». Ivre de rage d'avoir été ainsi floué, surtout au profit d'un élu qu'il méprise, Nicolas Sarkozy se sent humilié, victime d'une injustice qu'il ne parvient pas à digérer. Il n'a dès lors pas de mots assez durs ni de comparaisons assez cruelles pour brocarder, à coups de confidences dans la presse, ce Chirac mollasson, faible et immobile, « vieilli, usé, fatigué », avait lâché Lionel Jospin en février 2002, au cours de la campagne présidentielle.

Dans le même temps, il s'acquitte à sa tâche de « premier flic de France » avec zèle, arpente les quatre coins du pays, cultive sa popularité dans les commissariats et soigne son profil sécuritaire qui fait grimper sa cote de popularité parmi les sympathisants de droite. À mesure que le second mandat de Jacques Chirac sombre dans une léthargie qui lui fait repousser les réformes importantes, l'incite à ne pas prendre de risques, et lui fait tenir un discours apaisé et consensuel, Nicolas Sarkozy s'arroge le talisman de l'énergie et brandit l'étendard de la jeunesse.

Dès l'automne 2003, il lâche lors d'une grande émission politique<sup>11</sup> qui vire au « Sarko-show » une formule qui fera mouche : oui, il l'avoue sans fard, il « pense à l'Élysée le matin et pas seulement en [se] rasant ». Afficher d'une façon aussi provocante son appétit de pouvoir, clamer haut et fort son ambition suprême sans fard ni langue de bois est une attitude inédite dans la politique française. Elle contribue à sculpter le profil hors norme de Nicolas Sarkozy, celui d'un homme politique authentique et franc, quitte à être brutal, un homme qui ne prend pas de gants et dit haut et fort ce qu'il pense, sans avoir peur de choquer.

Surtout, elle constitue un défi de premier ordre à Jacques Chirac. Alors que celui-ci vient d'être réélu pour un second mandat, Nicolas

Sarkozy lui signifie déjà que son temps est compté, que son règne tire à sa fin, et qu'il va falloir qu'il songe à décamper pour lui céder la place. Déjà abîmé par les indélébiles séquelles de la trahison balladurienne, le maire de Neuilly soigne ainsi sa réputation d'Iznogoud, cet ambitieux second qui rêve d'être calife à la place du calife.

C'est aussi la première d'une longue série de provocations. À peine dans la place, ministre vedette du gouvernement Raffarin, Sarkozy devient le meilleur opposant du président Chirac. Pour l'empêcher à tout prix de se représenter en 2007, il use et abuse de confidences aux journalistes, qu'il reçoit par fournées place Beauvau, pour ringardiser le chef de l'État. « Quand on veut durer, on n'agit pas », assène-t-il par exemple en proposant de limiter à deux les mandats présidentiels. Suivez son regard...

Pour dézinguer Chirac, tout y passe. Ainsi, en janvier 2004, lors d'un voyage en Chine, le ministre de l'Intérieur rêve tout haut d'Élysée en interrogeant le président chinois Hu Jintao : « Est-ce que ça change fondamentalement d'être numéro 1 quand on a été numéro 2 ? » Surtout, il tourne en ridicule la passion de Jacques Chirac pour le sumo en lâchant aux journalistes qui l'accompagnent : « Comment peut-on être fasciné par des combats de types obèses aux chignons gominés ? Ce n'est vraiment pas un sport d'intellectuel. Mitterrand, lui au moins, il avait du goût. » Quelques mois plus tard, il ose contester le budget de la Défense qu'il juge trop important. Sous la V<sup>e</sup> République, il s'agit d'un crime de lèse-majesté présidentielle qui vaut à l'insolent un sévère recadrage télévisuel lors de l'intervention de Jacques Chirac, le 14 juillet 2004. Fou de rage, le président sermonne son ministre turbulent en lâchant le fameux précepte : « Je décide, il exécute ! »

En privé, Jacques Chirac est plus violent encore : « Sarkozy, il faut lui marcher dessus pour deux raisons : d'une part, il ne comprend que cela, et en plus, il paraît que ça porte bonheur... »

## **« Il y en a qui doivent mal dormir »**

Éphémère, le rappel à l'ordre est sans lendemain. Le désordre continue de régner au sommet de l'État. Un an plus tard, après le référendum perdu sur le traité constitutionnel européen (TCE), Nicolas Sarkozy ironise le 14 juillet 2005 sur ceux « qui ont vocation à démonter des serrures à Versailles pendant que la France gronde ». Façon d'assimiler Jacques Chirac à Louis XVI qui a fini... sur l'échafaud. Dans la même veine, le ministre de l'Intérieur compare le chef de l'État aux « rois fainéants » du Moyen Âge. Dans ses *Mémoires*, Jacques Chirac reproche à son cadet ces « petites phrases provocantes décochées contre [lui] par un ministre en exercice qui s'exprime à sa guise, sans jamais se soucier de ménager le chef de l'État ».

Dans le même temps, Nicolas Sarkozy s'applique à reconquérir la confiance de Bernadette Chirac qu'il appelle publiquement « ma bonne fée ». Celle-ci s'affiche à ses côtés en meeting lors des campagnes électorales et le soutient sans réserve. Alors que la guerre fait rage entre Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac, l'épouse du chef de l'État multiplie les attentions et gestes de soutien et d'affection pour l'insolent qui défie son mari. Encore un mystère du chiraquisme, un de plus...

Mais au fond, le président a définitivement perdu son bras de fer avec son bouillant héritier lorsqu'il s'est vu contraint de le rappeler au gouvernement en juin 2005. Quelques mois plus tôt, à l'automne

2004, Jacques Chirac avait su se montrer inflexible : si Nicolas Sarkozy prétendait prendre la présidence de l'UMP abandonnée par Alain Juppé condamné par la justice, pas question de rester au gouvernement. Interdiction absolue de cumuler ! Nicolas Sarkozy fut donc sommé de quitter Bercy, où il avait atterri au printemps 2004. Il s'exécuta, la mort dans l'âme. Le ministre de l'Économie et des Finances rendit son portefeuille pour se consacrer à la conquête flamboyante du parti majoritaire.

Marri de le voir prendre le contrôle d'un tel marchepied vers l'Élysée, Jacques Chirac se consola en expulsant Nicolas Sarkozy hors du gouvernement. Un coup de menton pour rien... Sept mois plus tard, voici en effet Jacques Chirac contraint de le rappeler aux affaires. Affaibli par son échec retentissant au référendum du 29 mai 2005 sur le traité constitutionnel européen, le chef de l'État se résout enfin à changer de Premier ministre. Comme il n'entend toujours pas nommer Nicolas Sarkozy à Matignon, il y remplace Jean-Pierre Raffarin par l'un de ses derniers fidèles, Dominique de Villepin, alors ministre de l'Intérieur. Et il tente un improbable replâtrage de façade pour afficher une image d'unité de la droite en offrant à Nicolas Sarkozy un retour en fanfare... place Beauvau, avec le titre de ministre d'État, le rang de numéro 2 de l'équipe gouvernementale et, surtout, l'autorisation de garder le contrôle de l'UMP et donc d'assumer un cumul des fonctions qu'il avait pourtant proscrit l'année précédente...

Nicolas Sarkozy saute sur l'occasion avec d'autant plus d'enthousiasme qu'entre-temps, en juillet 2004, a éclaté la fameuse affaire Clearstream. Son nom se retrouve parmi ceux d'autres célébrités du monde de la politique, des affaires ou de la culture, sur des *listings* recensant de prétendus détenteurs de comptes cachés à l'étranger par l'intermédiaire de cette chambre de compensation.

Nicolas Sarkozy hurle à la machination. Il dénonce un complot ourdi par Dominique de Villepin et quelques-uns de ses proches, avec la complicité, au moins passive, de Jacques Chirac et de la ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie. Leur but : l'éliminer de la scène politique et, surtout, l'empêcher de concourir à la présidentielle de 2007.

Lorsqu'en juin 2005, Jacques Chirac le rappelle place Beauvau, Nicolas Sarkozy ne masque pas son désir de vengeance. Il ne peut s'empêcher de confier à quelques journalistes : « Je vais redevenir le patron de ceux qui font des enquêtes sur moi. Il y en a qui doivent mal dormir depuis qu'ils savent que je reviens. » Au terme de multiples rebondissements, Dominique de Villepin sera totalement blanchi sur le plan judiciaire. Sur le plan politique en revanche, Nicolas Sarkozy va se servir de ce scandale pour se victimiser habilement et conforter sa popularité auprès de l'électorat de droite. L'affaire Clearstream est une sorte de boomerang qui lui permet de plomber un peu plus le tandem Chirac-Villepin, dépeint en médiocre association de comploteurs, et d'accélérer sa marche triomphale vers l'Élysée.

Deux ans plus tard, en mai 2007, c'est chose faite. Il bat la socialiste Ségolène Royal avec 53 % des voix au second tour de la présidentielle et entre à l'Élysée sous le regard attristé de Jacques Chirac. Celui-ci souffre en silence de devoir céder son fauteuil à celui qui l'a tant trahi, ridiculisé, et même humilié. Dès les premiers mots, dès les premiers actes du nouveau président élu, comme on l'a vu plus haut, Jacques Chirac comprend qu'il n'a à attendre de son successeur aucun témoignage de reconnaissance et encore moins d'affection, ni même aucun signe de filiation assumée. Il pressent d'emblée que Nicolas Sarkozy placera son quinquennat sous le signe d'un anti-chiraquisme décomplexé.

Mais en Chiraquie aussi, la vengeance est un plat qui se mange froid. Le 11 juin 2011, affaibli par la maladie, Jacques Chirac inaugure une exposition au musée qui lui est consacré à Sarran (Corrèze), aux côtés de François Hollande, alors président du conseil général de Corrèze et candidat à la primaire socialiste pour la présidentielle de 2012. Sous le regard amusé d'un Hollande goguenard, l'ancien président lâche face aux caméras et micros : « Je peux dire que je voterai Hollande. » Un ultime coup de pied de l'âne à Nicolas Sarkozy pour solder trente-six ans d'une cohabitation houleuse avec celui qui fut son disciple dévoué, son ennemi farouche, et enfin, son successeur honni.

---

1 . Jacques Chirac, *Mémoires* , t. II, *Le temps présidentiel* , Paris, Nil, 2011, p. 588.

2 . *Ibid.* , p. 587.

3 . Nicolas Domenach et Maurice Szafran, *Le Miraculé* , Paris, Plon, 2000.

4 . Jacques Chirac, *Mémoires* , t. I, *Chaque pas doit être un but* , Paris, Nil, 2011, p. 408.

5 . Béatrice Gurrey, *Le Rebelle et le Roi* , Paris, Albin Michel, 2004.

6 . Jacques Chirac, *Mémoires* , t. I, *Chaque pas doit être un but* , *op. cit.* , p. 407-408.

7 . *Ibid.* , p. 408.

8 . Nicolas Domenach et Maurice Szafran, *Le Roman d'un président* , t. I, 1988-1995 , Paris, Plon, 1997.

9 . Jacques Chirac, *Mémoires* , t. II, *Le temps présidentiel* , *op. cit.* , p. 355.

10 . *Ibid.* .

11 . *Cent minutes pour convaincre* , France 2, 21 novembre 2003.



# Balance ton traître ! Ségolène et François

---

Sylvain Courage

La scène se déroule sur le perron de l'Élysée. Le soleil brille, ce 10 mai 2017, à l'issue du dernier Conseil des ministres du quinquennat Hollande. Dans trois jours, le pouvoir aura changé de mains : Emmanuel Macron sera investi et François Hollande quittera définitivement le Palais. En attendant, ce sont dix-sept ministres et vingt secrétaires d'État qui prennent congé du patron. Chacun y va de ses remerciements. Vient le tour de Ségolène Royal. Tout sourire, François Hollande prend la main de la ministre de l'Écologie et des Transports. Entre le président et son ex-compagne, l'au revoir est plus que chaleureux. Un bisou ? Sous les yeux ébahis des ministres, leurs lèvres se frôlent ! Regroupés sur le côté de la cour d'honneur, les photographes, toujours à l'affût du couple politique le plus fascinant de la République, immortalisent l'étreinte fugace. Sans se retourner, Ségolène Royal descend les marches. À quoi peut-elle bien penser à cet instant ? Devant les micros des journalistes, elle évoque « un moment solennel, mais qui n'est pas triste, parce qu'on sait que, de toute façon, le travail accompli, on en est fier ».

La fin d'une époque. Mais Ségolène est sereine. En ce mois de mai 2017, un cycle s'achève. Après vingt-cinq ans de vie commune, cinq ans d'affrontement et un rabibochage gouvernemental, Ségolène et François apparaissent plus complices que jamais. La paix des braves est enfin signée. Les amants de l'ère Mitterrand qui rêvaient de conquérir le pouvoir, à deux, puis en solo, semblent apaisés. Tout est bien qui finit presque bien car un accord a été trouvé quelques mois plus tôt. À l'automne 2016, François Hollande, encouragé par son entourage élyséen, espérait encore être candidat à sa propre succession. Et caressait même le projet fou de faire l'impasse sur la primaire de son parti pour se présenter directement devant les Français... Mais Ségolène Royal a su lui faire entendre raison. À l'occasion d'un dîner en famille au Palais, elle a plaidé ardemment pour que son ancien compagnon se résigne à son sort et évite une défaite historique. « Tu es trop impopulaire. Ça ne passera jamais, a plaidé celle qui peut lui parler franchement. Et puis, ils en ont marre les enfants, on les a assez enquinés avec nos vies. Tu as été président. C'est à leur tour de vivre, librement<sup>1</sup> . »

L'argument a fait mouche. Chez les Hollande-Royal, le clan a tranché. On connaît la suite : le 1<sup>er</sup> décembre, depuis l'Élysée, François Hollande a renoncé à sa candidature, en direct à la télévision : « Aujourd'hui je suis conscient des risques que ferait courir une démarche, la mienne, qui ne rassemblerait pas largement autour d'elle », a-t-il confié. Parlait-il alors du peuple de gauche ou de sa famille biologique ? Des deux, sans doute. Comme toujours dans cette histoire, vie privée et vie publique sont intriquées. Difficile, voire impossible de démêler calculs politiques et motivations personnelles.

Du point de vue de Ségolène Royal, ce renoncement n'est que justice. Empêché de se représenter, son ancien compagnon a enfin connu une humiliation comparable à celle qu'elle a subie depuis sa défaite à la présidentielle de 2007, jusqu'à sa cuisante élimination de la primaire socialiste de 2011, en passant par le « vol » du congrès socialiste de 2008 où elle aurait dû triompher... Dix ans plus tard, elle regarde le fiasco de Hollande comme la manifestation d'une justice immanente. Hollande a été puni par là où il a péché. Après la révélation d'un vaudeville présidentiel dans les pages du magazine *Closer*, une rupture médiatique à l'Élysée et la publication d'un *best-seller* vengeur signé par l'ex-première dame éconduite, la trahison a pourri son quinquennat. Les députés frondeurs ont lâché le président. Emmanuel Macron puis Manuel Valls ont achevé la besogne. Trahison, trahison, trahison ! Comme si l'implosion de la famille socialiste était inscrite dans le « petit meurtre entre amants » commis dix ans plus tôt. Un père de famille, premier secrétaire, a fait faux bond à sa moitié, qui était la candidate du parti. Voilà qui n'aurait jamais dû se produire et ne pouvait pas demeurer impuni. Le manquement au devoir de solidarité a scellé le destin de François Hollande et de tous ses camarades socialistes. Inexorablement, le *fatum* s'est abattu sur Solferino...

Unique en son genre, la félonie de François Hollande a renouvelé le genre des coups de poignard dans le dos. Avant d'être politique, le lâchage fut personnel, sentimental, intime. Un cas unique dans l'histoire. Imagine-t-on Antoine et Cléopâtre se livrant bataille ? Louis XVI dupant Marie-Antoinette ? Montand et Signoret se séparant par un communiqué de presse ? Barack et Michelle Obama se présentant l'un contre l'autre à une élection ? Entre François et Ségolène, cette guerre impensable a pourtant eu lieu. Mais elle est longtemps demeurée clandestine. Le règlement de

comptes entre les deux moitiés du couple socialiste des années Mitterrand n'est jamais apparu au grand jour. Condamnés à maintenir les apparences, Ségolène et François ont lavé leur linge sale en famille. Pas question d'exposer leurs démêlés sous peine de désespérer leurs enfants et de compromettre leurs carrières politiques respectives.

Tout a commencé le 15 avril 2005. Ce jour-là, comme le révèle Valérie Trierweiler dans *Merci pour ce moment* <sup>2</sup>, François Hollande mène campagne pour le « oui » au référendum constitutionnel européen. Il est accompagné par sa « journaliste préférée », celle qu'il courtise depuis une dizaine d'années déjà. « Il doit reprendre la route vers Tulle, se souvient la reporter de *Paris Match*. Nous devons nous quitter là. Enfin, c'est ce qui est prévu. Au moment de nous dire au revoir, notre relation bascule sans que ni l'un ni l'autre ne comprenne ce qui vient de se passer. Quelque chose d'indicible, digne d'une scène de cinéma. Un baiser comme je n'en avais jamais reçu jusqu'alors. Un baiser retenu depuis longtemps, en plein carrefour. François ne reprendra pas la route de Tulle ce soir-là. »

Un coup de foudre ? En vérité, cette fusion stendhalienne est le produit d'un très long flirt. François Hollande a croisé Valérie pour la première fois en 1988, lors d'une réunion des « Transcourants », ce mouvement que le député corrézien a cofondé pour échapper à la guerre entre héritiers putatifs de François Mitterrand qui déchire déjà le PS. Cette première rencontre a été suivie de beaucoup d'autres rendez-vous. D'année en année, la complicité n'a cessé de grandir entre la ravissante journaliste chargée par *Paris Match* de suivre le PS et le député de la Corrèze. En 2002, la campagne présidentielle de Lionel Jospin, que Valérie Trierweiler suit de très près, les a encore rapprochés. Les journalistes politiques ont souvent vu François Hollande rosir à l'apparition de la belle Valérie. Ou bien

traverser la salle des quatre colonnes ventre à terre pour rejoindre la belle Angevine. Coups de fil quotidiens, confidences exclusives, voyages partagés... En février 2003, la rumeur d'une liaison entre Trierweiler et Hollande est si présente que Ségolène Royal doit intervenir : elle « convoque » la journaliste dans son bureau de l'Assemblée nationale pour la mettre en garde. « Vous avez trois enfants, j'en ai quatre. Faites très attention », prévient la députée des Deux-Sèvres qui va jusqu'à alerter Denis Trierweiler, le mari de Valérie, traducteur de philosophie allemande et secrétaire de rédaction à *Paris Match*, pour combattre la fatale attraction. Peine perdue. Hollande s'obstine.

Depuis sa formation à l'ENA, en 1978, le couple libre Royal-Hollande a toujours été à la fois complémentaire et compétitif. Recrutés par Jacques Attali, la tête chercheuse de Mitterrand, les tourtereaux de la promotion Voltaire sont entrés à l'Élysée comme d'obscurs conseillers. Mais Ségolène Royal est vite devenue la protégée de François Mitterrand qui l'a nommée ministre de l'Environnement en 1992. François Hollande, lui, a dû patienter. Élu député en 1988, comme sa moitié, il a été sèchement battu en 1993 tandis que Ségolène Royal, déjà mère de leurs quatre enfants, sauvait son siège comme une petite cinquantaine de parlementaires socialistes rescapés du massacre. Distancé et méprisé par Mitterrand, Hollande a bien misé sur Jacques Delors. Mais le président de la Commission européenne a renoncé à la course à l'Élysée... Nouvelle déception. Le conseiller à la Cour des comptes n'a dû son salut politique qu'à Lionel Jospin, candidat du parti à la présidentielle de 1995 et nouveau chef de file de la tribu socialiste, qui a d'abord fait de lui le porte-parole du PS. Puis, après la divine surprise de la dissolution de l'Assemblée nationale et la victoire socialiste aux législatives de 1997, son successeur désigné à

Solferino. Enfin, François a eu la préférence. Jospin, qui s'est toujours méfié de Ségolène, l'a cantonnée au rôle de ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire puis de l'enfance, de la famille et des personnes handicapées. Mais il n'a pas exhaussé Hollande, qui rêvait de succéder à Dominique Strauss-Kahn, contraint de quitter Bercy en 2000. Le premier secrétaire, qui n'a jamais gouverné, en a conçu un complexe.

Le 21 avril 2002, la défaite calamiteuse de Jospin, éliminé dès le premier tour de l'élection présidentielle, lui a enfin ouvert un boulevard vers le vrai pouvoir. En dépit des railleries de ses rivaux socialistes qui ont longtemps brocardé son art de la synthèse molle en le surnommant « Flanby », « Guimauve le conquérant » ou « Culbutto », le premier secrétaire est parvenu à remettre le PS en ordre de bataille. En 2004, après avoir remporté quatre élections intermédiaires – cantonales, régionales, européennes et sénatoriales –, il est élu « homme politique de l'année ». Tandis que Royal, qui a ravi la région Poitou-Charentes à la droite, poursuit son irrésistible ascension. La petite entreprise qu'elle forme avec le premier secrétaire semble invincible...

C'est alors que tout bascule. « À partir de 2004, nos résistances ont commencé à s'amenuiser, raconte Valérie Trierweiler. Nous avons tellement de plaisir à être ensemble. Nous nous téléphonions des heures presque quotidiennement. Il me faisait tellement rire. » Hollande s'enhardit sur tous les plans. Partisan du projet de traité constitutionnel européen, il organise un référendum interne au PS pour faire rendre gorge aux partisans du « non » menés par Laurent Fabius, son rival dans la course à la présidentielle. Maîtrisant l'appareil, il remporte la consultation interne. Côté cœur aussi, les affaires du premier secrétaire avancent. Mais le référendum national, lui, s'annonce comme un désaveu populaire. Les nonistes

dénoncent une construction européenne perçue comme un projet d'intégration technocratique, ultralibéral et antidémocratique. En mars 2005, Hollande accepte une interview conjointe pour promouvoir le « oui ». Sur la couverture de l'hebdomadaire, il apparaît, hilare, aux côtés de Nicolas Sarkozy. Stupeur de l'électorat de gauche ! Comment le leader socialiste peut-il pactiser ainsi avec le nouvel homme fort de la droite ? Pendant quelques jours, cette complicité affichée, symbole de l'union sacrée de l'*establishment* pro-européen, provoque même une brouille avec Valérie Trierweiler. La journaliste de *Paris Match* reproche à Hollande de ne pas l'avoir consultée avant de poser aux côtés de Sarkozy : « Une connerie ! », dit-elle. Le premier secrétaire, lui, en veut à sa complice de ne pas l'avoir prévenu de l'utilisation du cliché en couverture de l'hebdomadaire. Mais la dispute n'est que de courte durée. Entre deux meetings, à Limoges, les deux tourtereaux se font enfin de tendres aveux... « 15 avril. Journée très particulière. Émotion. Lilas. Gaufre. Jeunes. Glycine. Destin. Chemin. Années. Souvenirs. Rassemblement. Printemps », twittera-t-elle, de façon sibylline, le 15 avril 2012, avant d'effacer tous ses messages...

Ségolène Royal découvre la liaison de son compagnon avec la journaliste Valérie Trierweiler au mois d'août 2005. Pendant les vacances familiales, dans leur maison de Mougins, sur la Côte d'Azur, sous les yeux de son fils Thomas, elle surprend des échanges de SMS. Sans doute François n'a-t-il pas toujours été fidèle, mais cette fois l'affaire paraît très sérieuse. Plus rien ne sera jamais comme avant. Son homme, entiché d'une journaliste, veut vivre sa passion. Pourquoi une telle fugue amoureuse ? Pour l'expliquer, on peut invoquer l'usure du couple Hollande-Royal : quatre enfants, deux carrières politiques de haut vol à mener... Et la crise de la cinquantaine qui saisit le premier secrétaire du parti

socialiste. Mais aussi l'impasse politique dans laquelle se trouve François Hollande. La victoire du « non » au référendum sur le traité européen du 29 mai 2005 a ruiné ses ambitions présidentielles.

Ségolène Royal, elle, tire des conséquences personnelles et politiques de cet imbroglio. À la rentrée 2005, dans un entretien avec Jean-Marie Rouart publié par *Paris Match*, la présidente de la région Poitou-Charentes affiche sa « disponibilité » en vue de l'élection présidentielle de 2007. « S'il s'avère que je suis la mieux placée et donc que je suis sollicitée par le parti socialiste parce que je peux faire gagner mon camp, je le ferai... Ceci n'est possible que si François me sollicite et me soutient », déclare-t-elle crânement. Dans le même temps, elle poursuit sa rivale de sa vindicte et multiplie les démarches auprès de la direction de l'hebdomadaire et de son actionnaire Arnaud Lagardère pour la faire muter : en plein conflit d'intérêts, Valérie Trierweiler se voit interdire par sa rédaction de suivre le PS...

François Hollande est pris à son propre piège. Sa fugue amoureuse avec Valérie Trierweiler le place dans une situation impossible vis-à-vis de Ségolène qui propose sa candidature. Comment contenir les ambitions de sa compagne à laquelle il ne saurait s'opposer ? Les éléphants du parti regimbent et multiplient les sarcasmes sexistes. « Qui va garder les enfants ? », s'interroge Laurent Fabius, sans doute au fait de la situation du couple désuni. « François fait monter Ségolène pour mieux se porter candidat le moment venu », spéculent les éminences socialistes. Ségolène, un leurre ? Quelle erreur ! Même le scénario du retour de Jospin, esquissé au mois de septembre 2006, tourne au fiasco. En le menaçant de « ne plus revoir ses enfants », Royal aurait alors interdit à Hollande de recourir au vaincu de 2002. La femme debout, qui ringardise les machos de Solferino, s'envole dans les sondages.



Démocratie participative, ordre juste, République du respect... Au premier tour de la primaire socialiste du 16 novembre, elle écrase Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius en raflant 60 % des suffrages.

Place à Désirs d'avenir et à ses militants extatiques. Les caciques du PS auxquels la candidate refuse de tendre la main sont dépassés. Mais ils s'emploient *illico* à se venger : la « madone du Poitou » ira seule à la bataille face à Nicolas Sarkozy. François Hollande, qu'elle espère reconquérir, refuse de devenir son directeur de campagne. Le premier secrétaire fantôme se contente de demander à quelques amis comme Julien Dray ou François Rebsamen de « protéger Ségolène, y compris contre elle-même ». Comprenne qui pourra. Enchaînant les meetings parallèles à ceux de la candidate, il se tient prudemment en retrait. Et n'hésite pas à corriger la copie de son ex. Royal veut diminuer les prélèvements obligatoires ? Dans une tribune au *Monde*, le premier secrétaire préconise, au contraire, une hausse de l'impôt pour tous les Français qui gagnent plus de 4 000 euros par mois. Feu sur les classes moyennes et supérieures ! « C'est un sabotage », selon l'entourage de la candidate qui refuse l'entrée du QG de la campagne au premier secrétaire. « Le seul défaut de Ségolène Royal, c'est son conjoint », résume Arnaud Montebourg, porte-parole de la candidate. Le premier secrétaire, qui cauchemarde à l'idée de devenir le simple compagnon de la première présidente de la République française, déserte le domicile conjugal. « C'était dur après une journée ou une semaine de campagne harassante de ne trouver personne à la maison pour vous soutenir », confiera Ségolène Royal.

Aux lendemains du second tour face à Nicolas Sarkozy, la désunion est révélée par les journalistes Raphaëlle Bacqué et

Ariane Chemin qui publie *La Femme fatale*<sup>3</sup>, enquête en coulisse sur une campagne ratée. L'affaire devient publique. Chez les Hollande-Royal, un ultime conseil de famille, dans l'appartement de Boulogne, scelle la rupture qui est officialisée par un communiqué à l'AFP, le soir même du second tour des élections législatives. « J'ai demandé à François Hollande de quitter le domicile, de vivre son histoire sentimentale de son côté, désormais étalée dans les livres et les journaux, et je lui ai souhaité d'être heureux », tranche alors Ségolène. Mais la rancune demeure : « La candidate n'a pas trouvé l'épaule où poser son front pour se lâcher, pour pleurer quand c'était dur. La solidarité politique n'a pas compensé l'abandon privé, écrit-elle dans *Ma plus belle histoire, c'est vous*<sup>4</sup>. Pour gagner une prochaine fois, il faudra le soutien de tout un parti et d'un compagnon vraiment amoureux, à fond avec la candidate. »

Pour prendre sa revanche, Ségolène Royal rêve désormais de s'emparer du PS. Mais elle se heurte encore une fois à un complot de ses « chers camarades » et de son ex. Au congrès de Reims, en novembre 2008, Bertrand Delanoë est le successeur choisi par François Hollande pour faire barrage à Ségolène. Mais le maire de Paris a commis l'impair de se déclarer « libéral » dans un livre-programme qu'il fait alors paraître. Une profession de foi inacceptable pour l'immense majorité des socialistes. Exit Delanoë. Contre toute attente, c'est donc la motion déposée par Ségolène Royal et soutenue par les deux puissantes fédérations de l'Hérault et des Bouches-du-Rhône qui arrive en tête des suffrages militants. Il faudra toute la rouerie du strauss-khanien Jean-Christophe Cambadélis et du fabiusien Claude Bartolone pour fédérer les courants anti-Royal et porter Martine Aubry à la tête du parti après une nuit de dupe électorale. À l'évidence, le décompte des suffrages est entaché de nombreuses tricheries. Donnée gagnante au début

de la soirée, Royal est finalement battue de 102 voix. Un résultat très contestable que François Hollande, premier secrétaire sortant, valide pourtant en levant la main lors d'une « commission électorale » de dupes. Ségolène Royal vit ce douloureux épisode comme une nouvelle trahison.

Bien qu'usé par onze années de synthèse solferinienne, celui que l'on surnomme « Flanby » entend ainsi préserver l'essentiel : en privant son ancienne compagne de la maîtrise de l'appareil socialiste, il conserve ses chances de se présenter bientôt à la présidentielle. Ayant refait sa vie avec la journaliste Valérie Trierweiler qu'il présente comme la « femme de sa vie » dans une interview à *Gala*, « Culbuto » prépare son retour. Nul ne parie un kopeck sur ses chances face à Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du FMI, présenté comme l'homme providentiel. Très isolée, Ségolène Royal, elle-même, envisage de se rallier au revenant de Washington : DSK saura la venger de François, songe-t-elle alors.

Et puis, de nouveau, rien ne se passe comme prévu. Arrêté pour viol à New York, DSK explose en vol le 11 avril 2011. Adieu le sauveur de Washington. Dans la primaire socialiste, François Hollande, nouveau favori, doit affronter Martine Aubry... Et Ségolène Royal se lance dans un combat désespéré. En aparté, elle ne cache pas sa volonté de revanche contre celui qu'elle appelle « l'autre candidat », interdisant à son entourage de prononcer son nom. Mais encore une fois, la raison familiale l'emporte. Sous les yeux inquiets de leurs quatre enfants, les partenaires d'hier évitent de se déchirer.

Pour Ségolène Royal, c'est la campagne de trop. L'heure de la passionaria de la démocratie participative est passée. Et le verdict des urnes se révèle cruel : 7 % des suffrages au premier tour de la primaire ouverte. Ségolène, en larmes, est humiliée. Entre les deux

tours, elle doit choisir de se rallier à celle qui lui a volé le PS (Martine Aubry) ou à celui qui l'a lâché à la présidentielle de 2007 (François Hollande). Un dilemme cornélien. Après consultation des enfants qui estiment que c'est au tour de leur père de briguer la fonction suprême, Ségolène finit par pactiser avec le traître. En cas de victoire finale, le père de ses enfants ne lui promet-il pas la présidence de l'Assemblée nationale ? Les anciens concubins profitent aussi de leur rendez-vous secret pour se partager les biens de leur vie commune : Ségolène devient l'unique propriétaire de l'appartement familial de Boulogne et François se contente de la maison de Mougins et des parts dans les appartements de Cannes où habitent son père et son frère. Nouvel accord privé, nouvelle complicité politique ?

Pas si vite ! Une adversaire déterminée se dresse sur la route de l'ex. Jalouse et possessive au dernier degré, Valérie Trierweiler prétend gommer jusqu'au souvenir celle qui l'a précédée dans la vie du « candidat normal ». Si François Hollande l'emporte, ce sera grâce à elle, qui a su lui redonner confiance, estime la journaliste. N'a-t-elle pas dû divorcer en 2010 pour refaire sa vie avec lui ? Pas question de voir revenir au premier plan celle qu'elle surnomme « la folle du Poitou ». Alors Valérie veille au grain. Ségolène Royal est effacée de la vidéo de présentation du candidat, condamnée à faire campagne à part et presque interdite d'apparition aux côtés de François Hollande... Manuel Valls, stratège de la communication hollandaise, cède à tous les caprices de la journaliste rancunière pour se faire bien voir du chef. Son épouse Anne Gravoin devient même la meilleure amie de Valérie.

Cette jalousie malade atteint son paroxysme le 12 juin 2012, aux lendemains du premier tour des législatives. Candidate à La Rochelle, Ségolène Royal est menacée par Olivier Falorni,

candidat dissident du PS et ami intime du couple Hollande-Trierweiler. Après un premier tour qui place la présidente de la région Poitou-Charentes en ballottage défavorable, Hollande, supplié par Ségolène et par son fils Thomas, adresse un message de soutien à Ségolène Royal, la seule candidate à pouvoir se réclamer de la « majorité présidentielle ». C'en est trop pour Valérie qui twitte, elle, son soutien à Falorni. Le scandale est immense. Comment la première dame peut-elle désavouer publiquement le président ? L'autorité de Hollande en ressort diminuée. Et la cote de popularité de Trierweiler plonge. Battue à La Rochelle, Ségolène Royal, qui rêvait du perchoir, est au fond du trou. « Toujours la trahison trahit le traître, jamais une mauvaise action ne vous lâche sans rémission pour les coupables, et le jour vient où les traîtres sont odieux même à ceux qui profitent de la trahison », déclare-t-elle, au soir de sa défaite, citant Victor Hugo sur les conseils de son amie Ariane Mnouchkine.

Comme dans un drame romantique, l'affaire du tweet précipite la décomposition du couple présidentiel. Valérie Trierweiler aurait-elle réagi avec tant de rage si déjà son amour ne battait de l'aile ? « Elle ferait mieux de se méfier. Autour de François, ça froufroute... », confie alors une Ségolène Royal qui connaît bien son ancien homme. Les Français éberlués découvrent un nouveau vaudeville. Le 10 janvier 2014, paraissent les photos des escapades amoureuses du président. Depuis un an, l'hôte de l'Élysée conte fleurette à la comédienne et réalisatrice Julie Gayet. La fille du docteur Gayet, ami de longue date de François Hollande, fut l'une de ses ardentes supportrices pendant la campagne de 2012. Malgré la rumeur qui court depuis plusieurs mois, Valérie Trierweiler n'a pas voulu voir la tromperie venir. Folle de rage et de désespoir, elle est hospitalisée quelques jours à la Pitié-Salpêtrière. Devenu le sujet

numéro un des gazettes *people* , Hollande met fin à une relation devenue toxique par un communiqué à l'AFP... Comme Ségolène Royal l'avait fait, cinq ans plus tôt, pour officialiser sa rupture avec lui.

L'exfiltration chaotique de la journaliste ouvre les portes du gouvernement à l'ancienne compagne du chef de l'État. Ségolène Royal, qui distille ses conseils au président depuis le début du mandat, patiente jusqu'au mois d'avril 2014 pour effectuer son grand retour. À la faveur de la constitution du gouvernement Valls, elle se voit confier un ministère de l'Écologie et de la Transition énergétique. Un retour aux sources pour celle que François Mitterrand avait nommée à ce poste en 1992. Déjà très affaibli, François Hollande s'assure ainsi le renfort d'une femme politique d'expérience... Tout en remettant de l'ordre dans sa vie privée. Désormais bienvenus au Palais, les enfants et leur mère reconstituent un cercle familial autour du chef de l'État.

Il n'est pas tiré d'affaire pour autant. En septembre 2014, la vengeance de Valérie Trierweiler le cueille par surprise. En grand secret, la journaliste a rédigé un livre en forme de règlement de compte. *Merci pour ce moment* fait l'effet d'une bombe. Toute la France se repaît des traits assassins de l'ex-première dame éconduite neuf mois plus tôt. François Hollande se moque-t-il des pauvres en les appelant les « sans-dents » comme le prétend cette femme bafouée ? François Hollande a beau protester, le mal est fait. *Merci pour ce moment* – 750 000 exemplaires vendus – devient le *best-seller* de l'année. Le crédit personnel et politique du président socialiste est atteint. Il ne s'en remettra pas.

Déjà ses lieutenants se bousculent pour prendre sa suite. Dans la lutte qui oppose Manuel Valls, Premier ministre, et Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, Ségolène Royal n'hésite pas une

seconde. Au nom de sa fameuse différence, la théoricienne de « l'ordre juste » affiche son penchant pour le ministre de l'Économie iconoclaste. L'ancien banquier d'affaires s'attaque aux tabous des socialistes, comme elle en son temps ! Favorable à sa loi de « libération de l'économie », elle laisse entendre qu'elle couve ce débutant prometteur. Protégée par l'Élysée, elle s'empare des dossiers médiatiques de l'environnement et conteste les arbitrages de Manuel Valls qu'elle juge trop favorables aux intérêts des pollueurs. Ségolène Royal se venge de l'ancien protecteur de Valérie Trierweiler qui a tout fait pour l'écarter pendant la campagne présidentielle de 2012... Et ouvre ainsi la voie à Macron. Elle ne s'offusque même pas des ambitions élyséennes du fondateur d'En Marche ! Quand il finit par quitter le gouvernement, au mois d'août 2016, elle apparaît comme l'un de ses premiers soutiens, un escarpin dans l'« ancien monde », l'autre dans le « nouveau ».

Aux yeux de Macron, pourtant, ce ralliement est embarrassant. Le candidat du « et de droite, et de gauche » refuse de s'afficher aux côtés de l'ex-compagne de François Hollande pendant la campagne. Et finit par lui faire savoir qu'elle ne saurait participer à son gouvernement renouvelé. Pour la remercier, il se contentera de la nommer « ambassadrice des pôles », ce poste créé par Nicolas Sarkozy pour Michel Rocard. Qu'à cela ne tienne, Ségolène Royal est ravie. Elle se réjouit de l'explosion politique de son ex provoquée par la « fusée Macron ». Elle va jusqu'à s'identifier complètement à ce « transgressif ». « J'avais cette même volonté de dépasser les clivages et j'avais tenté de nouer une alliance avec le centriste François Bayrou, finalement réussie dix ans plus tard par le candidat Macron, a-t-elle commenté en juillet 2017. Mais je n'ai peut-être pas eu l'audace de rompre avec le parti et de créer le mien... J'avais

créé un mouvement, Désirs d'avenir, qui ressemblait curieusement à la démarche d'En Marche ! »

Royal inspiratrice de Macron ? La prétention peut faire sourire. Mais elle comporte une vérité cachée. Considérée comme « droite » par ses camarades socialistes, la présidente de la région Poitou-Charentes a été la première à remettre les valeurs de la nation, de l'ordre et de l'autorité au cœur de ses discours. En matière économique, elle a toujours fait le choix de l'investissement dans les PME et du réarmement industriel. Et a toujours préconisé – parjure ! – de diminuer la pression fiscale. Autant d'intuitions qui auraient pu inspirer la politique de Hollande et qui ont été reprises par Macron. En s'éloignant de Royal, l'ancien premier secrétaire a sans doute manqué une occasion historique de moderniser la gauche du gouvernement.

Pour augmenter ses chances de l'emporter, il a préféré maintenir les faux-semblants de la synthèse. Il s'agissait précisément de ne pas reproduire l'échec de son ex, privée – par ses soins ! – du soutien de l'appareil du PS. Mais les manœuvres de Hollande ont installé une ambiguïté pernicieuse. Dans son fameux discours du Bourget (3 janvier 2012), le candidat du « changement » a multiplié les appels à l'aile gauche de son électorat. Ainsi a-t-il assuré sa victoire. Mais, parvenu à l'Élysée, cet « adversaire de la finance », un rien opportuniste, a déçu tous ceux qui avaient cru à sa diatribe. Refusant le débat sur la « compétitivité des entreprises » pendant la campagne électorale, il a fini par adopter un vaste dispositif de crédit d'impôt en leur faveur. Comment les militants socialistes et l'électorat de gauche pouvaient-ils comprendre et soutenir un président qui ne leur avait pas fait part de ses véritables intentions durant la campagne électorale ?



En 2015, la loi Travail fut l'occasion d'une bataille fratricide entre « deux gauches irréconciliables », selon le mot du Premier ministre Manuel Valls. Constatant que les contradictions internes étaient insurmontables, Emmanuel Macron a alors conçu le projet de larguer les amarres. Adieu le vieux monde ! En captant les voix d'une majorité des anciens électeurs de François Hollande et les suffrages centristes, le candidat « et de droite et de gauche » s'est hissé en tête au premier tour. Il ne lui restait plus qu'à l'emporter face à Marine Le Pen au second tour pour faire éclater les anciens partis de gouvernement et provoquer le plus profond renouvellement de la vie politique française depuis 1958.

En mai 2007, Ségolène Royal avait rêvé d'une alliance avec François Bayrou pour vaincre Nicolas Sarkozy au second tour. Mais la candidate s'est finalement heurtée à un refus du fondateur du Modem. « Il est passé à côté, c'était sans doute trop innovant pour lui, il était dans les vieux codes. Et comme tous ces machos, ça devait le perturber d'être le numéro 2 d'une femme », a-t-elle expliqué en juin 2017. Cinq ans plus tard, François Hollande, lui, a bénéficié du soutien inconditionnel de Bayrou entre les deux tours. Un ralliement sans lendemain : une fois élu, Hollande n'a pas tendu la main au leader centriste qui avait quitté sa famille politique. Pour élargir la base du hollandisme, il eût fallu négocier un accord électoral avec le Modem. Impensable pour les socialistes ! Prisonnier des investitures accordées par Martine Aubry, le président est vite devenu l'otage des « frondeurs ».

En une décennie, ni Ségolène Royal ni François Hollande ne sont parvenus à moderniser la social-démocratie. L'une par manque de soutien. L'autre par manque de courage. Dans leur quête du pouvoir, ils se sont entraidés. Mais leur couple n'a pas résisté aux violences de la vie politique. François Hollande a régné, sans

lendemains et sans laisser d'héritage. Trahie par l'homme dont elle aurait dû être la plus proche, Ségolène Royal s'est drapée dans sa dignité. « Tête haute et nuque raide », comme le lui a appris son père officier. Comment aurait-elle pu dénoncer la félonie sans blesser ses enfants et sans ruiner sa carrière ? « Le macho sûr de son bon droit », voilà l'ennemi sans visage qu'elle a souvent dénoncé. De ce point de vue, la trahison intime de François Hollande peut aujourd'hui être interprétée comme une manifestation caractéristique de la domination masculine : en ambitionnant de s'emparer du pouvoir, Ségolène Royal menaçait le patriarcat. En contrecarrant cette impudente, François Hollande n'a fait que le rétablir. En cela, la mésaventure de madame Royal mérite d'être étudiée. Et devrait inspirer un nouveau mot d'ordre : « Balance ton traître ! »

---

1 . Françoise Degois, *Il faut imaginer Sisyphe heureux* , Paris, Éditions de l'Observatoire, 2017.

2 . Paris, Les Arènes, 2014.

3 . Paris, Albin Michel, 2007.

4 . Paris, Grasset, 2007.

# Le Béarnais et les infidèles

---

Jean Garrigues

« Je crois qu'il a trahi à peu près tout le monde, tous ceux qu'il a servis, tous ceux avec qui il a travaillé. Il a trahi ses idées, il a trahi ses convictions, et aujourd'hui il veut toucher la rançon de ses trahisons. » C'est ainsi qu'Éric Ciotti, porte-parole de Nicolas Sarkozy dans la campagne des primaires de la droite et du centre, décrit sur France Inter, le 30 octobre 2016, le « traître permanent » François Bayrou, coupable à ses yeux de soutenir la candidature d'Alain Juppé. Cette image du « traître » accolée à François Bayrou est devenue une sorte de *leitmotiv* de la droite dure, un passage obligé, un refrain familial pour tous ceux qui ne lui pardonnent pas d'avoir rompu l'alliance historique de la droite et du centre depuis sa candidature à la présidentielle de 2002. Il est désormais le traître idéal, archétypique, le pelé, le galeux d'où vient tout le mal d'une droite qui aurait perdu par sa faute les élections de 2012 et de 2017.

Mais c'est une image totalement paradoxale, pour deux raisons. La première, c'est que le parcours politique de ce prétendu félon semble au contraire dicté par une obsession qui est celle de la fidélité à la démocratie chrétienne dont il est issu, à ses valeurs, à

ses principes, sans cesse réaffirmés à longueur d'ouvrages et de discours. Le second paradoxe, c'est que sa volonté de suivre une ligne autonome, distincte d'une droite dont il s'est courageusement séparé, lui a valu depuis quinze ans d'être l'homme politique le plus trahi de France. Plus que toute autre trajectoire politique sous la V<sup>e</sup> République, la carrière de François Bayrou est marquée par cette image paradoxale du « traître trahi », qui nous renvoie à la complexité des choses et au questionnement sur la fidélité aux hommes, aux partis ou aux valeurs.

## **Bayrou, c'est pire que tout ?**

Lors de sa charge virulente de 2016 contre le président du Modem, Éric Ciotti se réclame de celle qui a sans doute contribué de la manière la plus cruelle à associer François Bayrou à la figure du traître : Simone Veil. « Bayrou, c'est pire que tout », affirmait-elle dans une interview à *Marianne* lors de la campagne présidentielle de 2007, ajoutant : « Je connais tout son passé et ses trahisons successives. » Elle rappelait par exemple qu'après avoir soutenu Édouard Balladur lors de la campagne présidentielle de 1995, il avait néanmoins appelé Jacques Chirac dès le lendemain du second tour pour lui demander de le maintenir au ministère de l'Éducation nationale et, selon elle, « continuer à ne rien faire ». Dans son autobiographie *Une vie* <sup>1</sup>, parue la même année et qui fut un *best-seller*, elle n'avait pas de mots assez durs pour fustiger le « traître permanent » François Bayrou. Pour faire bonne mesure, elle le décrivait aussi comme un irresponsable, ou au mieux un incapable, qu'elle avait essayé en vain de dissuader de toucher à la loi Falloux, sous peine de rallumer la guerre scolaire. « Il a répondu qu'il s'en

fichait, qu'il voulait pouvoir mettre ses enfants dans le privé. Il a surtout mis un million de personnes dans la rue. » De même à propos du voile sur lequel elle l'avait, en vain, conseillé : « Là non plus, il n'a rien voulu faire et il n'a rien réglé. »

Faut-il prendre au pied de la lettre ce portrait au vitriol que l'icône du centrisme a dessiné de son ancien allié politique, qui fut son directeur de campagne pour les élections européennes de 1989 ? Il semble bien que ce soit précisément le fiasco de cette campagne qui ait suscité le divorce entre Simone Veil et François Bayrou, auquel elle imputait la responsabilité de l'échec. Rappelons que cette liste centriste dénommée Le Centre pour l'Europe n'avait recueilli que 8,43 % des voix, laminée par la liste d'union de l'UDF et du RPR, rassemblés derrière Valéry Giscard d'Estaing. Pendant cette campagne de 1989, la rumeur de trahison fut alimentée par une rencontre entre François Bayrou et son amie Marielle de Sarnez, alors engagée dans la campagne de Giscard, aperçus déjeunant ensemble au restaurant L'Escurial à Paris. Dans une interview au *Nouvel Observateur* en octobre 2007, Simone Veil se disait persuadée que le Béarnais avait tout fait pour saboter sa campagne : « Pour que je ne lui fasse pas d'ombre », disait-elle, allant même jusqu'à l'accuser d'avoir choisi « la photo la plus moche pour les affiches électorales ». Si l'on en croit Bernard Bosson, qui a bien connu les deux protagonistes de ce psychodrame, de telles accusations paraissent très injustes car François Bayrou s'est au contraire dévoué pour « sauver » une campagne perdue d'avance.

Toujours est-il que depuis 1989, l'ancienne ministre de la Santé n'a cessé de poursuivre de sa vindicte celui qu'elle considérait comme un traître. « Une tristesse, aux dires de François Bayrou, mais une tristesse bien plus grande pour elle qu'elle se retrouve où elle se retrouve », c'est-à-dire aux côtés de Nicolas Sarkozy. En

privé, il reconnaît que cette rencontre ratée « fait partie des grandes déceptions de sa vie ». Néanmoins, il refuse de régler ses comptes avec elle dans son livre *Abus de pouvoir*<sup>2</sup>, paru en 2009, et dont il retire à la publication les passages consacrés à l'ancienne ministre de la Santé. En juillet 2017, il soutient chaleureusement le projet de faire entrer Simone Veil au Panthéon, rappelant qu'il a « eu avec elle des relations longtemps heureuses » et qu'il a même « rêvé d'en faire, avec son regard et son expérience uniques, la première femme présidente de la République française ». Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'a pas trahi sa mémoire.

## « Tes propres amis »

Mais l'image de traître de François Bayrou n'est pas réservée aux imprécations de la première présidente du Parlement européen. Depuis longtemps, il est considéré comme tel par Nicolas Sarkozy. La brouille entre les deux hommes date de 1995, lors de la campagne présidentielle d'Édouard Balladur, qu'ils soutenaient tous les deux. À deux mois du premier tour, François Bayrou comprend que son candidat court à sa perte, et il le dit à Sarkozy : « Je peux te dire que chez moi, dans le peuple où je vis [...], je ne connais pas une personne qui a envie de voter Balladur. » Le bouillant ministre du Budget, qui dirige la campagne du Premier ministre, se dit outré par le défaitisme lucide de son allié centriste, qu'il veut interpréter comme une trahison. Et c'est encore pire lors de la campagne pour les élections européennes de 1999, où ils ne sont plus alliés mais concurrents : Bayrou mène la liste de l'UDF face à Sarkozy, tête de liste du RPR. « Tu ne t'en relèveras pas, il y aura du sang sur les murs », menace par téléphone le maire de Neuilly, traumatisant les

enfants du Béarnais, qui ont tout entendu depuis la cuisine de la maison familiale. Leurs échanges sont très violents lors de l'émission *Mots croisés* du 7 juin 1999, et Sarkozy l'attaque à nouveau sur le mode de la trahison : « Tu es en train d'expliquer tout le mal que tu peux penser de tes propres amis », lui lance-t-il, très énervé. Et Bayrou de répondre : « Je suis en train d'expliquer la vérité, comme elle était. »

Têtu, le Béarnais refuse d'en passer par les fourches caudines des gaullistes ; c'est pourquoi il se présente à l'élection présidentielle de 2002 contre Jacques Chirac, qui rassemble pourtant la quasi-totalité des droites derrière lui. Le 23 février 2002, François Bayrou vient défier une foule de cinq mille militants chiraquiens lors de la convention de l'Union en mouvement organisée à Toulouse. « Je suis venu parce que nous avons des choses à nous dire, les yeux dans les yeux, comme il sied entre amis. Il est une idée que je n'approuve pas, celle selon laquelle l'opposition devrait se ranger sous la bannière de Jacques Chirac [...]. Cette idée est une faute pour l'opposition et pour la France », affirme ce jour-là le candidat de l'UDF. Sacrilège, il affirme s'inspirer de la « figure historique » du général de Gaulle, chasse gardée du RPR. S'inspirant du général, naguère en rébellion contre le régime des partis, il considère que la « frontière » entre la gauche et la droite est dépassée, et se propose de rassembler la droite moderne et la gauche réaliste pour son projet d'une « France humaine ». Sifflets, *lazzis*, les chiraquiens sont indignés ! Mais qu'importe, François Bayrou a décidé de tracer sa route, seul, au nom de son héritage démocrate-chrétien.

Bravant les quolibets de la droite et les railleries des caricaturistes, à bord de son bus au colza qui fait le tour de la France, il va jusqu'au bout d'une campagne perdue d'avance, et n'obtient que 6,86 % au premier tour du 21 avril 2002, loin derrière le

président sortant. Ce dernier lui aurait d'ailleurs téléphoné dès le lendemain avec son élégance coutumière : « Allô François ? Je voulais te dire que je t'emmerde<sup>3</sup> . » Puis François Bayrou aggrave son cas auprès des gaullistes en s'abstenant avec ses collègues de l'UDF, le 8 juin 2005, lors du vote de confiance au nouveau gouvernement dirigé par Dominique de Villepin. Pire encore, le 16 mai 2006, lui et dix autres députés UDF votent la motion de censure déposée par la gauche contre le gouvernement Villepin. Se réclamant de deux hommes de gauche, Jacques Delors et Michel Rocard, il souligne ce tournant historique dans l'histoire des centres sous la V<sup>e</sup> République : « Je franchis un pas. J'accepte de voter dans des circonstances nationales graves avec des gens différents [...]. Et même j'envisage dans l'avenir, lorsque viendra le moment de reconstruire notre pays, de travailler avec des gens différents de moi, d'un bord et de l'autre. »

## **« C'est le choix que je fais »**

Il se présente à nouveau à la présidentielle en 2007, mais cette fois contre son ennemi intime, l'enfant chéri de la droite, le nouveau Bonaparte, Nicolas Sarkozy. « Il ne représente que lui-même<sup>4</sup> », lance perfidement Simone Veil. « La seule chose qui enfle chez Bayrou, ce ne sont pas les sondages, mais les chevilles<sup>5</sup> », ironise le candidat de l'UMP, tout en jetant un regard inquiet sur les enquêtes qui donnent le centriste gagnant contre lui au second tour. Heureusement pour le maire de Neuilly, François Bayrou n'arrive que troisième du premier tour, mais avec un très beau score de 18,57 % des suffrages, qui lui permet de tenir entre ses mains le sort des deux candidats restés en lice, Nicolas Sarkozy et Ségolène



Royal. Fait exceptionnel, la candidate socialiste et le « troisième homme » de l'élection se retrouvent en débat sur BFM TV, le 28 avril, alors que Sarkozy a tout fait pour l'empêcher. Au soir du 1<sup>er</sup> mai, Ségolène se rend même au domicile parisien du Béarnais, une meute de journalistes à ses trousses, afin de négocier un éventuel désistement en sa faveur. Mais le rendez-vous tourne court, ce qui fera dire à la belle, dépitée, qu'il s'est conduit comme « un amoureux qui craint la panne, ou un adultère risqué<sup>6</sup> ».

Mais s'il n'épouse pas la cause royaliste, il ne se rallie pas pour autant à Sarkozy. En annonçant le 25 avril qu'il ne donne aucune consigne de vote pour le second tour, François Bayrou apparaît une nouvelle fois comme un traître pour les militants de la droite et il se fait un ennemi mortel du nouveau chef de l'État. Ce dernier décide d'ailleurs de se venger lors des élections municipales de mars 2008. Alors que le Béarnais partait grand favori pour succéder à la mairie de Pau au socialiste André Labarrère, dont les héritiers se déchirent, il est victime d'une cabale de la droite locale, fomentée depuis l'Élysée, et qui l'empêche d'obtenir au second tour la poignée de voix nécessaire pour s'imposer. « Urieta, il n'avait qu'un but : ramener la tête de Bayrou à Nicolas Sarkozy », peste une militante du Modem contre le candidat soutenu par l'UMP. François Bayrou paie au prix fort sa prétendue trahison de l'année précédente.

Il récidive pourtant à la présidentielle de 2012 en se présentant à nouveau face au sortant Sarkozy. Tout au long du quinquennat, il n'a cessé de fustiger celui qu'il qualifie dans *Abus de pouvoir* d'« enfant barbare », mettant l'accent sur ce qu'il appelle la « puérité » de Nicolas Sarkozy, coupable d'imaginer « qu'il suffit d'arriver pour tout changer ». Il ajoute : « J'ai connu une autre droite. J'ai connu une droite qui ne parlait pas d'argent devant les enfants [...]. J'ai connu des libéraux qui réprouvaient le mélange des genres entre le pouvoir

politique et le pouvoir économique », comme un défi au président « bling-bling ». Dénonçant la « sarkhollandisation » de la campagne présidentielle, focalisée sur l'affrontement droite-gauche, il la résume ainsi sur RTL en février 2012 : « Le programme de Nicolas Sarkozy est très simple : il faut battre François Hollande. Le programme de François Hollande est très simple : il faut battre Nicolas Sarkozy. » Réclamant un grand débat rassemblant les dix candidats officiels, il s'indigne de « l'entente clandestine » entre les deux grands pour « ne pas débattre ». Mais il est surtout révolté par la tournure sécuritaire et identitaire que prend la campagne du président sortant sous l'impulsion de Patrick Buisson, le conseiller de l'ombre de Sarkozy. Et s'il n'est plus en position de force au lendemain du premier tour, avec seulement 9,13 % des voix, ses mots pèsent néanmoins très lourd dans la balance du second. C'est pourquoi, lorsqu'il annonce sa décision de voter pour le candidat socialiste le 3 mai 2012, le coup est très rude pour la droite. « Nicolas Sarkozy s'est livré à une course-poursuite à l'extrême droite dans laquelle nous ne retrouvons pas nos valeurs », se justifie-t-il, ajoutant que voter blanc « serait de l'indécision » ; par conséquent : « Reste le vote pour François Hollande, c'est le choix que je fais. » C'est un séisme dans l'histoire de la droite et du centre. Pour la première fois, un centriste, compagnon de route des gaullistes depuis trente ans, ancien ministre de Jacques Chirac, se prononce en faveur d'un socialiste. C'est un crime de lèse-majorité, c'est la trahison absolue !

## **« Pour un plat de lentilles »**

Lorsque se profile la campagne pour l'élection présidentielle de 2017, qui voit la droite et le centre se déchirer pour désigner un

candidat unique, chacun scrute à nouveau très attentivement les choix de François Bayrou, dont le Modem pèse peu dans la vie politique mais dont les avis sont écoutés et respectés par une grande partie des Français. Son engagement en faveur d'Alain Juppé dans le combat de la primaire, qui oppose notamment le maire de Bordeaux à Nicolas Sarkozy, président des Républicains, devient l'un des thèmes obsessionnels des partisans de l'ancien chef de l'État. Dans une tribune publiée dans le *Journal du dimanche* en octobre 2016, cent soixante-cinq élus Les Républicains et UDI, menés par les sarkozystes François Baroin, Éric Ciotti, Luc Chatel et Rachida Dati, dénoncent le « retour opportuniste » du Béarnais. Ils l'accusent de « négociateur des circonscriptions, comme aux plus belles heures de la IV<sup>e</sup> République, pour soumettre la future majorité à ses propres idées ». À leurs yeux, « c'est un signe annonciateur d'une compromission idéologique », car « on ne peut pas sortir du socialisme avec celui qui nous y a fait rentrer ». C'est une allusion directe à la trahison de 2012, qui ne lui est pas pardonnée. D'ailleurs, Éric Ciotti, devenu un fidèle lieutenant de Nicolas Sarkozy après avoir été proche de François Fillon, ne se prive pas d'affirmer que si François Bayrou « avait été conforme à ses idées », c'est-à-dire s'il avait soutenu Sarkozy en 2012, « le destin de l'élection présidentielle aurait pu être modifié ».

Dans ses meetings, l'ancien président lui-même prend un malin plaisir à faire huer le Béarnais par ses supporters, qui en viennent souvent aux injures. Il est le traître par excellence, celui qui a fait perdre la droite cinq ans plus tôt. En fait, il est surtout aux yeux des sarkozystes le repoussoir idéal pour détourner les électeurs d'Alain Juppé, alors en tête dans les sondages. Ce à quoi répond le président du Modem dans une lettre au vitriol dénonçant la « brutalité » et l'« hystérie » d'un « Nicolas Sarkozy en perdition ».

Au lendemain des primaires, remportées à la surprise générale par François Fillon, chacun pense que François Bayrou se déclarera une nouvelle fois candidat, puisque Alain Juppé est écarté de la course. Mais après avoir laissé planer le suspense pendant de longues semaines, il renonce finalement à se présenter, proposant le 22 février 2017 une alliance pour « dépasser les clivages » à Emmanuel Macron. Ce ralliement n'a rien d'illogique dans la mesure où le positionnement « et à droite et à gauche » du jeune prodige de la politique s'inscrit dans le droit fil de la ligne prônée depuis quinze ans par le leader centriste. Et pourtant, voilà que resurgit à droite le grand air de la trahison, fredonné par Nathalie Kosciusko-Morizet : « En 2012, il a soutenu Hollande et aujourd'hui le conseiller puis ministre de Hollande, est-ce bien surprenant ? » Bernard Accoyer, secrétaire général Les Républicains, ne mâche pas ses mots : « À défaut de partager une même vision pour la France, Emmanuel Macron, l'héritier parricide, et François Bayrou sont liés par une même conception de la politique : absence de projet, absence de conviction, reniements à répétition... » Pour Éric Ciotti, c'est une confirmation : « François Bayrou est fidèle à lui-même, c'est un expert en trahison, en compromission. Après avoir tenu des propos très sévères sur monsieur Macron, il se rallie. Le plat de lentilles a sans doute été négocié. » Et c'est ainsi que le renoncement historique du leader centriste à son destin présidentiel est réduit par ses adversaires à l'image caricaturale du traître opportuniste.

Est-ce bien équitable ? Si François Bayrou est considéré comme un traître à droite, n'est-ce pas précisément parce qu'il est resté fidèle à ses idées, qui sont celles de la démocratie chrétienne, à la fois libérale, humaniste, sociale et européenne ? Et l'on peut se demander s'il n'est pas, au contraire d'un traître, celui qui a été trahi.

## « Fais gaffe, François »

Dès sa première candidature à la présidentielle de 2002, François Bayrou a mesuré le prix de son engagement... et la fidélité de son entourage. Lorsqu'il est venu à Toulouse braver les troupes chiraquiennes, c'était dans le fief de son compagnon de route Philippe Douste-Blazy, maire de la ville et organisateur du meeting. Ce dernier, qui était pourtant le numéro 2 de l'UDF derrière François Bayrou et qui lui avait succédé à la tête du groupe parlementaire, a choisi, au nom de la sacro-sainte alliance de la droite et du centre, de se rallier au gaulliste Jacques Chirac plutôt que de soutenir le candidat naturel de son camp. Le 27 février, quatre jours après le meeting de Toulouse, il lance un appel à voter pour le président sortant, signé par cent vingt députés et sénateurs centristes. « Fais gaffe, François, l'aurait-il averti par téléphone. Si Chirac perd, tu en seras tenu responsable pendant vingt ans<sup>7</sup>. » Manifestement, c'est un risque que le prudent député-maire de Toulouse n'a pas voulu courir, et cette trahison de l'UDF lui vaudra de devenir ministre de la Santé dans le gouvernement Raffarin en 2004. Il faut dire qu'il n'est pas le seul à quitter le navire de François Bayrou, car plusieurs ténors du centre ne tardent pas à l'imiter, notamment Nicole Fontaine, présidente du Parlement européen de 1999 à 2002, et François Loos, président du parti radical, qui se rallie publiquement à la candidature de Jacques Chirac. Quant au giscardien Hervé de Charette, il figure parmi les fondateurs de l'UMP, le parti du président officiellement lancé au lendemain du premier tour, après avoir été suspendu de ses fonctions de président délégué de l'UDF. Au total, vingt-quatre des soixante-sept députés du parti de François Bayrou se sont ralliés à Jacques Chirac au détriment de leur leader, dont Jacques Barrot, Bernard Bosson, Renaud Donnedieu de Vabres,

Renaud Dutreil et Pierre-André Wiltzer. Après la victoire de Jacques Chirac, ils sont quarante à abandonner l'étiquette UDF pour celle de l'UMP lors des élections législatives de juin 2002. À l'issue de ces élections, il ne reste plus que vingt-huit députés autour de François Bayrou, trahi par la majorité des siens. Lorsqu'il décide en novembre 2005 de voter contre le projet de budget du gouvernement Villepin, le noyau des fidèles se réduit à quinze, tandis que treize autres se contentent de l'abstention. Le 16 mai 2006, quand il vote à propos de l'affaire Clearstream la motion de censure déposée par la gauche, ils ne sont plus que neuf à le suivre. Son choix est condamné par Gilles de Robien, qui estime que « le président de l'UDF a perverti le principe de l'autonomie [du] parti pour le mettre au service du parti socialiste ». Suspendu en juin 2005 des instances dirigeantes de l'UDF pour avoir accepté le portefeuille de l'Éducation nationale dans le gouvernement Villepin, Gilles de Robien lance son propre courant, Société en mouvement, favorable à l'alliance avec la droite. Mais bien qu'il soit de plus en plus isolé, François Bayrou persévère dans la voie d'un centre autonome, et il lance sa candidature pour la présidentielle de 2007 à Lille, le 18 mai 2006, soit deux jours après son coup d'éclat au Palais-Bourbon.

## **Le roi est nu**

À raison de deux déplacements par semaine, François Bayrou part à la rencontre des électeurs, sous forme de « forums citoyens ». En intitulant son ouvrage programmatique *Projet d'espoir*<sup>8</sup>, il fait explicitement référence aux *Mémoires d'espoir* du général de Gaulle<sup>9</sup>. À l'exemple du Général, il veut proposer aux Français un « rassemblement » dont, dit-il, « la vague dépassera de beaucoup

l'élection présidentielle ». Cette campagne gaullienne l'amène en troisième position au soir du premier tour du 22 avril 2007, avec plus de 18 % des suffrages, un score historique pour un centriste. « Il y a désormais dans notre pays trois forces politiques, une à droite, une à gauche, et une au centre. Et c'est le centre qui est la force nouvelle », dit-il lors de sa conférence de presse du 25 avril 2007. C'est pourquoi, afin d'aller jusqu'au bout de cette logique, il annonce la création d'un nouveau parti politique, baptisé Mouvement démocrate, le Modem. Mais ce parti est né sur les fonts baptismaux de la trahison, car la plupart de ses amis ont quitté le navire avant même qu'il soit mis à l'eau. Il faut dire que la consigne a été lancée par les poids lourds de la famille centriste, à commencer par Valéry Giscard d'Estaing, fondateur de l'UDF, qui reproche à son ancien lieutenant « d'entretenir l'incertitude, de flotter dans le vide entre des politiques évidemment différentes, et de s'appuyer sur des majorités impuissantes et fragiles ». Simone Veil et Philippe Douste-Blazy réunissent le 13 mars 2007 au restaurant Chez Françoise une quarantaine de centristes décidés à barrer la route à Bayrou. Quant à Jean-Louis Borloo, il appelle au vote utile pour Sarkozy, de même qu'André Santini et Christian Blanc ; tous les trois seront récompensés par des portefeuilles ministériels. Les autres attendent le lendemain du premier tour pour lâcher François Bayrou, tel Hervé Morin, son propre lieutenant de campagne, ainsi que d'autres très proches, François Sauvadet, Nicolas Perruchot, Jean-Pierre Abelin et l'ancien communiste Maurice Leroy, son porte-parole, qui n'en est pas à un reniement près.

Ce dernier avait pourtant déclaré quelque temps plus tôt : « Je n'ai pas peur des pressions de Nicolas Sarkozy et si l'UMP veut envoyer un candidat face à moi aux législatives, je l'attends avec du goudron et des plumes. » Mais il a fini par céder aux « pressions »

sarkozystes, comme les deux tiers des députés UDF qui ont trahi François Bayrou. Ils signent dans *Le Figaro* du 8 mai 2007 une tribune intitulée « Pour un centre libre dans la majorité présidentielle », par laquelle ils déclarent entrer en dissidence avec les positions de leur ancien leader. Ils en appellent pour la plupart à la constitution d'un nouveau parti politique de centre droit, partenaire de l'UMP, ce qui sera fait avec la fondation du Nouveau Centre, présidé par Hervé Morin. Ce dernier obtiendra pour prix de sa trahison le portefeuille de la Défense dans le premier gouvernement Fillon, tandis que Maurice Leroy devra attendre novembre 2010 pour devenir ministre de la Ville. Le Nouveau Centre obtient vingt sièges lors des élections législatives des 10 et 17 juin 2007, tandis que le Modem est réduit à... deux députés, François Bayrou lui-même et son fidèle Jean Lassalle, l'homme au béret, dans les Pyrénées-Atlantiques. Jean-Christophe Lagarde, élu en Seine-Saint-Denis avec l'étiquette Modem, rejoint lui aussi le Nouveau Centre deux jours après sa réélection. Jean Lassalle avoue qu'il a été surpris « par la vitesse avec laquelle la saignée s'est faite ». Le roi François est nu au Palais-Bourbon, trahi par ses plus proches vassaux !

Qu'à cela ne tienne, il lui reste les sénateurs, tels la fidèle des fidèles Jacqueline Gourault, l'ancien ministre Jean Arthuis et le lyonnais Michel Mercier, ainsi que les députés européens, que l'énergique Marielle de Sarnez cornaque d'une main de fer. Mais les années qui suivent sont marquées par une série de revers électoraux, lors des élections municipales de 2008, lors des européennes de 2009, où la liste Modem n'obtient que six élus, et lors des régionales de 2010. En désaccord avec la stratégie de son chef lors des élections municipales, le sénateur Michel Mercier démissionne de la présidence du Modem du Rhône avant d'accepter le portefeuille de la Justice dans le gouvernement Fillon. Le départ



de ce proche de François Bayrou est l'illustration d'une crise profonde au sein des fédérations du parti, où se multiplient les défections, et où l'on critique aussi bien la gouvernance jugée trop autoritaire de son président que sa stratégie d'opposition à Nicolas Sarkozy. C'est en tout cas le jugement du député européen Jean-Louis Bourlanges, lui aussi vieux compagnon de route de François Bayrou, mais qui s'est rallié au candidat de la droite au second tour de 2007 : « C'est la vindicte personnelle anti-Sarkozy qui a perdu François Bayrou, dit-il au *Fig-Mag* en avril 2010, le contraire même de ce qu'on attend d'un homme politique du centre, le souci de l'équilibre et de la réforme, de la modération et du respect. Cicéron s'est transformé en Catilina. » Maurice Leroy n'est pas plus tendre à l'encontre de son ancien leader : « Il s'est flingué lui-même ! [...] Le problème de Bayrou, c'est lui-même. Il reste dans sa bulle et accumule les erreurs, d'ailleurs les scores électoraux du Modem s'en ressentent. Son orgueil mal placé lui joue des tours, son heure est passée. » Quant à Corinne Lepage, pourtant vice-présidente du Modem, elle le quitte en mai 2010 avec son mouvement Cap21... mais il est vrai que sa défection n'étonne pas vraiment, car ce n'est pas la première !

## **« Il s'aime trop, et ça se voit »**

Cela n'empêche pas François Bayrou d'annoncer en décembre 2011 sa candidature à une troisième élection présidentielle, faisant de Nicolas Sarkozy son principal adversaire. Il est rejoint à cette occasion par des sénateurs divers droite, par des partisans de Dominique de Villepin, et aussi par plusieurs personnalités du centre qui avaient pris leurs distances, tels Alain

Lambert, Bernard Bosson et surtout Philippe Douste-Blazy, revenu au bercail. Mais il subit les attaques d'autres anciens amis, à commencer par Jean-Louis Borloo, qui fut son porte-parole lors de la campagne de 2002 : « Bayrou ne dit rien de convaincant sur le fond. Il s'aime trop, et ça se voit<sup>10</sup> . » Ce à quoi l'intéressé a répliqué par avance : « Borloo, ça s'écrit B-O-R-L et double zéro<sup>11</sup> . » Hervé Morin, qui fut lui aussi porte-parole du Béarnais en 2002 puis son lieutenant dans la campagne de 2007, incite son ancien patron à lui laisser la place : « Il va abandonner avant terme, et ses électeurs vont se reporter à 50 % sur moi et 50 % sur Sarkozy<sup>12</sup> [...]. Son positionnement va refaire de lui un spectateur pendant cinq ans<sup>13</sup> . » Cela dit, personne ne croit vraiment à la candidature d'Hervé Morin qui, selon le président sortant, aurait « l'influence d'une punaise et le charisme d'une praire<sup>14</sup> ». Mais tout cela affaiblit la candidature de François Bayrou, qui le constate amèrement : « Rassembler les centristes, c'est comme conduire une brouette pleine de grenouilles : elles sautent dans tous les sens<sup>15</sup> ! » Et c'est ainsi qu'il n'arrive qu'en cinquième position au premier tour du 22 avril 2012 avec seulement 9,13 % des suffrages. Ce que confirment les mauvais résultats du Modem aux législatives suivantes, où François Bayrou lui-même est battu dans une triangulaire qui l'opposait au candidat de l'UMP et à la socialiste finalement élue. Il paie au prix fort son choix d'avoir voté Hollande au second tour, ce qui lui a valu la haine de la droite, mais sans la reconnaissance de la gauche.

Le seul élu Modem de 2012 est l'inamovible Jean Lassalle... mais qui lui aussi va « trahir » François Bayrou en 2016 pour se porter candidat à la prochaine élection présidentielle. Le fils de berger pyrénéen a-t-il été grisé par l'air des sommets, lui qui, en juin 2003, avait fait sensation en entonnant dans l'hémicycle la fameuse chanson béarnaise « Aqueros mountagnos » ? On dit qu'il

a surtout été déçu de ne pas avoir été investi comme tête de liste en Aquitaine lors des élections régionales de 2015 et qu'il désapprouve le soutien de François Bayrou à Alain Juppé. Toujours est-il que cette défection supplémentaire plombe la nouvelle campagne du président du Modem, ragaillardi en 2014 par son élection à la mairie de Pau. C'est d'autant plus difficile que son ralliement au maire de Bordeaux fait de lui la cible de toutes les attaques venant du clan Sarkozy, qui l'a désigné comme le bouc émissaire idéal. « De toute façon, le bègue, je vais le crever<sup>16</sup> ! », se serait exclamé l'ancien chef de l'État avec l'élégance rhétorique qui le caractérise. D'où les attaques contre le « traître » Bayrou répétées à l'envi par le porte-flingue Éric Ciotti.

Mais en réalité, s'il faut chercher la trahison, c'est bien dans le marigot centriste qu'il faut à nouveau se plonger. C'est ainsi que l'UDI de Jean-Christophe Lagarde refuse de soutenir François Bayrou comme candidat unique du centre, bien qu'ils aient créé quelque temps plus tôt une plateforme commune appelée L'Alternative. Au pied du mur présidentiel, l'ancien compagnon de route préfère se rallier à François Fillon, candidat de la droite, afin, dit-il, de se « rendre incontournable dans la majorité, ou dans l'opposition, ou peut-être dans une recomposition ». *Idem* pour Hervé Morin, qui fustige l'attitude d'« objet non identifié » du président du Modem, rallié à Macron. Et c'est ainsi qu'une bonne partie des centristes seront passés à côté de l'histoire.

## **Le vaudeville centriste**

Alors, qui est le traître dans ce vaudeville des centristes ? Est-ce François Bayrou, vilipendé par une droite qui ne supporte pas sa

dissidence ? Traître à Balladur en 1995, à Chirac en 2002, à Sarkozy en 2007 et 2012, et même à son ami Fillon, à qui il a sévèrement reproché le Penelopegate en 2017 ? « Pire que tout », ce Bayrou, comme le disait Simone Veil, offusquée de le voir prétendre au *leadership* des centres, elle qui en était la figure de proue ? Question de point de vue, évidemment, car c'est au contraire la fidélité à ses valeurs et à sa ligne politique qui caractérise le parcours du Béarnais depuis 2002. Doit-on lui reprocher d'avoir quitté ses anciens alliés à partir du moment où il n'était plus en concordance avec l'évolution de la droite ? Sa démarche consistant à recréer un centre autonome dans la vie politique française, tel que Jean Lecanuet l'avait fait connaître en 1965, n'était pas une trahison de son héritage démocrate-chrétien, bien au contraire. On peut lui reprocher de l'avoir fait de façon parfois trop brutale, maladroite, et, diront certains, pour le moins aut centrée. Ses adversaires comme ses alliés ont souvent critiqué la haute idée qu'il se faisait de lui-même et de sa mission. « François Bayrou est convaincu qu'il a été touché par le doigt de Dieu pour devenir président », écrit Simone Veil. Hervé Morin lui reproche son « obsession égotique pour la présidentielle ». Ce complexe de supériorité et sa conviction d'être un visionnaire lui ont valu de nombreuses inimitiés, c'est le moins que l'on puisse dire.

Mais l'explication fondamentale des trahisons qui ont affecté François Bayrou depuis 2002 est à chercher dans la friilosité ou dans l'opportunisme des autres chefs centristes, incapables de s'affranchir de leurs liens traditionnels avec la droite. La plupart d'entre eux ont préféré trahir leur héritage, et donc celui qui le défendait, afin de rester sous la protection de leurs puissants alliés gaullistes ou libéraux. C'est cette logique même qui a abouti à la faillite du système bipartisan en 2017 et à la recomposition autour

d'Emmanuel Macron. Somme toute, il était assez logique que l'homme qui réclamait depuis longtemps cette renaissance soit enfin récompensé de ses efforts, devenant le principal allié de La République en marche. Force est de constater que son grand projet de rassemblement au centre a fini par s'imposer. Sa prémonition est devenue réalité, et plus que jamais il peut se référer à la devise qu'il avait placée en exergue de sa biographie d'*Henri IV. Le roi libre*<sup>17</sup> en 1994 : « *Ce qui doit arriver ne peut manquer.* »

- 
- 1 . Paris, Stock, 2007.
  - 2 . Paris, Plon, 2009.
  - 3 . Cité sur RMC le 10 janvier 2012.
  - 4 . Déclaration du 8 mars 2007.
  - 5 . Cité dans *Le Canard enchaîné* , 11 avril 2007.
  - 6 . Ségolène Royal, *Ma plus belle histoire d'amour, c'est vous* , Paris, Grasset, 2007.
  - 7 . Cité dans *La Dépêche* , 1<sup>er</sup> mars 2002.
  - 8 . Paris, Plon, 2007.
  - 9 . Paris, Plon, 1959.
  - 10 . *Le Canard enchaîné* , 4 janvier 2012.
  - 11 . *Ibid.* , 27 juillet 2011.
  - 12 . *Ibid.* , 4 janvier 2012.
  - 13 . *Le Monde* , 24 février 2012.
  - 14 . *Le Canard enchaîné* , 24 novembre 2010.
  - 15 . Cité dans *Charles* n<sup>o</sup> 17, p. 122.
  - 16 . *Le Canard enchaîné* , 3 juin 2015.
  - 17 . Paris, Flammarion, 1995.

# Au FN, la trahison, une marque de fabrique, et de famille

---

Renaud Dély

L'extrême droite croit à l'hérédité. Culturellement, cette sensibilité politique appuie ses dogmes et théories sur l'inné bien plus que sur l'acquis. Elle mise davantage sur la filiation et la transmission par la génétique, conditions de la fabrication d'une élite, que sur l'éducation des masses et l'émancipation individuelle.

Est-ce pour cela que la trahison semble comme inscrite dans les gènes du Front national ? Depuis sa création le 5 octobre 1972, salle des Horticulteurs à Paris, le FN a traversé d'innombrables scissions, purges et vagues d'exclusion qui, toutes, se sont incarnées, à un moment ou à un autre, en une trahison plus ou moins spectaculaire.

Cette caractéristique résulte-t-elle du fait que le Front national est d'abord une PME familiale, qui tourne tout entière depuis quarante-six ans autour du sort de son fondateur, Jean-Marie Le Pen, et de ses héritières ? Ce penchant pour la trahison tient-il à ce que, dans cette formation à nulle autre pareille, il n'est guère de tradition

démocratique susceptible de résoudre de façon apaisée les différends internes ?

« Tu dois tout au parti, le parti ne te doit rien ! » Jean-Marie Le Pen aime à citer ce slogan qui était le mot d'ordre du Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot durant la guerre. Le premier secrétaire général du Front national, Victor Barthélemy, qui posa les fondations de l'appareil frontiste de 1972 à 1975, était d'ailleurs un ancien cadre du PPF. Dès lors qu'une formation politique se veut fidèle à un tel fonctionnement vertical, ultra-centralisé et d'essence totalitaire, le moindre désaccord, la moindre divergence a tôt fait de virer à la remise en cause de l'autorité du chef, et donc à la crise interne.

À moins que ce goût prononcé pour la trahison ne relève du fond idéologique d'un parti qui prône une inlassable recherche de pureté doctrinale et identitaire, une quête qui a tôt fait de générer méfiance et suspicion à l'endroit de traîtres en puissance vite suspects de déroger à l'orthodoxie. Le tout alimente en tout cas une sorte de paranoïa ambiante : tout ou presque au FN est affaire de doutes et de complots, de suspicion et de conjurations.

C'est sans doute la formation politique de la V<sup>e</sup> République qui cumule le plus de trahisons, de nature et d'ampleur diverses et variées, en un laps de temps aussi court.

Depuis l'échec cinglant de Marine Le Pen lors du deuxième tour de la présidentielle de 2017, et plus encore depuis son naufrage humiliant lors du débat télévisé d'entre-deux tours, le Front national n'en finit pas de se déliter. On connaît le proverbe chinois popularisé par Mao selon lequel « le poisson pourrit par la tête ». C'est peu ou prou le sort que connaît le parti d'extrême droite qui a vu s'éloigner depuis l'été 2017 nombre de cadres, de militants, et surtout deux de ses figures emblématiques, l'ex-députée du Vaucluse, nièce de

Marine Le Pen et petite-fille de Jean-Marie Le Pen, Marion Maréchal-Le Pen, puis le vice-président du parti, qui fit office de gourou de Marine Le Pen durant huit ans, Florian Philippot.

Deux départs chaotiques qui furent, l'un et l'autre, vécus comme des trahisons par Marine Le Pen tant l'engagement au FN suppose une indéfectible loyauté à l'endroit de celui ou de celle qui le dirige. Un dogme indépassable régit le gouvernement du Front national, celui de l'infaillibilité du chef, copie, selon ses détracteurs, du fameux *Führerprinzip* qui se résume en une formule aussi simple que limpide : le chef a toujours raison. Dès lors, quiconque ose contester l'autorité du leader et remettre en cause ses choix et compétences est contraint à l'exil, volontaire ou forcé. Le dernier en date à avoir subi ce divorce est Florian Philippot, qui a annoncé son départ du FN le 21 septembre 2017 parce qu'après plusieurs mois de conflit souterrain, Marine Le Pen avait décidé de le priver de ses délégations et responsabilités. Pour s'émanciper, l'évincé a dû se résoudre à créer son propre mouvement, Les Patriotes.

Au-delà de ce cas, la concentration du pouvoir au FN dans les seules mains de son président, Jean-Marie Le Pen, de 1972 à 2011, puis de sa présidente, Marine Le Pen depuis sept ans, explique le sort funeste infligé à la plupart des numéros 2 du FN depuis la création du parti<sup>1</sup>. De François Duprat à Florian Philippot, en passant par Jean-Pierre Stirbois, Bruno Mégret, Carl Lang et Bruno Gollnisch, tous furent contraints au silence et à l'effacement sous peine de devoir subir les foudres de leur supérieur, voire l'humiliation d'une exclusion s'ils manifestaient une quelconque volonté d'autonomisation. Au Front national, la seule ambition tolérée est celle du chef, toutes les autres sont aussitôt suspectes.



## **Le parricide ou la trahison suprême**

Tel est le mécanisme à la source de la plupart des trahisons qui ont émaillé la vie du Front national depuis près d'un demi-siècle. Avec, au sommet du Panthéon des trahisons politiques, la plus spectaculaire, la plus parfaite d'entre elles : le parricide !

Depuis le mythe d'Œdipe, supprimer son géniteur apparaît comme le crime suprême. Ce forfait anéantit aussi bien en un instant la victime qu'il ne ronge, à petit feu, le coupable tant celui-ci, hanté par le remords, ne parvient jamais à se remettre d'avoir commis une telle horreur. Est-ce ce sentiment de culpabilité qui perturbe la marche de Marine Le Pen depuis qu'elle a entrepris d'exclure son père du Front national, un pénible processus, interminable et chaotique, entamé au printemps 2015 et toujours... inachevé trois ans plus tard ? La cour d'appel de Versailles a en effet fini par confirmer le 9 février 2018 l'exclusion du FN de Jean-Marie Le Pen... tout en le maintenant à la présidence d'honneur du parti !

Cette fracture morale autant que politique, ce divorce, intime et familial, a-t-il contribué à la déstabiliser lors du fameux débat télévisé d'entre-deux tours de la présidentielle face à Emmanuel Macron, le 3 mai 2017, durant lequel la candidate d'extrême droite fit l'étalage de son incompétence et de son inaptitude à gouverner devant 16,5 millions de téléspectateurs ? Le poids de cette rupture avec son père participe-t-il de la difficulté qu'elle éprouve encore à se relever de son lourd échec au second tour de la présidentielle de 2017 ? Toujours est-il que le caractère inédit de cette crise politique a fait entrer le Front national dans l'histoire. Jamais en effet dans un régime démocratique le fondateur d'un parti n'avait fini par en être exclu par sa propre fille à qui il avait, de son plein gré, cédé son fauteuil.

« Ce que Marine m'a fait, le parricide, ça la suivra jusqu'à sa mort<sup>2</sup> ! » Ainsi se confessait Jean-Marie Le Pen un soir d'automne où, tout à son ressentiment, il ruminait son malheur en cet hôtel particulier de Montretout, perché au sommet de la colline de Saint-Cloud, théâtre de tant d'intrigues et de règlements de comptes depuis que la famille Le Pen y élut domicile en 1976.

Certes, il est délicat de faire passer le vieux leader d'extrême droite pour une simple victime, pour un martyr de la duplicité et de la cruauté de sa progéniture. Après avoir soutenu, encouragé et favorisé l'ascension de sa fille jusqu'à l'installer dans son fauteuil de président du Front national lors du congrès de Tours de janvier 2011, Jean-Marie Le Pen, relégué au rang honorifique de président d'honneur, n'a cessé de lui mettre des bâtons dans les roues. Jaloux, aigri et volontiers donneur de leçons, il a accumulé les provocations racistes et antisémites, comme s'il entendait empêcher la normalisation du parti recherchée par l'héritière. Sans doute la « dédiabolisation » du parti d'extrême droite, vantée sur tous les tons et espérée haut et fort par « la fille du diable » était-elle déjà une trahison de l'héritage aux yeux du fondateur du FN.

Dès l'amorce de son ascension, son père l'avait pourtant mise en garde : « Marine est bien gentille mais sa stratégie de dédiabolisation ne nous a rien rapporté. Un Front gentil, ça n'intéresse personne. » L'avertissement date de janvier 2005. Jean-Marie Le Pen venait de faire scandale en jugeant dans l'hebdomadaire d'extrême droite *Rivarol* que, pendant la guerre, « l'occupation allemande n'avait pas été aussi inhumaine que cela ». Marine Le Pen avait bruyamment manifesté son désaccord. L'épisode n'était que la première embrouille politique d'une longue série de disputes entre la fille et le père. Sept ans plus tard, devenue présidente du FN, et engagée dans la campagne présidentielle,

Marine Le Pen a la désagréable surprise de voir, en février 2012, son père rendre un vibrant hommage à... Robert Brasillach, poète collaborationniste et directeur du journal *Je suis partout* pendant la guerre, fusillé à la Libération pour « intelligence avec l'ennemi ».

À deux mois du premier tour du scrutin élyséen, la provocation suscite un tollé. Au printemps 2014, deux semaines après une nouvelle échéance électorale, celle des européennes où le Front national est arrivé en tête avec 25 % des suffrages, Jean-Marie Le Pen récidive. À la militante frontiste Marie d'Herbais de Thun, par ailleurs proche de Marine Le Pen, qui l'interroge pour son blog vidéo sur l'attitude de Patrick Bruel et des artistes qui se mobilisent contre le FN, le vieil homme répond, en s'esclaffant grassement : « On fera une fournée la prochaine fois ! » Le scandale est immense. L'homme du « point de détail », de « Durafour-crématoire » et de tant d'autres saillies antisémites a rechuté. Marine Le Pen publie rapidement un texte ambigu dans lequel elle se désolidarise de l'expression de ces propos, mais pas du contenu lui-même : « Avec la très longue expérience qui est celle de Jean-Marie Le Pen, écrit la présidente du Front national, ne pas avoir anticipé l'interprétation qui serait faite de cette formulation est une faute politique dont le Front national subit les conséquences. » Tirillée entre son intérêt politique immédiat et sa fidélité familiale, l'héritière ajoute : « Je suis convaincue que le sens donné à ses propos relève d'une interprétation malveillante. »

Bref, pour la fille, le père n'est pas antisémite mais il ne devrait pas donner l'occasion à ses adversaires de l'en accuser... On frôle la schizophrénie, un symptôme qui est souvent le premier pas sur le chemin de la trahison. Marine Le Pen prend d'ailleurs, pour la première fois, une mesure de rétorsion pour sanctionner son père en suspendant son blog vidéo qui disparaît du site officiel du parti. Outré, Jean-Marie Le Pen se fend d'une lettre ouverte à « Madame

la présidente du Front national » : « Vous estimez-vous donc fondée à sanctionner le fondateur et président d'honneur du Front national, en outre député européen depuis trente ans et brillamment réélu avec quatre colistiers ? » La rupture est en germe. Moins d'un an plus tard, une nouvelle provocation de Jean-Marie Le Pen va donner l'occasion à sa fille de se débarrasser de celui que, parmi les dirigeants du FN, beaucoup surnomment désormais « papy Danielle », une référence au film d'Étienne Chatiliez *Tatie Danielle*, l'histoire d'une vieille dame acariâtre dont l'attitude pourrit la vie de sa famille. Le 2 avril 2015, répondant à Jean-Jacques Bourdin au micro de RMC, Jean-Marie Le Pen répète une nouvelle fois qu'il considère « les chambres à gaz comme un point de détail de l'histoire », cette éternelle saillie antisémite qui lui a valu de multiples condamnations depuis qu'il l'a prononcée une première fois vingt-huit ans plus tôt.

Une semaine plus tard, rebelote. Il s'exprime longuement dans le sulfureux hebdomadaire *Rivarol*, un journal de surcroît en guerre ouverte avec Marine Le Pen. Peu importe pour le fondateur du FN qui trouve là des colonnes accueillantes pour héberger ses éternelles rengaines. Jean-Marie Le Pen y réhabilite le maréchal Pétain qu'il n'a « jamais considéré comme un traître », se lance dans une longue analyse xénophobe pour appeler à « sauver l'Europe morale et le monde blanc », et s'attaque même aux origines du Premier ministre, Manuel Valls : « Il est français depuis trente ans, moi je suis français depuis mille ans. Quel est l'attachement réel de Valls à la France ? Cet immigré a-t-il changé du tout au tout ? Qu'a-t-il apporté à notre pays ? » Cette fois, pour Marine Le Pen, c'en est trop. Encouragée par son plus proche collaborateur, le vice-président du FN Florian Philippot, cheville ouvrière de la « dédiabolisation », elle se décide à exécuter son père.

La séance historique qui tourne la page fondatrice du Front national s'ouvre le 4 mai 2015, vers 10 heures du matin, au siège du parti, à Nanterre. Jean-Marie Le Pen est traduit à huis clos devant le bureau politique du Front national, soit l'instance qui rassemble les plus hauts dirigeants du parti. Tous les présents lui doivent tout ou partie de leurs mandats, honneurs et titres, à commencer par sa fille, Marine. Tous, ou presque, vont pourtant l'éliminer méthodiquement. Sans un remords. Presque sans un regard. Stupéfait, le vieil homme se débat. Il plaide sa cause dans un silence de mort. « Je dois vous avouer que bien qu'ayant affronté toutes sortes de difficultés dans la vie politique d'opposant patriote, je n'avais jamais imaginé qu'un jour, président du FN, l'ayant dirigé pendant près de quarante ans, président d'honneur depuis 2011, je serais un jour traduit devant une juridiction disciplinaire dont, ironie du sort, le secrétaire était Saint-Just », commence-t-il dans une allusion à la présence de l'avocat Wallerand de Saint-Just, conseiller régional d'Île-de-France et serviteur zélé de Marine Le Pen.

Puis le fondateur du FN s'en prend vertement à Florian Philippot qu'il soupçonne d'être l'instigateur du complot visant à l'abattre parce qu'il a « procédé à des recrutements massifs de collaborateurs dont l'une des caractéristiques communes, c'est de vouloir faire table rase du passé pour remplacer les vieux cons par des jeunes trous du cul ! ». Enfin, Jean-Marie Le Pen s'attaque directement à sa fille. Il l'accuse de trahir la pureté doctrinale du FN qu'il lui a légué : « C'est l'âme du FN qui a été blessée. La solidarité s'est affaiblie. On craint d'avoir mauvaise réputation républicaine. Sommes-nous devenus le premier parti antifasciste et antiraciste de France ? Laissons ces tristes hochets à nos ennemis et soyons fiers d'être le parti des patriotes français et des parias du drapeau tricolore. »

Vaine, sa plaidoirie tombe dans le vide. Et c'est sa propre fille, Marine, qui se charge de répliquer. Elle lui assène le coup de grâce devant une assistance médusée : « Tu ne supportes pas que je fasse plus de voix que toi ! La répétition de tes provocations est insupportable. On en est là à cause de ton ego surdimensionné !

– Non, à cause de ta paranoïa ! », riposte son géniteur. Fin du règlement de compte familial.

La nièce et petite-fille, Marion Maréchal-Le Pen, y a assisté sans piper mot. Une motion condamnant « les propos tenus et réitérés par Jean-Marie Le Pen » est adoptée par 39 voix sur 44 présents. Marion Maréchal-Le Pen a voté pour, comme sa tante, bien sûr. L'exécution familiale s'achève. La direction du FN enclenche la procédure d'exclusion de Jean-Marie Le Pen du parti qu'il a fondé près d'un demi-siècle plus tôt. « Dans ma vie, j'ai été beaucoup trahi, mais disons que cette séance a complété mon expérience des hommes », confessera-t-il un peu plus tard, ajoutant : « Je suis un vieux briscard, un vieux crocodile, mais ça me paraît aberrant. C'est une mauvaise action et une mauvaise affaire... » Une « mauvaise action » qui traumatise d'abord Marine Le Pen : « À ce stade, c'était lui ou moi », avoue-t-elle, avant d'ajouter, pour essayer de justifier son geste : « Pourquoi devrais-je me comporter en fille, quand il ne se comporte plus en père<sup>3</sup> ? »

Sur le tard, le vieil homme finit par accéder à un semblant de lucidité en ruminant la cruelle décision de sa fille : « Je crois que j'ai fini par l'insupporter, elle ne supportait plus de m'entendre ni même de me voir. En définitive, elle ne supportait plus que j'existe. » Ne plus supporter de voir l'autre, ne plus tolérer sa présence, ne plus être capable d'endurer sa voix ou son odeur, tel est le réflexe même qui est à l'œuvre lors d'un crime passionnel et, en l'occurrence, d'un parricide.

Écarté par sa propre fille, Jean-Marie Le Pen se retrouve trahi par sa progéniture... après avoir lui-même beaucoup trahi pour lui faire de la place.

## **L'avènement du népotisme ou le sacrifice des grognards**

Car de 2003 à 2011, au cours des huit années de l'ascension de Marine Le Pen qui ont précédé sa prise du pouvoir, le fondateur du FN a écarté un à un tous les rivaux qui se dressaient sur la route de l'héritière. Ce népotisme intrinsèque au fonctionnement même du parti d'extrême droite a conduit son fondateur à se montrer sans pitié à l'endroit de ses fidèles, et d'abord envers ceux qui s'étaient dévoués sans compter pour le servir. Ainsi, en octobre 2005, deux dirigeants historiques sont exclus, le maire d'Orange, Jacques Bompard, et l'ancienne députée d'Eure-et-Loir, Marie-France Stirbois. Le premier avait adhéré au parti dès sa fondation et dirigeait depuis 1972 la fédération frontiste du Vaucluse, la seconde était la veuve de l'ancien numéro 2 du FN, Jean-Pierre Stirbois, décédé dans un accident de la route en 1988. L'un comme l'autre avait servi sans broncher Jean-Marie Le Pen durant près de trente-cinq ans. Jusqu'à ce qu'ils osent critiquer les ambitions de sa fille qu'ils surnomment la « jet-setteuse » pour sa propension à faire la fête plutôt qu'à cultiver l'orthodoxie doctrinale. Sa carrière durant, Jean-Marie Le Pen n'a cessé de répéter une maxime devenue fameuse pour justifier ses réflexes xénophobes : « Je préfère mes filles à mes cousines et mes cousines à des étrangères. » Il passe aussi sec aux travaux pratiques en écartant Jacques Bompard et Marie-France Stirbois parce qu'ils osent critiquer l'héritière. Et tant

pis pour les services rendus par les intéressés. Aucune circonstance atténuante ne saurait excuser leur crime ès lepénisme. Le troisième dirigeant frontiste trahi par la colère du *pater familias* est sans doute celui qui avait prononcé durant des années les éloges publics les plus appuyés, et même les déclarations d'amour les plus fiévreuses, pour saluer sa grandeur : il s'agit du député européen Jean-Claude Martinez, universitaire fantasque et iconoclaste fiscaliste du FN. Il refuse de céder sa place éligible aux élections européennes de 2009 sur la liste de la grande région Sud-Ouest à Louis Aliot, compagnon de Marine Le Pen et vice-président du parti : « C'est comme si, à la veille de la bataille d'Austerlitz, Napoléon avait nommé la Madelon comme chef d'état-major<sup>4</sup> », s'indigne-t-il. Ce vieux grognard du lepénisme est viré sans coup férir par Jean-Marie Le Pen. Le cas de Carl Lang est peut-être plus emblématique encore de ce népotisme exacerbé qui conduit le fondateur du parti à trahir ses plus fidèles soutiens.

Secrétaire général du FN, ce militant historique est passé par tous les échelons d'un parti qu'il a rejoint dès 1978, à l'âge de vingt ans tout juste. En décembre 1998, lors de la scission mégrétiste, c'est lui qui organisa la défense du dernier carré de cadres restés fidèles à Jean-Marie Le Pen au moment où Bruno Mégret le quittait avec la majorité de l'appareil. Quatre ans plus tard, c'est Carl Lang qui sauvait une fois encore la mise de son mentor en collectant en quelques semaines les cinq cents parrainages nécessaires pour valider *in extremis* sa candidature à la présidentielle. Pour Carl Lang, le fondateur du FN avait toujours été un héros auquel il donnait, l'œil brillant et la voix émue, du « président » tonitruant ! Jusqu'à ce jour de 2005 où Le Pen le somma de céder son poste de secrétaire général, en charge de l'appareil du parti, à... Louis Aliot. Ce fidèle d'entre les fidèles endure encore trois ans de brimades et vexations



jusqu'à ce qu'en juin 2008, Marine Le Pen lui annonce qu'elle entend conduire l'année suivante la liste européenne dans la grande région Nord-Ouest dont il est l'élu sortant. Carl Lang refuse, Jean-Marie Le Pen le convoque, l'intéressé refuse de déférer, et le voilà écarté d'un revers de main au bout de trente et un ans de bons et loyaux services pour faire place nette à l'héritière.

Et que dire du sort infligé à Bruno Gollnisch... Tout au long de sa carrière politique, l'universitaire lyonnais s'est mis au garde-à-vous devant le fondateur du FN. Il lui a obéi au doigt et à l'œil durant près de trente ans, subissant ses oukases et humiliations, avec le secret espoir qu'un jour, tant de sacrifices lui vaudraient la récompense suprême, la quête du Graal frontiste, lorsque se réglerait la succession. Bruno Gollnisch n'était-il pas monté en première ligne pour ferrailer contre le « félon » Bruno Mégret lors de la scission de la fin des années 1990 ? Pour l'en remercier, Jean-Marie Le Pen l'avait même gratifié publiquement du titre honorifique de « dauphin », suprême honneur et surtout prometteuse audace lexicale dans le langage du chef. Le patient Gollnisch était bien décidé à attendre, sans rien hâter du déclenchement d'une mécanique qui lui semblait inéluctable. Jusqu'à ce que la montée en puissance de la fille ne commence à le menacer. Un jour de 2008, Jean-Marie Le Pen asséna un coup de semonce. Interrogé par quelques journalistes sur l'appétit de Bruno Gollnisch pour sa succession, il lâcha : « Le destin des dauphins, c'est parfois de s'échouer... » Un bon mot qui résonnait, déjà, comme un arrêt de mort politique. Trois ans plus tard, Jean-Marie Le Pen soutient officiellement et publiquement sa fille lors de la campagne interne pour sa succession qui l'oppose à l'ex-dauphin. Un ultime coup de pouce en forme de fidélité familiale... et de trahison politique pour

celui qui l'avait secondé envers et contre tous durant de si longues années.

Depuis, le fondateur du FN répète, contre l'évidence, qu'au fil de sa carrière, il n'a jamais accolé l'étiquette de dauphin à aucun de ses lieutenants. « Il n'y a qu'un seul numéro au Front national, c'est le numéro 1 ! » Cet avertissement, Jean-Marie Le Pen aurait pu l'infliger au fidèle Bruno Gollnisch pour enterrer définitivement ses espoirs. Il l'asséna quelques années plus tôt, le vendredi 28 août 1998, à l'issue de l'université d'été de Toulon, pour sonner le glas des ambitions et du destin politique d'un autre Bruno, le « félon » Mégret<sup>5</sup>.

## **Mégret le « félon », ou la malédiction des numéros 2**

Celui-ci avait commis l'imprudence de convoiter la tête de liste aux élections européennes prévues au mois de juin 1999. Condamné à une peine d'inéligibilité, Jean-Marie Le Pen était en effet menacé de devoir renoncer à ce scrutin. Pour le suppléer, il avait émis l'hypothèse de confier la tête de liste à... son épouse, Jany, aussi désintéressée qu'incompétente sur le plan politique. Saugrenue, la suggestion était à la fois une humiliation et un piège pour Bruno Mégret. Lui-même, condamné à une peine d'inéligibilité deux ans plus tôt, n'avait-il pas cédé la tête de liste aux municipales à son épouse, Catherine, qui avait remporté la ville de Vitrolles (Bouches-du-Rhône) lors d'une élection municipale partielle en février 1997 ? Ivre de rage, le délégué général du FN commet donc l'imprudence de laisser transparaître son ambition. Il s'ouvre publiquement de son souhait de devenir tête de liste si Le Pen est

empêché de l'être par la justice. Le président du FN se saisit de cette déclaration pour enclencher méthodiquement la marginalisation de son second.

L'heure de la « démégrétisation » a sonné. Le fondateur du FN confie à sa fille, Marine, la direction des affaires juridiques du parti avec mission de couper les vivres aux mégrétistes : licenciements de permanents, budgets réduits, attributions rognées, tout est bon pour limiter l'influence de Bruno Mégret et de ses amis. « Je ne serai pas le Rocard de Le Pen », répète l'intéressé. Tout au long de l'automne, il concocte donc, de façon souterraine, avec ses fidèles, une rébellion qui éclate au grand jour lors de la réunion du conseil national du FN, le 5 décembre 1998. Ce jour-là, dans le huis clos de la Maison de la chimie, à Paris, où sont réunis les trois cents cadres les plus importants du parti, les mégrétistes organisent un gigantesque chahut pour contester l'autorité du vieux chef. Toute la journée, Jean-Marie Le Pen essuie des huées et des protestations, notamment lorsqu'il évoque l'hypothèse de la candidature de son épouse aux européennes. Sous les sifflets de l'assistance, il reproche à Bruno Mégret d'avoir commis « une faute » en postulant pour la tête de liste, critique ses « manœuvres » et l'accuse d'avoir fomenté depuis des semaines un complot pour le déstabiliser.

Bruno Mégret et ses amis réclament l'organisation d'un congrès extraordinaire pour restaurer l'unité du mouvement. Le Pen refuse et prononce trois semaines plus tard l'exclusion d'une douzaine de responsables qu'il juge coupables de trahison : Bruno Mégret, Jean-Yves Le Gallou, Pierre Vial, Damien Bariller, Philippe Olivier, Franck Timmermans, Serge Martinez, etc.

Le 11 décembre, lors d'une conférence de presse, Jean-Marie Le Pen dénonce un « pu-putsch » fomenté par « un groupuscule appuyé par de très puissants capitalistes proches de l'Élysée »,

« des manœuvres subversives multipliées depuis des semaines et des mois », « une poignée d'ambitieux fébriles, manipulés et alimentés de l'extérieur », « un complot ourdi de longue date, en secret », etc. À la tête de la conjuration, en grand ordonnateur de cette « trahison » préparée de longue date, on trouve bien évidemment Bruno Mégret, tour à tour affublé par Le Pen des sobriquets de « Nabot-Léon », pour sa petite taille, de « Brutus », ou encore de « félon ». Le soir même, en meeting à Metz devant sept cents supporters, Jean-Marie Le Pen assène le coup de grâce : « Ce qui me différencie de César qu'approchait Brutus le couteau à la main, et qui releva sa toge pour se couvrir la tête, c'est que moi, je sors mon épée et je tue Brutus avant qu'il ne me tue ! »

« Brutus », l'étiquette va désormais coller à Bruno Mégret et couler son destin politique.

Et parce que le FN reste une PME familiale où tout s'imbrique et se mélange, le privé et le public, l'intime et le politique, la rupture entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret se double d'une seconde rupture personnelle et familiale, entre le fondateur du FN et sa fille aînée, Marie-Caroline. Celle-ci est en effet la compagne de Philippe Olivier, conseiller régional d'Île-de-France et proche lieutenant de Bruno Mégret. Fou de rage, Le Pen en vient à répudier sa propre fille un dimanche soir, à la télévision, sur le plateau de TF1 : il dénonce la trahison de sa fille, Marie-Caroline, qui est passée chez les mégrétistes parce qu'« elle est liée à l'un des chefs de la sédition » et que « la loi naturelle porte les filles plutôt vers leur mari ou leur amant que vers leur père ». La scène est d'une violence rare. Elle illustre cette insoutenable « nuit des petits couteaux » dans laquelle est plongé le parti d'extrême droite. Dans cette atmosphère de trahisons tous azimuts, tout le monde s'accuse, tous se

soupçonnent mutuellement, chacun est potentiellement le traître de l'autre.

La bataille se déporte aussi sur le terrain judiciaire. Le « félon » Mégret engage une bataille juridique pour récupérer le nom du parti. Le Pen la gagne et empêche la dotation du financement public. Bruno Mégret en est réduit à créer son propre mouvement, le Mouvement national républicain (MNR). Il atteint à peine 3,3 % des voix aux européennes de juin 1999, puis 2,2 % à la présidentielle le 21 avril 2002 quand Jean-Marie Le Pen, lui, fort de 16,8 % des suffrages, se qualifie pour le second tour.

Après une petite dizaine d'années d'enlisement au cours desquels il collectionna les échecs dans l'indifférence générale, Bruno Mégret finit par abandonner la vie politique. « Au bout d'un moment, quand vous n'avez plus d'électeurs, plus d'argent, et plus de médias, il faut bien en tirer les conclusions<sup>6</sup> ... », confie-t-il. À l'extrême droite, et au-delà, il ne lui restait plus guère qu'une (sale) réputation, celle du traître par excellence. Le Pen, c'est le FN. Et le FN, c'est Le Pen, et rien d'autre. Cette adéquation entre la marque Le Pen et celle du FN ne coulait pourtant pas de source. Si l'on remonte aux origines du parti, on s'aperçoit qu'elle découle d'un coup de force, et même d'une trahison qui émane... de Jean-Marie Le Pen lui-même. Celle-ci survient moins de deux ans après le lancement du parti, Jean-Marie Le Pen se saisissant des circonstances politiques pour faire passer son ambition électorale personnelle avant l'intérêt commun de la famille de l'extrême droite.

## **Le coup de force de Le Pen, ou la trahison originelle**

Méconnue, l'histoire mérite d'être brièvement contée. À l'orée des années 1970, la création du Front national vise à rassembler au sein d'une même formation tous les courants et sensibilités d'une extrême droite éparpillée en groupuscules rivaux. Il s'agit de bâtir une coalition électorale mêlant les deux grands courants de l'extrême droite, les nationalistes et les nationaux, pour présenter des candidats communs lors des élections législatives de mars 1973. Au cœur de ce rassemblement, le mouvement Ordre nouveau (ON) fait figure de noyau dur. C'est la tendance la mieux structurée, la mieux organisée, et disposant de l'essentiel des forces militantes. Violent, brutal, ce groupuscule souffre toutefois d'une image sulfureuse amplement méritée au regard des multiples bagarres dans lesquelles sont impliqués ses militants qui passent le plus clair de leur temps à faire le coup de poing avec les gauchistes ou les forces de l'ordre. Conduit par Alain Robert, Ordre nouveau revendique le rôle dirigeant au sein du Front national.

Il se cherche toutefois une vitrine présentable pour concourir aux législatives, et c'est ainsi qu'il se tourne vers celui qui passe déjà pour un vieux cheval de retour de l'extrême droite française, Jean-Marie Le Pen, quarante-quatre ans, ex-député poujadiste de 1956 à 1958, puis apparenté CNI de 1958 à 1962, et directeur de la campagne présidentielle de Jean-Louis Tixier-Vignancour en 1965. Son passé de parlementaire plaide pour lui. Il permet de gommer l'image séditeuse d'Ordre nouveau. Aussi surprenant que cela puisse paraître près d'un demi-siècle plus tard, lors de la création du Front national, Jean-Marie Le Pen passe pour le « modéré » de ce nouvel attelage, et c'est à ce titre qu'il parvient à décrocher la présidence du tout jeune parti. « Que le premier dirigeant du FN, qui devait se faire au fil du temps le principal obstacle à la "dédiabolisation", ait originellement été choisi pour mettre en œuvre

cette stratégie n'est pas l'une des moindres bizarreries de l'histoire frontiste<sup>7</sup> », note à raison l'historien Grégoire Kauffmann.

D'emblée, la cohabitation au sein du nouveau Front national des nationaux de Jean-Marie Le Pen et des nationalistes d'Ordre nouveau emmenés par Alain Robert s'avère chaotique. Une autre vieille figure de l'extrême droite, l'ex-collaborationniste Roland Gaucher, passé de Marcel Déat pendant la guerre à Jean-Marie Le Pen, résume ainsi ce climat de tensions : « Une chose est sûre : c'est qu'il existe un état de grande méfiance entre la bande à Alain et la bande à Jean-Marie pour le contrôle du Front [...]. D'un côté, il y a un homme qui entend asseoir son autorité, ne pas devenir l'otage d'un groupe qu'à l'évidence il ne contrôle pas et qui estime qu'il a vocation pour être un leader et que nul autre que lui dans les milieux nationalistes n'est doté de la même envergure, ce qui est loin d'être faux. De l'autre, il y a un groupe très solidaire, très structuré. Il est formé par des garçons jeunes qui ont mené avant même 1968 de nombreux combats de rue. Ils jugent sévèrement les batailles perdues : Poujade, Tixier-Vignancour, l'OAS, les généraux. Leur heure, pensent-ils, est venue<sup>8</sup> . »

Cette coexistence peu pacifique entre vieux baroudeurs et jeunes activistes vole en éclats sur l'échec des élections législatives de mars 1973. Présent dans seulement 104 circonscriptions, au lieu des 400 espérées, le FN n'obtient que 1,32 % des voix, Le Pen lui-même ne recueillant que 5,22 % des suffrages dans la XV<sup>e</sup> circonscription de Paris. Alain Robert et ses soutiens jugent que la stratégie de « normalisation » incarnée par la mise en avant de la figure de Le Pen a échoué. Il est temps de remobiliser les troupes avec des actions plus musclées. Le 21 juin, Ordre nouveau organise à la Mutualité, à Paris, un meeting sous le mot d'ordre « Halte à l'immigration sauvage ! ». Le Pen, hostile à la tenue de cette

réunion, n'y met pas les pieds. À la tribune, les orateurs multiplient les provocations verbales, racistes et antisémites. À l'extérieur, les militants d'Ordre nouveau affrontent les trotskistes de la Ligue communiste et les forces de l'ordre. Les blessés sont nombreux. Le lendemain, la police effectue une perquisition au siège d'Ordre nouveau et découvre des dizaines d'« armes par destination », manches de pioche, barres de fer, et perches de bambou. La semaine suivante, le Conseil des ministres procède à la dissolution d'ON, « organisation étroitement liée à des partis néofascistes et néonazis étrangers ».

« Le Pen n'est pas mécontent des mésaventures dans lesquelles sont englués ses "amis" [...]. Il a les mains libres alors que les dirigeants d'Ordre nouveau se terrent dans la clandestinité<sup>9</sup> », résumait Gilles Bresson et Christian Lionet. Déjà en quête de respectabilité, il comprend que ses jeunes partenaires turbulents sont devenus un boulet susceptible d'entraver sa marche en avant. Il décide de s'en débarrasser. Il fait donc acte d'autorité et saute sur l'occasion pour mettre sur la touche le numéro 2 du Front national, Alain Robert. Celui-ci avait organisé ses troupes en les rassemblant autour du lancement d'un nouveau journal baptisé *Faire front*. Le Pen l'accuse de fractionnisme, dénonce une tentative de putsch, et riposte en écartant sans discussion les dissidents qui refusent de plier. Ceux-ci prétendent lui disputer la paternité, et donc le contrôle, du parti. Jean-Marie Le Pen se lance, déjà, dans une bataille juridique pour s'octroyer le nom de « Front national ». Le vice-président du FN, l'historien négationniste François Duprat, a raconté cette offensive dans une histoire de l'extrême droite française qu'il a rédigée avant d'être assassiné en mars 1978<sup>10</sup>, dans un attentat jamais élucidé : « Le Pen, par une brillante contre-attaque judiciaire, va détruire successivement tous les "atouts" de Robert, écrit-il. Il



obtient tout d'abord la saisie du premier numéro de *Faire front* , puis il obtient un nouveau référé interdisant à ses "concurrents" de s'affubler du titre de Front national. Ainsi est entériné son droit légal à compléter le bureau politique du Front national et à mettre fin à la crise en cours. » Jean-Marie Le Pen recompose alors une direction à sa main et concentre l'organisation du mouvement autour de sa personne. Exclus, les membres d'Ordre nouveau n'ont plus qu'à transformer *Faire front* en base arrière d'un nouveau mouvement qui verra le jour l'année suivante, le Parti des forces nouvelles.

Point d'orgue de la personnalisation du FN autour de la figure de Jean-Marie Le Pen, celui-ci se présente à l'élection présidentielle d'avril 1974. Le candidat n'y glane que 0,74 % des voix. L'humiliation est cinglante, le FN divisé, marginal et ruiné, mais Jean-Marie Le Pen a au moins remporté un succès : le FN, désormais, c'est lui, et personne d'autre. Son coup de force a réussi. La trahison originelle, c'est donc la sienne. Elle a consisté à transformer un rassemblement de sensibilités diverses et d'obédiences multiples en un mouvement ultra-centralisé, dévoué à son seul intérêt, et dont les inflexions stratégiques et politiques dépendent de son unique bon vouloir.

C'est précisément cette personnalisation du mouvement autour d'un leader tout-puissant qui est à l'origine des multiples purges et scissions ayant émaillé l'existence du Front national. C'est l'installation d'une marque Le Pen indélébile, plus forte que celle du Front national, qui a suscité tant de crises et d'exclusions dès lors que le plus modeste appétit, la plus fragile tentative d'émancipation, la moindre ambition devient forcément une trahison potentielle aux yeux du chef suprême.

Et c'est le caractère totalitaire de cette marque Le Pen, érigée en unique source de légitimité, qui a engendré la plus grave des

trahisons, le plus imprescriptible des crimes politiques, le parricide, dès lors que deux dépositaires de cette même marque, une fille et son père, se sont résolus à s'affronter.

- 
- 1 . Nicolas Lebourg et Joseph Beauregard, *Dans l'ombre des Le Pen. Une histoire des numéros 2 du FN* , Paris, Nouveau monde poche, 2012.
  - 2 . Renaud Dély, *La Vraie Marine Le Pen. Une bobo chez les fachos* , Paris, Plon, 2017, p. 26.
  - 3 . *Le Parisien* , 15 mai 2015.
  - 4 . Renaud Dély et Henri Vernet, *Frères ennemis. L'hyperviolence en politique* , Paris, Calmann-Lévy, 2015, p. 176.
  - 5 . Renaud Dély, *Histoire secrète du Front national* , Paris, Grasset, 1999, p. 209.
  - 6 . Renaud Dély et Henri Vernet, *Frères ennemis. L'hyperviolence en politique* , *op. cit.* , p. 251.
  - 7 . Grégoire Kauffmann, *Le Nouveau FN. Les vieux habits du populisme* , Paris, Seuil, coll. « La République des idées », 2016, p. 60.
  - 8 . Roland Gaucher, *Les Nationalistes en France* , t. I, *La traversée du désert (1945-1983)* , Paris, Roland Gaucher, 1995, p. 216-217.
  - 9 . Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen. Biographie* , Paris, Seuil, 1994, p. 366.
  - 10 . François Duprat, *La Droite nationale en France de 1971 à 1975* , Paris, éd. L'Homme Libre, 2002.

# Qui a trahi François Hollande ?

---

Michèle Cotta

Amour, ambition, politique, abandon, trahison : comme dans les grands feuilletons américains, tout est lié dans la folle aventure de l'année 2017, qui a vu pour la première fois de la V<sup>e</sup> République un président sortant renoncer à sa candidature et un de ses ex-lieutenants de trente-neuf ans le remplacer à l'Élysée au terme d'une campagne où rien ne s'est passé comme on l'attendait.

Une sorte de tragicomédie politique en quatre actes, avec deux héros principaux, des seconds rôles, surpris ou indignés, enthousiastes ou déprimés, jouant le chœur antique avec plus ou moins de brio devant une foule d'assistants, les 67 millions de Français, qui n'ont parfois rien compris au spectacle qui se donnait devant eux. Emmanuel Macron a-t-il trahi la confiance de François Hollande ? Est-ce lui qui a contraint le président de la République à l'abandon ?

Comme souvent, la réponse est plus difficile qu'il n'y paraît. François Hollande en est lui-même convenu en jetant les gants en 2016 : il ne faisait plus l'unité des socialistes et, vu son degré d'impopularité, il ne pouvait que conduire la gauche à la défaite.

Quel rôle a joué Emmanuel Macron dans cette prise de conscience ? A-t-il profité de l'occasion offerte ? Mais est-ce cela, trahir ? Le jeune ministre des Finances à tout moment ou presque de son envol n'a rien caché au président de la République, qui n'a, malgré cela, rien vu venir, ou trop tard. Et n'est-ce pas plutôt le Premier ministre, Manuel Valls, qui a poussé *in extremis* Hollande dans les escaliers, sans se douter qu'il serait entraîné par sa chute ?

François Hollande a beaucoup varié dans son interprétation. « Il m'a trahi avec méthode », dira-t-il plus tard de son protégé Emmanuel Macron lorsque celui-ci s'est lancé dans la présidentielle. Mais aussi, en d'autres circonstances, il s'est borné à reconnaître, sans plaisir, que Macron avait tout simplement profité de l'occasion qui lui était offerte, la nature ayant horreur du vide. La place était libre, le jeune homme l'a prise, en effet sans remords. « D'autres croient que dans le ciel ne luit qu'une seule étoile, la leur, que tout est affaire de chances et de circonstances et qu'ils ne sont liés à rien ni à personne<sup>1</sup> », notera avec une sorte de lucidité amère François Hollande en avril 2018 dans son livre *Les Leçons du pouvoir* .

Il a pourtant bien suivi, l'un après l'autre, tous les préparatifs de son cadet. Tous deux d'ailleurs se sont beaucoup parlé, et il est arrivé que François Hollande conseille à celui qu'il croyait son « obligé » d'aller de l'avant, sans s'occuper du Premier ministre.

François Hollande a bien perçu, et depuis longtemps, qu'Emmanuel Macron avait les plus hautes espérances, il a bien vu que le ministre des Finances avançait ses pions. Il aurait fallu être aveugle pour ne pas s'en rendre compte. Mais il s'est trompé : il croyait impossible que le « petit Macron » puisse figurer dans la compétition dès 2017. Le président de la République, lui-même indécis, pensait que ce jeune homme, pour lequel il avait affection et même admiration, se préparait pour l'élection suivante, celle de

2022. Et qu'entre-temps, le ministre de l'Économie jouerait les rabatteurs pour lui. Lourde erreur. Mais où est la trahison ? Et qui a trahi ?

Au point de départ – c'est le premier acte –, les deux héros, François Hollande et Emmanuel Macron, leur première rencontre et leur félicité.

C'est Jean-Pierre Jouyet, proche parmi les proches de François Hollande, qui, dès 2008, joue l'entremetteur entre son ami de toujours et le jeune Emmanuel Macron. Un spécimen rare, ce Jean-Pierre Jouyet, inspecteur des Finances comme il se doit : il a accumulé, au sortir de Sciences Po et de l'ENA, une bonne dizaine de postes prestigieux dans l'État, de la direction du Trésor à celle de la Caisse des dépôts, en passant par la présidence de l'Autorité des marchés financiers. Il a même, mettant entre parenthèses, pendant un an, six mois et vingt-cinq jours, son amitié pour François Hollande, accepté le poste de secrétaire d'État aux affaires européennes, dans le gouvernement Fillon pendant le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Fou de foot, au surplus, comme François Hollande, et auteur d'un livre original et bien troussé sur la politique et la chanson française, Jouyet connaît le Tout-Paris de la finance et de l'économie. Et le Tout-Paris le lui rend bien. Dans son cheptel, à l'Inspection générale des finances dont il est le directeur entre 2005 et 2007, arrive un jeune homme de vingt-sept ans, Emmanuel Macron, passé lui aussi par l'ENA, dont il remarque, d'emblée, la rigueur et la créativité – deux qualités rarement réunies chez une même personne –, le goût pour la musique et la philosophie, pour le tennis et la littérature. Il en fait *illico* son chargé de mission. Celui-ci, déjà tenté par la politique – il a choisi Machiavel comme sujet de sa thèse de doctorat, ce qui ne trompe pas –, accepte avec enthousiasme en 2007 d'être nommé rapporteur adjoint de la

commission Attali sur la croissance française. C'est là qu'il fait ses premières armes et conquiert un nouveau public, dont Jacques Attali, à la fois fier et jaloux du jeune inspecteur des Finances mis à la disposition de sa commission. Jacques Attali, pourtant avare de compliments, va jusqu'à parler de la « compétence extrême, la grande clarté, la sûreté du jugement, la volonté de faire, d'aller dans le concret » de Macron, pas fâché des éloges que fait de lui, dans les cercles du pouvoir, l'ancien conseiller de François Mitterrand. Vite tenté par la politique, Emmanuel Macron songerait à se rapprocher d'un autre prestigieux énarque, Laurent Fabius, avec lequel il envisagerait volontiers de faire un bout de chemin. Jouyet lui conseille d'aller plutôt voir du côté de chez François Hollande, qui se prépare à partir en guerre contre Nicolas Sarkozy.

Jean-Pierre Jouyet a bien senti les choses. Le couple qu'il unit ces années-là est prometteur. Le premier, François Hollande, vient tout juste d'abandonner le premier secrétariat du parti socialiste, où il a succédé à Lionel Jospin près de dix ans plus tôt. Il n'a alors qu'un seul dessein : la présidence de la République. En 2007, Ségolène Royal, sa compagne d'alors, a pris le départ sous son nez, sans que, empêtré dans les conflits internes du PS, il ait pu mettre ce qui était déjà son projet à exécution. En 2010, il en est alors convaincu, c'est son moment. Dominique Strauss-Kahn prépare sa candidature ? La presse le voit déjà à l'Élysée ? Cela ne fait pas reculer François Hollande d'un pouce. 3 % des Français seulement évoquent son nom pour le premier poste de l'État ? Qu'importe, ils changeront d'avis. Il est convaincu, dit-il alors<sup>2</sup>, que DSK ne fera pas autour de lui l'unité des socialistes et de la gauche, que lui seul est en mesure de la réaliser et que, en cas d'élections primaires, il battra le directeur général du FMI sans réelle difficulté. Le 15 mai 2011 met un terme à cette compétition qui, en une seule soirée, n'en

est plus une : Dominique Strauss-Kahn, frappé d'une accusation d'agression sexuelle, est arrêté à New York. Dès les jours, les semaines qui suivent, François Hollande fait un bond dans les sondages. Après une primaire à l'automne, où quatre compétiteurs se mesurent à lui – dont Martine Aubry, qui compte avoir derrière elle l'appareil du parti puisqu'elle a succédé à Hollande au premier secrétariat –, il est considéré comme le plus rassembleur et désigné sans grande surprise candidat du PS à l'élection présidentielle qui vient.

C'est là qu'arrive Emmanuel Macron. Celui-ci, dans l'intervalle, est devenu banquier d'affaires chez Rothschild, où il démontre son savoir-faire en matière de fusions acquisitions. Sur un gros coup, le rachat de Pfizer par Nestlé, il y est devenu millionnaire. Mais l'argent n'est pas un de ses moteurs. Et sa vie chez David de Rothschild ne le détourne pas du candidat socialiste. Il n'a rencontré celui-ci qu'une fois en 2008 chez Jacques Attali. Il rejoint en 2010 les partisans, rares alors, du futur candidat socialiste et commence, dans la plus grande discrétion, Rothschild oblige, à réunir régulièrement un groupe d'économistes pour préparer l'arrivée à l'Élysée de François Hollande. C'est à ce titre<sup>3</sup> qu'il lui reviendra, tout naturellement, en janvier 2012, après le fameux discours du Bourget, essentiel dans la conquête des électeurs de gauche par Hollande, de rassurer le monde financier français et européen. Le candidat socialiste, ovationné, a dit que son ennemi était la finance, il a imprudemment promis qu'une taxe de 75 % frapperait les revenus supérieurs à un million d'euros. Qu'à cela ne tienne : Emmanuel Macron, qui à cette rare occasion revendique son expérience dans la banque, prend son bâton de pèlerin et s'en va, partout où il le peut, à Londres et ailleurs, apaiser les financiers. Il les convainc en partie, d'autant qu'il est trop tard pour enrayer la

marche de François Hollande vers l'Élysée : la victoire de celui-ci est annoncée. D'un bout à l'autre de la campagne qui l'oppose à Sarkozy, pas un sondage qui ne souligne depuis le début de 2012 l'avance du candidat socialiste sur le président sortant, dont l'impopularité atteint des records.

Voilà donc François Hollande à l'Élysée. Et l'arrivée, dans ses bagages, d'Emmanuel Macron, toujours vigoureusement soutenu par Jean-Pierre Jouyet, resté quelque temps, pour veiller au grain, à la direction de la Caisse des dépôts. Fin de l'acte I.

L'acte II, sans doute le plus court, préfigure les deux derniers. À l'Élysée, Emmanuel Macron, même considéré comme le « chouchou » de Hollande et de Jouyet, même nommé secrétaire général adjoint de l'Élysée chargé de l'économie, mesure la sorte de paralysie qui, à peine le président élu et son Premier ministre Jean-Marc Ayrault nommé, s'est abattue sur l'État. Sur l'Élysée aussi, où le secrétaire général Pierre-René Dumas, ex-camarade de promotion de François Hollande à l'ENA, n'imprime pas, c'est le moins qu'on puisse dire, un dynamisme fou au cabinet présidentiel. Emmanuel Macron en perdrait presque sa bonne humeur légendaire.

Après l'exaltation de la conquête, voici venue la saison de l'action, c'est-à-dire, en réalité, de l'attente. L'été qui suit l'élection est long comme un jour sans pain. D'une réunion internationale à l'autre, rien n'est véritablement décisif, même pas, fin juin, un Conseil européen, où François Hollande parvient à faire accepter à Angela Merkel le rajout d'un petit volet sur la croissance au pacte monétaire sur lequel la chancelière allemande était tombée d'accord avec Nicolas Sarkozy. Après le discours de politique générale de Jean-Marc Ayrault à l'Assemblée nationale, arrive la succession d'innombrables escarmouches et autres « couacs »



gouvernementaux, qui font apparaître les nouveaux ministres comme des amateurs, ou pire, des incompetents. Puis vient, fin juillet, la grande conférence sociale, à laquelle le président attache une importance capitale tant il lui semble que la social-démocratie, dans laquelle il veut s'inscrire, n'existe pas sans un pacte négocié et accepté par tous les partenaires sociaux.

« La question, souligne alors Jean-Marc Ayrault, lucide, est de savoir ce que la France est capable de faire dans la recherche d'un compromis social<sup>4</sup>. » François Hollande se donne toute la durée de son quinquennat pour ficeler son pacte. À peine ont-ils été réunis pour la première fois avant les grandes vacances que les partenaires sociaux, au demeurant tous satisfaits de s'être rencontrés pour parler des problèmes sans chercher à les résoudre, décident de se revoir à l'automne. Chacun prend son temps. Et l'on n'évoque surtout pas le coût du travail, dont Jean-Marc Ayrault n'a même pas parlé en clôturant la grande fête syndicale de juillet, ni la compétitivité.

Qu'on imagine l'impatience d'Emmanuel Macron à l'idée du long processus qui s'annonce, au moment où le jeune directeur adjoint du cabinet de François Hollande pense que ce qui ne se fait pas dans la première année d'un mandat présidentiel ne se fera jamais. D'autant que l'atmosphère sociale, hors des grands colloques où chacun montre patte blanche, se dégrade à grande vitesse. La cascade des plans sociaux, longtemps différés à la demande du gouvernement précédent à la veille de la campagne présidentielle, est le premier rappel à l'ordre. Autant de grenades dégoupillées pour Bercy, Matignon et l'Élysée, dont il revient précisément à Emmanuel Macron d'éviter l'explosion. Tout cela coïncé entre un ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, qui se veut le chantre de la démondialisation, un ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, qui,

pris à la gorge par le déficit laissé par le quinquennat précédent, n'a d'autre solution que d'augmenter les impôts, et un ministre des Finances évanescent, Pierre Moscovici.

Emmanuel Macron, finalement, trouve le temps long à l'Élysée. Il a bien contribué à mettre au point, début 2014, le mécanisme du CICE, et aussi celui du pacte de responsabilité, que François Hollande a présenté lors de sa conférence de presse du 14 janvier 2014, mais Dieu que la vie est lente à l'Élysée ! Dieu que la machine administrative est lourde. « Il faut six mois, convient Hollande le 1<sup>er</sup> juillet de la même année, pour transcrire dans la loi un texte de ce genre<sup>5</sup> . »

Six mois, un siècle pour Emmanuel Macron.

À son camarade de promotion Gaspard Gantzer, entré à l'Élysée début 2014 pour diriger les services de communication présidentiels en déshérence, il confie, comme par inadvertance, qu'il n'a pas l'intention de faire des vieux os dans la maison. Deux éléments vont le conforter dans sa volonté de partir vers un ailleurs plus respirable. Où les choses vont plus vite. D'abord, paradoxalement, le remplacement de Pierre-René Lemas, qu'il juge incompetent, par Jean-Pierre Jouyet au secrétariat général de l'Élysée. Emmanuel Macron ne veut pas jouer les doublons. Sans doute d'ailleurs a-t-il un instant pensé qu'il pourrait être le successeur tout naturel de Lemas. L'arrivée à l'Élysée de celui qui a été son guide lui démontre paradoxalement qu'aux yeux du président, il n'a pas fini de faire ses classes.

Puis, surtout, décisif est le refus de François Hollande de faire de lui – comme le deuxième Premier ministre du quinquennat, Manuel Valls, le lui suggère – le ministre de l'Économie du nouveau gouvernement, formé le 31 mars 2014. Un refus qu'il apprend, bien sûr, même si la conversation entre le président de la République et

son futur Premier ministre devait rester confidentielle, et qui le blesse. Il sait bien déjà, pourtant, ce que François Hollande pense de son jeune protégé : qu'il est inventif, imaginatif, génial même, mais qu'il n'est pas encore mûr pour exercer un pouvoir politique. Pour celui qui, comme le président, est parvenu à l'Élysée après une carrière tout entière consacrée à la politique, à Paris, où il s'est empêtré pendant dix ans dans les tendances, groupes et sous-groupes du PS, en même temps qu'en Corrèze, où il s'est longtemps battu pour arracher son siège de député, un jeune homme de trente-cinq ans, fût-il attachant, terriblement séducteur, « surdoué », comme on le dit à l'Élysée, ne peut sans avoir tâté du suffrage universel lors d'une élection nationale ou même locale passer directement d'un cabinet, même présidentiel, à la case politique. L'admiration de François Hollande pour son secrétaire général adjoint est réelle. Elle a ses limites. L'attachement d'Emmanuel Macron à François Hollande a les siennes. Il quitte l'Élysée en début d'été.

Acte III. La traversée du désert aura été, comme l'a dit Laurent Fabius de Lionel Jospin, celle d'un bac à sable. Pas plus tôt sorti par une porte, Emmanuel Macron est rappelé à l'Élysée par l'autre. À des fonctions ministérielles cette fois, enfin.

À la fin du mois d'août, Arnaud Montebourg a déclaré la guerre. Il est vrai qu'il se laissait volontiers aller, en privé, depuis longtemps déjà, à assaisonner François Hollande de quelques traits volontairement irrespectueux, tournant autour du sobriquet éloquent qu'il lui avait donné avant même l'élection présidentielle : « Flanby ».

Cette fois-ci, il va trop loin.

Il a franchi le pas au cours de la fête de la rose à Frangy-en-Bresse, où tous les ans à la même époque, entre vacances et rentrée politique, le ministre du Redressement productif organise

autour de lui, en son honneur, un rassemblement politique. À chaque fois, un invité de marque : cette année, c'est le tour du ministre de l'Éducation nationale, Benoît Hamon. Passons sur le fait que Manuel Valls, avant d'être nommé à Matignon, avait scellé une sorte de pacte de non-agression avec précisément ces deux ministres, dont il connaissait le pouvoir de nuisance au sein d'un parti rétif aux réformes qualifiées de « néolibérales ». En ce début d'automne, ce sont eux qui lèvent, sans savoir exactement jusqu'où ils peuvent aller, l'étendard de la révolte. L'essentiel du discours de Montebourg, offensif et éloquent, tient en quelques phrases : les promesses d'améliorations économiques – sous-entendu les mécanos du président – n'ont pas marché. La croissance et l'emploi sont à l'arrêt. Inutile de s'entêter, comme le souhaite l'Allemagne de madame Merkel, à vouloir réduire les déficits à marche forcée. « J'ai demandé solennellement au président et au Premier ministre, conclut-il, une inflexion majeure de notre politique économique. »

Diable ! Qu'un ministre en exercice dénonce la politique qu'il est chargé de conduire, c'est surprenant, mais passe encore. Mais qu'il le fasse quatre jours après que le président a répété, dans une tribune au *Monde*, qu'il ne changerait pas de cap économique, c'est une vraie transgression. Pour François Hollande, souvent plus conciliant, comme pour Manuel Valls, la ligne jaune a été franchie par ses deux alliés d'hier. Dehors, donc, Arnaud Montebourg et Benoît Hamon.

Alors, qui mettre à l'économie ?

Une nouvelle fois, Jean-Pierre Jouyet propose Emmanuel Macron. Manuel Valls ne s'y refuse pas : après tout, n'avait-il pas lui-même proposé le nom du collaborateur du président six mois plus tôt, lorsqu'il a formé son premier gouvernement ? Ce qui a changé, c'est que, cette fois, François Hollande y voit son compte. « C'est la

bonne solution au bon moment<sup>6</sup> », aurait-il résumé. Pourquoi ? Qu'est-ce qui a changé, dans l'esprit du président, en quelques mois ? Pourquoi le jeune Macron, novice en politique hier, serait-il devenu en trois mois un ministre crédible à Bercy ? Parce que la nature a horreur du vide ? Sans doute. Il n'y a pas tellement de personnes, autour de Valls et de Hollande, capables de se mouler sans effort dans le poste. Pierre Moscovici, ministre de l'Économie et des Finances, battu aux dernières élections municipales, n'a pas été reconduit dans le premier gouvernement Valls, qui a préféré l'exfiltrer à Bruxelles. Michel Sapin ? Il restera au ministère des Finances et des Comptes publics. C'est bien assez pour lui.

Alors, quoi, quel poste pour Emmanuel Macron ? Aucun des problèmes économiques ne lui est étranger. Depuis le début du quinquennat, il a été associé à toutes les mesures prises sur le sujet par François Hollande et il n'a pas pris, en trois mois, assez de distance de l'Élysée pour que son retour soit considéré comme une reculade du président de la République. Ce soir-là, lorsque, sur le perron de l'Élysée, Jean-Pierre Jouyet annonce la nomination d'Emmanuel Macron au ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, il ne peut se retenir de sourire. Le soir même, lors d'un dîner à l'Élysée avec quelques hiérarques socialistes, le remplacement d'Arnaud Montebourg par Emmanuel Macron n'est pas du goût de tout le monde : « Un banquier de trente-sept ans », se lamente l'un. « Un haut fonctionnaire de plus au gouvernement ! », insiste l'autre. « C'est une erreur d'avoir mis un financier de plus au gouvernement, à l'industrie en plus », râle le dernier, il peut causer un « véritable instrument industriel ».

Alors François Hollande s'énerve : « Quel est le procès qu'on fait à ce garçon, dit-il, mettant un terme aux propos des uns et des autres. On le critique depuis des années, mais il est venu travailler

avec moi très tôt. Rothschild ? Henri Emmanuelli lui-même a travaillé pour Rothschild. Et puis demain, quand Manuel ira devant le Medef, ne se fera-t-il pas applaudir ? » Cet hommage à celui qui l'a soutenu dans son combat présidentiel avant que Manuel Valls ne se rallie à lui est-il un signe, une mise en garde subtile adressée au Premier ministre ?

Une chose est sûre. François Hollande est heureux d'avoir récupéré Emmanuel Macron. D'abord par ce qu'il a en lui, en matière économique, plus de confiance qu'en n'importe qui. Ensuite parce qu'il n'est pas mécontent d'opposer à un Premier ministre, qu'il n'a nommé que pour des raisons politiques et pour lequel il n'a jamais éprouvé de sentiment d'amitié, un homme plus jeune, dans lequel il revoit peut-être sa propre jeunesse, capable de damer le pion sur son terrain à tous ses adversaires – et éventuellement, à Manuel Valls lui-même. « Le président a désormais un collaborateur à l'économie », résume un des convives du dîner élyséen.

Sans oublier l'effet médiatique de cette nomination. Emmanuel Macron n'est-il pas déjà la coqueluche des médias ? Le président sait que la nomination de Macron fera la une des journaux le lendemain. Il n'a pas tort : le soir même, les éditorialistes s'en félicitent, interprétant son arrivée au gouvernement comme la « clarification de la ligne présidentielle », comme un « marqueur social-libéral ». Une embellie médiatique sur laquelle comptait justement François Hollande. À Gaspard Gantzer, chargé de commenter pour la presse le gouvernement Valls 2, il recommande : « Dis bien que Macron a toute ma confiance. »

Il est vrai que Macron peut d'autant plus facilement reprendre et défendre la ligne économique de soutien aux entreprises engagée par Hollande en janvier 2014 qu'il a lui-même contribué à l'imaginer.

Entre les deux hommes, c'est le moment délicieux des retrouvailles. Jamais autant que pendant cette (courte) période, Hollande et Macron ne paraîtront plus proches. Jamais l'indulgence du président de la République ne lui sera plus marquée. Notamment quand, premier tohu-bohu médiatique, *Le Point* publie le lendemain de l'installation à Bercy d'Emmanuel Macron une interview du ministre de l'Économie recueillie vingt-quatre heures seulement avant qu'il ne soit nommé. Avec le plus grand naturel, Emmanuel Macron juge dépassé le débat sur le carcan des trente-cinq heures et plaide pour l'assouplissement du temps de travail. Ses propos privés n'auraient pas suscité de démenti. Mais il est devenu ministre, et les services de Manuel Valls font immédiatement savoir qu'il n'est pas question de revenir sur la durée légale du temps de travail. On imagine facilement les retombées sur les participants de l'université d'été des jeunes socialistes réunie en cet instant à La Rochelle. À l'Élysée, le président reste muet.

Même émoi dans la classe politique quelques semaines plus tard, lorsqu'Emmanuel Macron juge, dans sa première interview en tant que ministre de l'Économie, qu'une partie des travailleuses de GAD sont des illettrées. C'est vrai, mais ces choses-là ne se disent pas, ou pas comme cela. Emmanuel Macron, hyper-diplômé, est contraint d'exprimer ses regrets devant l'Assemblée nationale. Il regrette, mais n'en pense pas moins. Là non plus, aucun blâme ne vient de l'Élysée, même si, à Matignon, on soupire déjà devant les propos « cash » du ministre. Même complicité entre le président et son ministre de l'Économie pour sa première montée au feu, la discussion et le vote de la fameuse loi Macron, début 2015. Non seulement Hollande encourage son ancien collaborateur, mais il s'engage à ses côtés : il reçoit des membres de la commission mise

en place pour discuter du texte de loi. Le discours d'Emmanuel Macron, le 27 janvier, a même été relu par François Hollande.

Mais déjà, les choses se gâtent à nouveau. Manuel Valls, instruit, dit-il, par les spécialistes du PS, juge que le texte qu'on appelle déjà la loi Macron risque de ne pas recueillir la majorité au Parlement : dans la majorité, les « frondeurs » socialistes refusent de dire jusqu'au dernier moment quel sera leur choix. L'opposition, favorable sur le fond au texte élaboré à la commission, hésite à donner son accord au ministre de l'Économie de François Hollande. S'il ne tenait qu'à lui, Emmanuel Macron, qui a conduit 133 heures de débat en commission, qui a analysé l'un après l'autre 1 801 amendements, dont 627 ont été adoptés, prendrait volontiers le risque de solliciter les suffrages des députés. Craint-il véritablement un vote négatif du Parlement sur un texte essentiel du quinquennat, ou bien ne veut-il pas d'un triomphe bruyant d'Emmanuel Macron ? Manuel Valls choisit en tout cas d'appliquer l'article 49.3 de la Constitution, c'est-à-dire d'engager la responsabilité du gouvernement et d'imposer la loi sans vote. Sûr d'avoir séduit les membres de la commission, certain qu'il aurait de la même façon trouvé une majorité devant l'hémicycle, Emmanuel Macron tente sa dernière chance auprès de François Hollande, le 1<sup>er</sup> mars 2015, en une fin de dimanche à l'Élysée, pour que sa loi soit soumise aux députés. Cette fois, il trouve le président de la République décidé à donner raison à Manuel Valls. « Emmanuel Macron, écrira François Hollande dans *Les Leçons du pouvoir*, a pensé que le recours au 49.3 avait été conçu par le Premier ministre pour l'empêcher de glaner les lauriers d'un débat parlementaire réussi. » Ce n'est pas exact. François Hollande revendique pour lui la responsabilité du 49.3 qui a profondément blessé le ministre de l'Économie, en expliquant que cette réforme lui tenait tellement à cœur qu'il n'était pas question, ni



pour Manuel Valls ni pour lui-même, de la voir retoquée par un Parlement indocile ou hostile.

Ce qui n'empêche pas le président, peut-être pris de remords après avoir tranché contre Emmanuel Macron, d'envoyer à Gaspard Gantzer, son proche conseiller passé maître dans la communication présidentielle, immédiatement après son tête-à-tête pénible avec lui, une petite note apaisante : « Il a pris un coup sur la tête, il faut l'aider. »

Après un Conseil des ministres exceptionnel, Hollande confirme son accord, sur ce point, avec son Premier ministre. « Nous ne pouvons pas prendre le risque d'être battu, dit-il, c'est pourquoi le gouvernement va engager la responsabilité du gouvernement. »

Pour le ministre de l'Économie, la décision du président de la République de ne pas s'inscrire en travers du Premier ministre est un premier coup. « Manuel veut récupérer le bébé, dit-il avec colère à son ami Gaspard Gantzer. Rien de plus, rien de moins. »

Cette date marque-t-elle le début de l'acte IV de ce récit ? Ou peut-être est-ce un peu plus tard, début 2016, lorsque Manuel Valls décide de faire porter par d'autres ministres que Macron une nouvelle loi de libéralisation. Ce devait être la loi Macron 2, ce sera, en mars, la loi El-Khomri, nouvelle venue au gouvernement, dont les compétences à ce poste sont encore bien faibles. Comme si cela ne suffisait pas pour signifier à Macron, lequel d'ailleurs fait bonne figure, sa défaveur, celui-ci se voit notifier à la suite d'un nouveau mini-remaniement qualifié de technique son inutile rétrogradation dans l'ordre protocolaire gouvernemental, décision acceptée, comment en serait-il autrement, par le président. À ceux qui, discrètement, autour de lui, souhaitent le départ du Premier ministre et son remplacement à Matignon par Emmanuel Macron, pour donner un nouvel élan à sa présidence, un an avant l'élection

présidentielle de 2017, François Hollande répond : « Manuel Valls serait plus offensif dehors que dedans<sup>7</sup> . » Il répondra plus cruellement encore un autre jour, à l'un de ses proches s'inquiétant de certains propos de Manuel Valls : « Il vaut mieux le laisser faire, c'est lui que cela perdra<sup>8</sup> . »

C'est Emmanuel Macron, du coup, qui se pose le problème : vaut-il mieux pour lui, décidément, « être dehors que dedans » ? Accepter les remontrances publiques et privées de Manuel Valls ? Ou jouer sa partie en solo, convaincu qu'il est, déjà à ce moment, que François Hollande ne pourra pas se présenter en 2017 ? Et plus encore que s'il se présentait, il serait battu à plate couture. François Hollande lui a-t-il fait quelque confiance ? C'est bien improbable puisque lui-même, à l'époque, hésite. C'est plus sûrement l'analyse de la situation politique qui conduit Macron à prendre ses distances. Et à les marquer de plus en plus vis-à-vis de Hollande, jusqu'à faire officiellement acte de candidature en novembre 2016, avant même que le président annonce sa décision de ne pas se représenter.

Pourtant, longtemps, très longtemps, François Hollande a gardé pour Macron les yeux de Chimène. Il écoute bien Stéphane Le Foll, venu le mettre en garde contre les ambitions de son collègue. « Il dit vrai, assure Hollande, mais je lui fais valoir que c'est aussi l'expression de la diversité de la majorité<sup>9</sup> . » Il ne peut pas ignorer la dégradation du climat entre Manuel Valls et Emmanuel Macron. À tout moment, au cours du premier semestre 2016, le président, malgré les humeurs du Premier ministre, laisse pourtant la bride longue à Emmanuel Macron, qu'il continue de recevoir, qu'il invite à dîner, à plusieurs reprises, avec parfois ses proches, et même avec Ségolène Royal<sup>10</sup> . Sans Valls, évidemment. On a l'impression, en ce début d'année 2016, et plus tard encore, que tout ce que tente Macron est conforté, encouragé par le président de la République.

En réalité, le malentendu est complet entre le « jeune Macron » et François Hollande.

Le jugement du président sur Macron est spontanément bienveillant. « Il peut être pressé, maladroit, mais il est loyal et honnête, dit-il à cette époque. Il n'est pas dans le calcul, encore moins dans la manœuvre. Oui, bien sûr, convient-il, il a été happé par le système médiatique, ce qui peut être mal ressenti par ceux qui veulent incarner, eux aussi, la modernité<sup>11</sup>. » L'indulgence du président semble totale vis-à-vis de son ministre.

Dans un de ses numéros de mars, *L'Obs* s'attache-t-il à démontrer, dans un long article, que le ministre de l'Économie se prépare pour 2017 ? François Hollande n'y trouve pas malice. Comme lorsque, à la une de *Paris Match*, un peu plus tard, dans l'été, Emmanuel Macron s'affichera en maillot de bain, jeune et moderne, aux côtés de sa femme Brigitte. Cela ne suscitera pas de commentaire de l'Élysée.

Emmanuel Macron annonce en avril qu'il lance un mouvement politique, un *think thank* d'un nouveau genre ? François Hollande trouve cette idée, dit-il, « pas mauvaise du tout ». Il aurait même été jusqu'à ajouter, paternel : « Bravo pour tes initiatives. » Manuel Valls est furieux, mais le mouvement En Marche est né. Le président se contente de dire, sur France 2, qu'« Emmanuel Macron sait ce qu'il lui doit ». Et peu importe si l'intéressé répond un peu plus tard, dans un journal de province qu'il n'est pas son « obligé ».

À l'occasion des fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans, en mai, Emmanuel Macron, invité par la municipalité, évoque, dans un discours qu'il est permis d'interpréter à double sens, « la trajectoire nette, comme une flèche » de la sainte, de telle manière qu'on peut en conclure qu'une trajectoire nette, comme une flèche, sera aussi la sienne vers l'Élysée. Pas de réaction à la présidence. Et même

lorsque, le 12 juillet, Emmanuel Macron tient à la Mutualité son premier grand meeting, qui n'est pas encore de campagne, mais qui y ressemble fortement, Hollande serait tenté de laisser filer les choses. François Hollande, naïf ? Non, se défend-il. La vérité est qu'à ce moment de son quinquennat, où il hésite encore à se représenter, il pense que le mouvement tout juste né d'Emmanuel Macron peut « constituer une force d'appoint utile pour 2017 ». Naïveté, non, aveuglement plus sûrement. Manuel Valls, cette fois, demande à François Hollande de condamner publiquement ce ministre qui n'en fait qu'à sa tête et devient dangereux pour le couple exécutif. Le président lui dit qu'il trouvera les phrases, le surlendemain, 14 juillet, au cours de sa traditionnelle intervention télévisée, pour ralentir les ardeurs du ministre de l'Économie. Ce qu'il fait en effet, mais à sa manière, prudente. « Dans un gouvernement, se contente-t-il de dire, il n'y a pas de démarche personnelle, encore moins présidentielle, il y a tout simplement servir, et servir jusqu'au bout. »

Jugeant la condamnation présidentielle insuffisante, Manuel Valls se plaint auprès de François Hollande dans l'après-midi. Celui-ci lui assure qu'il sera plus net la prochaine fois, mais quelques heures plus tard, l'effroyable attentat de Nice met un terme au règlement de comptes.

Les jeux sont faits : fin août, Emmanuel Macron quitte le gouvernement, après une dernière conversation avec le chef de l'État, et s'envole vers la présidentielle. Sa déclaration de candidature, en novembre, est loin de convaincre les hiérarques du parti socialiste qui la trouvent trop classique, trop convenue, presque contre-performante. Il n'en a que faire, il faut dire que la chance est avec lui. François Hollande renonce à se présenter en décembre 2016. Alain Juppé, dont tous les sondages prévoyaient la

victoire, est battu à la primaire de la droite, tandis que le vainqueur, François Fillon, est emporté dans les affaires à la fois graves et cloche-merlesques du Penelopegate ou dans les costumes offerts par un étrange individu qui ne lui voulait manifestement pas de bien.

La primaire socialiste écarte Valls et choisit Benoît Hamon, dont la popularité et le charisme ne sont pas les premières qualités. Enfin, Marine Le Pen, au tout dernier moment, s'écroule dans le débat présidentiel de l'entre-deux tours. Les planètes, comme on le disait alors, se sont alignées.

En réalité, au cours de ces séquences, Hollande s'est trompé. Il n'était pas fâché, en nommant Emmanuel Macron à Bercy en novembre 2014, de faire du ministre de l'Économie un concurrent de Manuel Valls, ne serait-ce que pour calmer les impatiences de celui-ci. D'autant que, comme Hollande le dira plus tard, il n'a jamais pensé que Manuel Valls soit autre chose qu'un numéro 2. Il n'était donc pas fâché qu'un de ses anciens collaborateurs soit, sur le terrain de la modernité, un rival évident, mais plus proche de lui que de son Premier ministre, dans le cas où il viendrait à l'esprit de celui-ci l'intention de briguer l'Élysée. Mais Emmanuel Macron sera le premier à le faire, sans vouloir passer par la case de la primaire socialiste, dans laquelle s'empêtrera Valls.

François Hollande s'est trompé aussi dans son jugement sur Emmanuel Macron. Longtemps, il a pensé que celui-ci était trop novice en politique, que, technocrate, il n'avait pas assez d'expérience pour songer même à se lancer dans le combat présidentiel dès 2017, que le faire serait contraire au bon sens, et sans aucune chance de succès de surcroît. En 2022 peut-être, en 2017, impossible. Raisonnablement naturel, évident, pour quelqu'un qui, comme Hollande, était un professionnel de la politique. C'est le contraire qui s'est produit : c'est justement parce qu'il n'était pas

dans l'épure, parce qu'il a su faire une qualité de sa jeunesse, un atout de sa liberté de ton et de pensée, et une force de sa non-appartenance à un système politique usé par le pouvoir.

« Je ne dirai pas trahison, commentera en mars 2017 François Hollande, alors réduit à l'expédition des (difficiles) affaires courantes. Il a vu devant lui un espace qui existait. Il s'y est engouffré. Ce qui n'aurait pas été possible si le PS était resté uni, ou s'il s'était rassemblé au président sortant<sup>12</sup>. » « Résultat, ajoutait-il, plus critique : le cœur de la gauche n'est pas représenté dans cette élection, ni par Mélenchon, ni par Hamon, ni naturellement par Macron. » Peut-être, depuis cette date, François Hollande, repensant à son échec et à la victoire d'Emmanuel Macron, est-il devenu plus sévère contre celui qu'il a réchauffé dans son sein.

Alors qui a trahi François Hollande ? Manuel Valls, après la publication du livre suicidaire, *Un président ne devrait pas dire ça*<sup>13</sup>, a considéré que la messe était dite, et que le président sortant ne pourrait plus se représenter. Il faut dire que, par ses critiques publiques et privées sur les propos tenus par Hollande devant les deux journalistes du *Monde*, il en a aggravé les effets plus qu'il n'a cherché à le défendre. Il aurait dû sans doute écouter une des dernières phrases que lui a dites Hollande lorsque Valls lui a annoncé son départ de Matignon sans cacher sa candidature prochaine à la primaire socialiste : « Fais attention si tu penses que je n'avais pas de chance de gagner, pense que tu as été mon Premier ministre, et que tu n'en auras pas davantage. » Mais est-il juste de reprocher à Manuel Valls, persuadé qu'il était, comme une grande majorité de Français, que François Hollande allait vers une défaite historique, d'avoir forcé les choses ?

La trahison est-elle celle du parti socialiste ? Sans doute davantage. Le travail de sape des frondeurs a été incessant depuis

les débuts du quinquennat. Candidat de l'unité, François Hollande aurait eu une faible chance de se voir réélu en 2017 : il se savait meilleur candidat que président. Candidat d'un PS divisé, au surplus contraint à se mesurer dans une élection primaire à d'autres socialistes – ce qu'il avait bien dû accepter –, il n'en avait plus la moindre. C'est l'explication qu'il donne en tout cas, lorsqu'il se désiste le 1<sup>er</sup> décembre, annonçant qu'il ne se représenterait pas à un deuxième mandat : « Aujourd'hui, je suis conscient du risque que ferait courir une démarche qui ne rassemblerait pas autour de moi. »

Ceux de ses proches, rares, qui étaient dans la confiance, assurent que sa décision était mûrie de longue date. Ce qui limiterait ainsi, au passage, la part de responsabilité de Manuel Valls. Comme le dit alors un parlementaire, évoquant la violente offensive du Premier ministre contre le président, à la fin novembre : « C'est juste un élément de plus, celui qui l'a achevé. Ce n'est pas seulement parce qu'il s'est senti affaibli par Valls qu'il ne se présente pas, mais parce qu'il a pensé, personnellement, qu'il n'était pas le mieux placé. » « Face au Front national, face à la droite, confiait alors un autre député, encore sous le choc, il aurait fallu être unis derrière le président. François Hollande a constaté que les dirigeants de la gauche ne le sont pas, à commencer par le Premier ministre qu'il a nommé. »

François Hollande lui-même est-il totalement étranger à sa défaite ? Les jeux n'étaient-ils pas dits bien avant sa renonciation, bien avant même que Macron puis Valls aient pris le large ? Tant d'erreurs, tant de flou, tant d'impôts aussi, ont marqué les premières années que les décisions prises par lui en janvier 2014 – qui ont peut-être dès l'été 2017 porté leurs fruits, comme le CICE ou le pacte de responsabilité – ont été inutiles pour rétablir son image aux yeux des Français.

Macron dans ce cas n'aurait pas plus trahi Hollande que celui-ci ne l'a déçu. Drôle de trahison, plus réciproque qu'il n'y paraît.

- 
- 1 . François Hollande, *Les Leçons du pouvoir* , Paris, Stock, 2018.
  - 2 . Conversation avec l'auteur de ces lignes, septembre 2009.
  - 3 . Anne Fulda, *Un jeune homme si parfait* , Paris, Plon, 2017.
  - 4 . Entretien avec l'auteur, juillet 2012.
  - 5 . Conversation avec l'auteur, juillet 2014.
  - 6 . Marc Endeweld, *L'Ambigu M. Macron* , Paris, Flammarion, 2015.
  - 7 . Gaspard Gantzer, *La Politique est un sport de combat* , Paris, Fayard, 2017.
  - 8 . *Ibid* .
  - 9 . François Hollande, *Les Leçons du pouvoir* , *op. cit.*
  - 10 . Le 2 avril 2016.
  - 11 . Conversation avec l'auteur, 2 février 2016.
  - 12 . Conversation avec l'auteur, mars 2017.
  - 13 . Gérard Davet et Fabrice Lhomme, *Un président ne devrait pas dire ça. Les secrets d'un quinquennat* , Paris, Stock, 2016.



# Épilogue

---

Jean Garrigues

Finalement, le traître, c'est toujours l'autre ! C'est ce que nous rappelle cette histoire de la trahison sous la V<sup>e</sup> République.

D'emblée, le général de Gaulle considéra que les Français l'avaient trahi en le poussant au ballottage lors des élections de décembre 1965. Ce crime de lèse-majesté s'étant reproduit lors de la grande crise de mai 1968, il faillit les abandonner lors de la fuite à Baden, avant de retrouver son siège de monarque républicain, courroucé et déçu. Lorsque les Français dirent non au référendum d'avril 1969, le « connétable de France » se sentit définitivement abandonné par ce pays à qui il avait redonné la grandeur. Seul un de Gaulle pouvait prétendre à une telle trahison, à hauteur de son histoire.

En revanche, le général connut un autre type de trahison, plus personnelle, qui inaugurerait sous la V<sup>e</sup> République une longue tradition héritée de la monarchie : la trahison de « succession » ou « trahison de Brutus ». Ce type de trahison quasi filiale est celle qui apparaît à l'opinion la plus scandaleuse, et que nous avons retrouvée tout au long de ce livre. Christine Clerc nous a raconté

comment de Gaulle se sentit mortifié lorsqu'en janvier 1969, à Rome, son ex-Premier ministre Georges Pompidou, qui lui devait sa carrière politique, déclara qu'il se voyait « un destin national ».

Mais en contrepartie, Hervé Gattegno nous a montré un Pompidou profondément blessé lors de l'affaire Markovic par ce qu'il considéra comme une trahison du général de Gaulle et des barons du gaullisme à son égard. Ce même Pompidou fut ensuite très irrité par les ambitions présidentielles que l'on prêtait à son chef du gouvernement Jacques Chaban-Delmas. Ce dernier fut d'ailleurs accusé d'avoir présenté trop tôt sa candidature en avril 1974, au moment même des obsèques du président défunt. Mais, comme le raconte Christine Clerc, le maire de Bordeaux fut lui-même trahi à cette occasion par Jacques Chirac, jeune loup du gaullisme, qui lança l'appel des 43 pour se rallier à la candidature de Valéry Giscard d'Estaing. Et lorsque ce même Chirac mena secrètement campagne contre Giscard en 1981, c'était pour lui succéder à la tête de la droite.

On pourrait d'ailleurs interpréter cette trahison de succession comme une sorte de parricide car Giscard l'avait nommé à Matignon. Mais Jacques Chirac fut lui-même victime d'un véritable parricide en 1995, lorsque Nicolas Sarkozy, dont il avait fait la carrière, choisit de soutenir Édouard Balladur contre lui. Renaud Dély nous a fait le récit de cette trahison sarkozyste, mais il est aussi revenu sur le thème du parricide dans le chapitre consacré à la famille Le Pen, les atrides de l'extrême droite. Il nous a d'ailleurs rappelé à ce propos qu'avant d'être trahi par sa fille, Jean-Marie Le Pen avait lui aussi beaucoup trahi les siens afin de prendre puis de conserver la mainmise sur le Front national.

Faut-il réduire la trahison politique au parricide ou à la volonté de prendre la place de son mentor ? On s'est aperçu au fil des pages

de ce livre que la plupart des prétendues « trahisons », dénoncées comme telles, n'étaient que les effets naturels de la « compétition ». C'est ainsi que le gaulliste Chirac s'inscrivait tout simplement dans une logique de concurrence avec le libéral Giscard pour le *leadership* de la droite. Dans ce registre, on pourrait rappeler la déclaration de François Mitterrand, le 28 mai 1968, annonçant sa candidature pour l'Élysée au détriment de Pierre Mendès-France, icône de la gauche, et qu'il se proposait de reléguer à la tête d'un gouvernement provisoire. On pourrait aussi évoquer la candidature de Raymond Barre à la présidentielle de 1988, alors que Giscard, qui l'avait fait Premier ministre en 1976, envisageait de se présenter.

Plus spectaculaire, sous la plume de Catherine Nay, la course à l'Élysée d'Édouard Balladur, nommé Premier ministre par la grâce de Jacques Chirac en 1993, et qui n'hésita pas à se présenter deux ans plus tard contre son « ami de trente ans », candidat naturel des gaullistes. On pourrait aussi évoquer celle de Jean-Pierre Chevènement en 2002, qui fit échouer le candidat du parti socialiste Lionel Jospin, dont il avait été le compagnon de route et le ministre. Ou la campagne de destruction menée par Nicolas Sarkozy en 2006 contre son rival et Premier ministre, Dominique de Villepin. Ou pire encore, le sabotage par François Hollande de la campagne menée par sa compagne Ségolène Royal, raconté par Sylvain Courage, et qui fit dire à Arnaud Montebourg que le seul défaut de cette dernière était son compagnon. Unique dans les annales de notre histoire politique, ce double adultère sentimental et politique fut d'ailleurs payé de retour dix ans plus tard par le ralliement de Ségolène à Emmanuel Macron.

Mais on pourrait aussi considérer que la trahison relève tout simplement d'un autre registre, celui de « l'émancipation ». S'y rattache par exemple le discours de la Nouvelle Société prononcé en

septembre 1969 par Jacques Chaban-Delmas, et qui fut interprété comme un coup de poignard dans le dos par l'entourage de Georges Pompidou. Ou bien la démission tapageuse de Jacques Chirac à l'été 1976, suivie d'une campagne de critiques en règle contre Valéry Giscard d'Estaing. Ou encore Michel Rocard présentant sa candidature à la présidentielle en octobre 1980 pour prendre de vitesse François Mitterrand. C'est l'un des moments forts du récit de Christophe Barbier sur les « éléphants » socialistes, qui évoque par ailleurs Laurent Fabius, rappelant : « Lui, c'est lui, moi, c'est moi ! », ou Lionel Jospin évoquant en 1995 le « devoir d'inventaire » sur les années Mitterrand. Et l'on peut aussi considérer que la stratégie de Manuel Valls, racontée par Michèle Cotta, poussant François Hollande à ne pas se présenter en 2017, a fait de lui une sorte de traître par « émancipation ».

Reste une catégorie qui pourrait d'ailleurs recouvrir toutes les autres, puisqu'elle renvoie au ressort majeur de la carrière politique : « l'ambition ». On y trouverait des trahisons de moindre envergure, menée par des hommes qui ne briguaient pas forcément le pouvoir suprême mais simplement une place au soleil de la vie politique. On peut penser aux centristes Jacques Duhamel et Joseph Fontanet qui lâchèrent en 1969 le candidat de leur camp, Alain Poher, pour se rallier au favori de l'élection, le gaulliste Pompidou. Ou à Jean-Pierre Soisson qui abandonna la droite en 1988 pour un portefeuille dans le gouvernement socialiste d'ouverture de Michel Rocard. Au contraire, le centriste Olivier Stirn, après avoir flirté avec le parti socialiste dans les années 1980, revenait en 1995 vers Jacques Chirac. Dans le chapitre consacré aux centristes, Jean Garrigues nous rappelle qu'en 2002, Philippe Douste-Blazy a abandonné son leader François Bayrou pour un portefeuille chiraquien, et qu'en 2007, ce fut au tour d'Hervé Morin, un autre lieutenant du chef centriste, de quitter le

navire du Modem pour un ministère sarkozyste. D'autres, venus de la gauche, tels Éric Besson et Bernard Kouchner, trahirent aussi leur camp pour la galaxie Sarkozy, alors miroitante. Les ralliements à La République en Marche de deux figures marquantes de la droite, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin, ont été payés au prix fort de deux portefeuilles ministériels majeurs, l'Économie et les Comptes publics. Mais, si Emmanuel Macron s'est émancipé en 2016 de son mentor François Hollande, comme l'explique Michèle Cotta, c'est d'abord parce qu'il avait l'ambition d'une « Révolution » pour la France.

Qu'elle soit parricide ou adultère, qu'elle soit de succession, de compétition, d'émancipation ou d'ambition, et le plus souvent tout à la fois, la trahison est donc le fil conducteur de la vie politique sous la V<sup>e</sup> République, parce qu'elle est un marchepied indispensable pour l'ascension vers les hauteurs élyséennes. « Toujours la trahison trahit le traître », écrivait Victor Hugo, rappelant que Bonaparte comme son neveu Louis-Napoléon avaient finalement expié au regard de l'histoire les crimes de leurs coups d'État respectifs. Cette histoire de trahisons successives nous montre en tout cas que ceux qui ont trahi ont toujours été trahis à leur tour. C'est la loi inexorable de la conquête et de l'exercice du pouvoir. À cette histoire pleine de rebondissements, pittoresque, mouvementée et souvent cruelle, nul doute que l'avenir ajoutera de nouveaux chapitres sanglants.

# Bibliographie indicative

---

## Mémoires et témoignages

ATTALI Jacques, *Verbatim* , Paris, Fayard, 1993.

BALLADUR Édouard, *L'Arbre de mai* , Paris, Atelier Marcel Jullian, 1979.

BAYROU François, *Abus de pouvoir* , Paris, Plon, 2009.

–, *2012. État d'urgence* , Paris, Plon, 2011.

BLANC Pierre-Louis, *De Gaulle au soir de sa vie* , Paris, Fayard, 1990.

BOISSIEU (DE) Alain, *Pour combattre avec de Gaulle* , Paris, Plon, 1981.

CHIRAC Jacques, *Mémoires* , 2 vol., Paris, Nil, 2009-2011.

DEBRÉ Michel, *Entretiens avec le général de Gaulle* , Paris, Albin Michel, 1993.

FOCCART Jacques, *Journal de l'Élysée* , 5 vol., Paris, Fayard, 1997-2001.

- GANTZER Gaspard, *La Politique est un sport de combat* , Paris, Fayard, 2018.
- GAULLE (DE) Charles, *Discours et messages* , t. V, *Vers le terme (janvier 1966-avril 1969)* , Paris, Plon, 1970.
- , *Lettres, notes et carnets (janvier 1964-juin 1966)* , Paris, Plon, 1987.
- , *Lettres, notes et carnets (juillet 1966-avril 1969)* , Paris, Plon, 1987.
- GAULLE (DE ) Philippe, *De Gaulle, mon père* , entretiens avec Michel Tauriac, 2 vol., Paris, Plon, 2003-2004.
- GISCARD D'ESTAING Valéry, *Le Pouvoir et la Vie* , t. II, *L'affrontement* , Paris, Cie 12, 1991.
- HOLLANDE François, *Les Leçons du pouvoir* , Paris, Stock, 2018.
- LE PEN Jean-Marie, *Mémoires* , t. I, *Fils de la nation* , Paris, Muller, 2018.
- MAURIAC François, *Bloc-notes* , t. III, *1961-1964* , Paris, Seuil, 1993.
- MAURIAC Jean, *L'Après de Gaulle* , Paris, Fayard, 2006.
- PEYREFITTE Alain, *C'était de Gaulle* , 3 vol., Paris, Éditions de Fallois/Fayard, 1994, 1997, 2000.
- POMPIDOU Georges, *Pour rétablir une vérité* , Paris, Flammarion, 1982.
- , *Le Désir et le Destin* , Paris, Balland, 1994.
- POUJADE Robert, *Avec de Gaulle et Pompidou* , Paris, L'Archipel, 2011.
- ROYAL Ségolène, *Ma plus belle histoire, c'est vous* , Paris, Grasset, 2007.

STÉPHANE Roger, *Tout est bien* , Paris, Quai Voltaire, 1989.

TRIERWEILER Valérie, *Merci pour ce moment* , Paris, Les Arènes, 2014.

## **Histoire et récits**

ALBERTINI Dominique, DOUCET David, *Histoire du Front national* , Paris, Tallandier, 2013.

ALEXANDRE Philippe, *Le Duel de Gaulle-Pompidou* , Paris, Grasset, 1970.

BACQUÉ Raphaëlle, CHEMIN Ariane, *La Femme fatale* , Paris, Albin Michel, 2007.

BARBIER Christophe, *Les Derniers Jours de François Mitterrand* , Paris, Grasset, 1997.

BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *Le Long Remords du pouvoir* , Paris, Fayard, 1992.

BRESSON Gilles, LIONET Christian, *Le Pen. Biographie* , Paris, Seuil, 1994.

CHOMBEAU Christiane, *Le Pen fille et père* , Paris, Panama, 2007.

CLERC Christine, *Les Conquérantes. Douze femmes à l'assaut du pouvoir* , Paris, Nil, 2013.

COTTA Michèle, *Cahiers secrets de la V<sup>e</sup> République (1965-2007)* , 4 vol., Paris, Fayard, 2007-2012.

–, *Quelle histoire* , Paris, Robert Laffont, 2017.

COURAGE Sylvain, *L'Ex* , Paris, Éditions du Moment, 2012.



- DÉLY Renaud, *Histoire secrète du Front national* , Paris, Grasset, 1999.
- , *La Vraie Marine Le Pen. Une bobo chez les fachos* , Paris, Plon, 2017.
- DÉLY Renaud, VERNET Henri, *Tous les coups sont permis. De Mitterrand à Sarkozy, la violence en politique* , Paris, Calmann-Lévy, 2011.
- DOMENACH Nicolas, SZAFRAN Maurice, *Le Roman d'un président* , 3 vol., Paris, Plon, 1997-2003.
- ENDEWELD Marc, *L'Ambigu M. Macron* , Paris, Flammarion, 2015.
- FAVIER Pierre, MARTIN-ROLAND Michel, *La Décennie Mitterrand* , 3 vol., Paris, Seuil, 1996.
- FOUREST Caroline, VENNER Fiammetta, *Marine Le Pen* , Paris, Grasset, 2011.
- FULDA Anne, *Emmanuel Macron. Un jeune homme si parfait* , Paris, Plon, 2017.
- GARRIGUES Jean (dir.), *La Cinquième République* , Paris, Armand Colin, 2008.
- GARRIGUES Jean, RUHLMANN Jean, *Élysée Circus. Une histoire drôle et cruelle des présidentielles* , Paris, Tallandier, 2016.
- GEISLER Rodolphe, *Bayrou l'obstiné* , Paris, Plon, 2012.
- GELLY Violaine, LE GUAY Virginie, *François Bayrou. Un autre chemin* , Paris, Bartillat, 2007.
- GIESBERT Franz-Olivier, *François Mitterrand. Une vie* , Paris, Seuil, 1996.
- , *La Tragédie du président. Scènes de la vie politique (1986-2006)* , Paris, Flammarion, 2006.

- , *M. le président. Scènes de la vie politique (2005-2011)* , Paris, Flammarion, 2011.
- , *Chirac. Une vie* , Paris, Flammarion, 2016.
- GURREY Béatrice, *Le Rebelle et le Roi* , Paris, Albin Michel, 2004.
- IGOUNET Valérie, *Le Front national de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées* , Paris, Seuil, 2014.
- LACOUTURE Jean, *François Mitterrand. Une histoire de Français* , Paris, Seuil, 1998.
- MALOUINES Marie-Ève, MEEUS Carl, *La Madone et le Culbutto, ou l'inlassable ambition de Ségolène Royal et François Hollande* , Paris, Fayard, 2006.
- NAY Catherine, *Le Dauphin et le Régent* , Paris, Grasset, 1994.
- , *Un pouvoir nommé désir* , Paris, Grasset, 2007.
- , *L'Impétueux. Tourments, tourmentes, crises et tempêtes* , Paris, Grasset, 2012.
- QUÉMÉNER Soazig, DUYCK Alexandre, *L'Irrésistible ascension d'Emmanuel Macron* , Paris, Flammarion, 2017.
- RIOUX Jean-Pierre, *Les Centristes. De Mirabeau à Bayrou* , Paris, Fayard, 2011.
- ROUSSEL Éric, *Georges Pompidou* , Paris, Jean-Claude Lattès, 1984.
- , *Charles de Gaulle* , Paris, Gallimard, 2002.
- , *François Mitterrand. De l'intime au politique* , Paris, Robert Laffont, 2015.
- , *Nicolas Sarkozy. De près, de loin* , Paris, Robert Laffont, 2016.
- VALANCE Georges, *VGE. Une vie* , Paris, Flammarion, 2011.

WINOCK Michel (dir.), *Histoire de l'extrême droite en France* , Paris, Seuil, 2015.

–, *François Mitterrand* , Paris, Gallimard, 2015.

# Les auteurs

---

Christophe Barbier est éditorialiste politique et auteur notamment de *Les Derniers Jours de la gauche* (Flammarion, 2017).

Christine Clerc est journaliste politique et auteur notamment de *J'ai vu cinq présidents faire naufrage* (Robert Laffont, 2017).

Michèle Cotta, éditorialiste politique, a publié *Quelle histoire !* (Robert Laffont, 2017) et *Le Monde selon Mitterrand* (Tallandier, 2015 ; « Texto », 2018).

Sylvain Courage est rédacteur en chef à *L'Obs* et auteur de *L'Ex* (Éditions du moment, 2012).

Renaud Dély est directeur de la rédaction de *Marianne* et auteur notamment de *La Vraie Marine Le Pen* (Plon, 2017).

Jean Garrigues est historien, spécialiste d'histoire politique, et auteur notamment de *Élysée Circus* (Tallandier, 2016).

Hervé Gattegno est directeur de la rédaction du *Journal du dimanche* et auteur notamment de *L'Irresponsable. Une présidence française* (Stock, 2006).

Catherine Nay est éditorialiste à Europe 1 et auteur notamment de *L'Impétueux* (Grasset, 2012).

Retrouvez tous nos ouvrages  
sur [www.tallandier.com](http://www.tallandier.com)